# La Presse

*Le plus grand quotidien français d'Amérique*

4

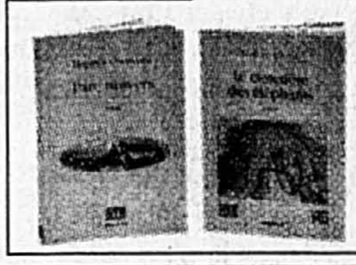
ÉDITION DU
**DIMANCHE**
Montréal,
dimanche 15 novembre 1998
115e année No 27
60 pages, 4 cahiers
60 ¢ TAXES EN SUS
RÉGION EST DE QUÉBEC 65 ¢ / ÎLES-DE-LA-MADELEINE 1 $ / FLORIDE 1,75 $ U.S.



AILES
LES AILES DE LA MODE
Je me fais plaisir



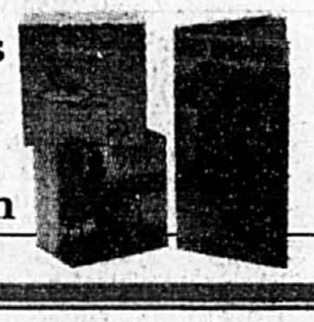

**Personnalité de la semaine**
France Paris
page A20



**Livres**
L'écrivain de l'île, celui du parc
page B4



**Disques**
Des coffrets de John Lennon et de Bruce Springsteen
page B1



**Hockey**
Oilers 4
Canadiens 1
page S3

# Washington rejette l'offre de Bagdad

98

*Les Américains pourraient frapper à n'importe quel moment*

*d'après AFP et AP*
WASHINGTON

Les États-Unis ont rejeté catégoriquement hier l'annonce par Bagdad de la reprise de sa coopération avec l'ONU, l'estimant « inacceptable » et ils étaient toujours prêts à bombarder l'Irak.

Pour Washington, la crise n'est nullement terminée et le président Bill Clinton a renoncé à quitter Washington hier soir, comme prévu pour se rendre au sommet économique de l'APEC à Kuala Lumpur. Il sera représenté en Malaisie par le vice-président Al Gore.

À New York, le Conseil de sécurité de l'ONU s'est réuni en fin d'après-midi pour examiner sa réponse à la décision de Bagdad de reprendre sa coopération.

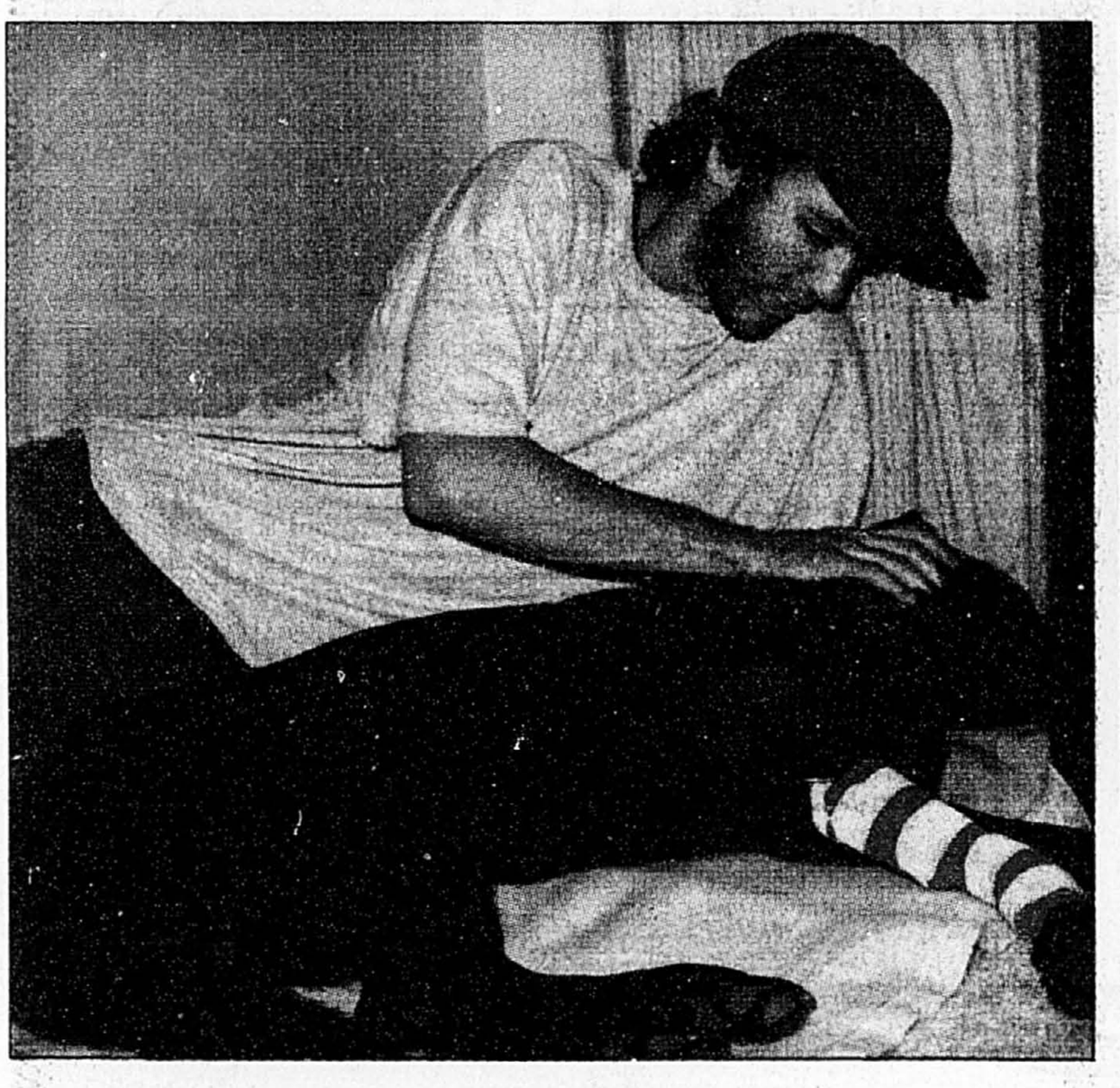
Les 15 membres du Conseil apparaissaient divisés sur l'appréciation de la décision irakienne contenue dans une lettre. L'ambassadeur d'Irak à l'ONU, Nizar Hamdoun, a réaffirmé au nom du gouvernement irakien que la décision de Bagdad était

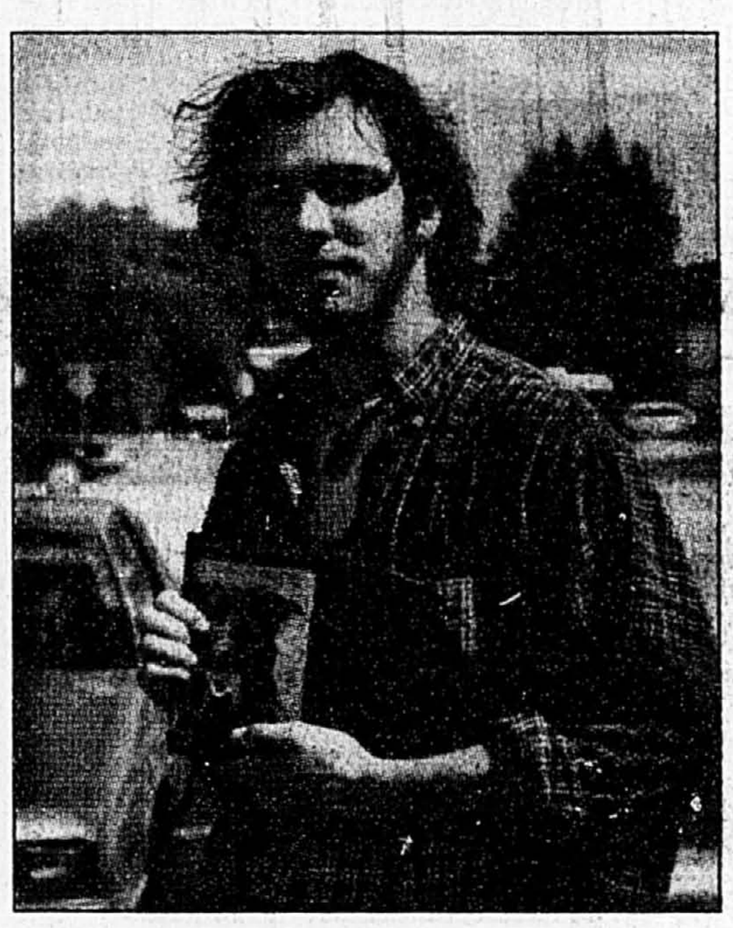
*Voir* **WASHINGTON** *en A2*


- **En attendant le verdict du 30 novembre** — Page A7
- **Mille-Îles: une campagne sur fond d'asphalte** — Page A7
- **Charest minimise l'importance du débat**
- **L'aura de Charest se fera-t-elle sentir?** — Page A8
- **Bouchard se prépare avec respect et modestie**
- **Chicoutimi: une libérale «péquiste» contre Bédard** — Page A9


# Le fils de Trudeau périt dans une avalanche

*Une coulée de neige aurait emporté Michel, 23 ans, dans le lac Kokanee en C.-B.*





PHOTOS CP

**Michel Trudeau, un des trois fils de l'ancien premier ministre Pierre Elliott Trudeau, que l'on voit ici avec son chien Makwa, à Portage la Prairie, au Manitoba, est porté disparu après avoir été emporté par une avalanche et aurait péri noyé dans un lac de la Colombie-Britannique.**

**DENE MOORE**
*de la Presse Canadienne*
NELSON, Colombie-Britannique

Un hélicoptère et des équipes au sol étaient à la recherche, hier, du plus jeune des trois fils de l'ex-premier ministre canadien Pierre Elliott Trudeau, Michel, porté disparu à la suite d'une avalanche survenue la veille dans les montagnes Kootenay, en Colombie-Britannique.

Six skieurs manquaient à l'appel, vendredi, dans le parc provincial du glacier Kokanee, où est survenue l'avalanche.

Trois des compagnons du skieur ont été secourus hier. Deux autres sont parvenus à se tirer d'affaire seuls.

« Nous sommes toujours à la recherche de cette personne disparue, a déclaré le caporal Randy Koch, de la Gendarmerie royale du Canada ( GRC ), à Nelson. Il ne s'agit plus vraiment de recherches, mais plutôt d'une opération de récupération. »

Hier en fin de journée, la GRC a diffusé un communiqué de presse dans lequel elle affirmait que le disparu était Michel Trudeau, 23 ans, de Rossland, en Colombie-Britannique. « Il faisait du ski avec des amis dans le parc provincial du glacier Kokanee, lorsqu'une avalanche l'a emporté dans un lac connu sous le nom de lac Kokanee.

*Voir* **LE FILS** *en A2*

**La SANTÉ polytraumatisée**

## Faire plus avec moins

**Dans la deuxième tranche de notre série sur la réforme de la santé, on constate que bien des choses ont changé dans les hôpitaux. Les employés doivent désormais faire plus avec moins. Mais un des bons côtés du virage ambulatoire est d'avoir forcé la création de liens plus étroits entre les hôpitaux et les CLSC.**
**À lire en page A6**

# L'état de l'ironie

**RICHARD HÉTU**
*collaboration spéciale,* NEW YORK

*La Presse* à **NEW YORK**

Le docteur Bill Maplewood est marié et père de trois enfants. Il vit dans la banlieue vanillée du New Jersey. Il est psychothérapeute de profession. Dans ses moments libres, il drogue les amis de son fils de 11 ans et les viole.

Le Dr Maplewood a deux belles-soeurs. Joy vient d'avoir 30 ans. Elle se laisse manipuler par un immigrant russe rencontré dans une classe où elle enseigne à titre de scab. L'autre, Helen, la plus belle, est une écrivaine à succès dont le dernier recueil de nouvelles s'intitule *Enfance pornographique*. Raffolant des baiseurs bien bâtis, elle reçoit des coups de téléphone obscènes de son voisin, qui jouit sur les murs de son appartement.

Le voisin s'appelle Allen. C'est un gros à lunettes, un informaticien terne. Il est aimé par une autre voisine de palier, une grosse Hispanique assassine. Celle-ci, après avoir été violée par le portier de l'immeuble, tue son agresseur, le coupe en petits morceaux et le met dans le congélateur.

« J'espère que ça ne nous empêchera pas d'être amis », dit-elle à Allen, au restaurant, en mangeant de la crème glacée aux fraises.

« On a tous nos plus et nos moins », de lui répondre Allen en buvant un Coke.

Et quand un ami demande à Helen, l'écrivaine à succès, pourquoi elle continue à vivre dans la médiocrité du New Jersey, elle rétorque : « Je vis dans un état d'ironie. »

Ces personnages, ces scènes, ces répliques sont tirés du film *Happiness*, du réalisateur américain Todd Solondz, l'air encore adolescent à 39 ans, traité de génie ou de malade dans les festivals de cinéma de Toronto, Vancouver, Telluride, New York. Le film de Solondz illustre, à la limite du supportable, l'état de l'ironie dans les années quatre-vingt-dix.

Il ne faut rien prendre au sérieux. De toute façon, le monde est con, les politiciens en particulier ( Et les journalistes ? Ils ne sont pas du monde ). Alors on se réfugie dans l'ironie. Au début des années quatre-vingt-dix, Quentin Tarantino a donné le ton au cinéma avec *Reservoir Dogs* et *Pulp Fiction* : violence gratuite, drogue palpitante, humour absurde. Aux États-Unis, l'influence de Tarantino s'est répandue dans la mode, la musique, la télévision, la littérature, le journalisme.

Il faut être à cran, provocateur. Il faut pomper les « scandales » à la Maison-Blanche, moi le premier. Il faut dénoncer les niaiseux qui célèbrent Céline Dion. Et la décennie de l'ironie de faire de plus en plus de place au cynisme. Mais pas seulement au cynisme.

Aux États-Unis, à la fin de 1998, au moins trois artistes importants proposent une autre façon de voir les choses. L'un d'eux, Gary Ross, a écrit et réalisé *Pleasantville*, une fable moderne qui connaît du succès. Les deux autres sont des musiciens talentueux et originaux, dans la vingtaine et la trentaine, Beck et la figure de proue du groupe R.E.M., Michael Stipe. Ils viennent de sortir des disques aux titres évocateurs : *Mutations* et *Up*.

Gary Ross ne s'est jamais caché de vouloir

*Voir* **L'ÉTAT** *en A2*

**412**
JOURS AVANT L'AN 2000

**INDEX**


| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Petites annonces | | - affaires | C9 | Décès | C10 | Laporte Stéphane | A5 | Robitaille Louis-B. | A16 |
| - index | C5 | Arts et spectacles | B1 à B12 | Êtes-vous observateur | C5 | Le bridge | C6 | Sciences | C11, C12 |
| - immobilier | C5, C6 | - horaire spectacles | B12 | Génies en herbe | C11 | Le monde | A15 | Têtes d'affiche | A19 |
| - marchandises | C6 | - horaire télévision | B2 | Feuilleton | C8 | Loteries | A2, A13 | Tabloïd Sports | |
| - emplois | C7 | Bandes dessinées | C7 | Horoscope | C6 | Politique | A7 à A9 | - Chasse et pêche | S10 |
| - automobile | C7 | | | La Jeune Presse | A18 | Mots croisés | C9, C11 | | |


**SANTÉ**
Prenez soin de votre système immunitaire
- *cahier C*

**MÉTÉO**
Nuageux avec percées de soleil
Max. 6, min. -1
**Cahier Sports, page 16**

6 21924 98765 1

## Suites de la une

# Washington rejette l'offre de Bagdad

**WASHINGTON** / *Suite de la page A1*

« inconditionnelle ». La lettre du vice-premier ministre irakien, Tarek Aziz, adressée au secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, annonçant que l'Irak reprenait sa coopération avec les inspecteurs de l'ONU en matière de désarmement (UNSCOM), est « inacceptable », a déclaré le conseiller du président Clinton pour les affaires de sécurité nationale, Sandy Berger.

« D'une certaine façon, il (Saddam Hussein, le président irakien) déclare à la communauté internationale, au Conseil de sécurité, je me soumettrai (aux résolutions du Conseil de sécurité) si vous acceptez mes conditions, et non pas si j'accepte vos conditions », a ajouté Sandy Berger en relevant que cette lettre contenait des annexes présentant des « conditions inacceptables ».

Accepter les termes du message irakien ne pourrait « conduire qu'à la confusion », a poursuivi Sandy Berger en traçant un historique de ce qui représente, selon lui, différents exemples d'accords rompus par Bagdad. « Nous avons toutes les raisons d'être sceptiques », a-t-il dit.

Saddam Hussein doit « se soumettre entièrement à l'UNSCOM et aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies. Nous ne voyons pas cela dans cette lettre », a encore déclaré le conseiller présidentiel.

Et pour mieux marquer la détermination américaine dans cette affaire, Sandy Berger a assuré que les États-Unis étaient toujours « sur le point de recourir à une action militaire ».

La chaîne de télévision CNN, citant des sources militaires non officielles, avait annoncé un peu plus tôt dans la journée que les États-Unis s'apprêtaient à frapper l'Irak à partir d'hier soir à l'aide de missiles de croisière.

L'ordre du président Clinton avait déjà été donné aux militaires américains d'envoyer plus de 100 missiles de croisière sur l'Irak, y compris sur sa capitale Bagdad, a ajouté CNN.

Lorsque l'ordre a été annulé, des bombardiers B-52 en mission étaient à environ une heure de lancer leurs missiles de croisière, a précisé la chaîne. « Nous étions très près » de cela a confirmé à l'AFP le porte-parole du Pentagone, Kenneth Bacon.

La lettre de Tarek Aziz semble donc être parvenue à Kofi Annan in extremis.

Le Pentagone avait indiqué un peu plus tôt dans la journée que le déploiement de forces militaires américaines en direction du Golfe se poursuivait. Plus de 50 avions de combat ont décollé hier de bases militaires américaines pour rejoindre la région du Golfe, a-t-on appris hier soir au Pentagone. Il s'agit du plus important déploiement militaire américain depuis le début de cette crise entre l'Irak et l'ONU.

Il comprend l'envoi de bombardiers B-52 et B-1, mais aussi des chasseurs F-15, F-16, des avions de surveillance AWACS et des appareils de reconnaissance, a précisé, le lieutenant colonel William Darley.

Les déclarations de Sandy Berger sont intervenues à la suite d'une réunion de plusieurs heures des conseillers du président Clinton pour la politique étrangère, laissant deviner des débats prolongés pour parvenir à définir la réponse américaine à Bagdad. Les États-Unis ont réservé leur réponse pendant la majeure partie de la journée d'hier.

La crise se poursuit par conséquent pour la Maison-Blanche. Mais la présidence américaine n'a pas exclu que le président Clinton puisse assurer encore les autres étapes de sa tournée asiatique, au Japon, en Corée du Sud et à Guam. Les dates de son voyage étaient initialement du 14 au 23 novembre.

# Chrétien défend les droits de la personne

**GILLES TOUPIN**
*envoyé spécial,* SINGAPOUR

Devant le chaos et la mort qui ont surgi des rues de Jakarta, à deux jours de son départ pour une Malaisie secouée par le procès politique d'Anwar Ibrahim et dans le contexte d'une région traversée par des turbulences financières et économiques sans précédent, le premier ministre Jean Chrétien s'est fait le grand défenseur hier d'un ordre économique impérativement tributaire des droits de la personne.

Dans une Asie transformée, différente de celle qu'il a connue lors de son dernier séjour voici deux ans, M. Chrétien a déclaré que tout le tohu-bohu actuel ne remettait nullement en question sa présence au sixième sommet du forum de Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) qui doit débuter mardi à Kuala Lumpur, la crise financière asiatique pouvant affecter davantage le Canada si des mesures immédiates de redressement ne sont pas prises par les dirigeants des 21 pays membres de l'organisation. M. Chrétien a réagi aux émeutes de Jakarta, où huit étudiants ont été abattus vendredi par les forces de l'ordre, en déplorant l'utilisation de la violence par les autorités indonésiennes. « Je sais qu'il y a eu de la violence là-bas, qu'il y a eu des morts, et je le déplore, a-t-il dit. Je souhaite que tout le monde fera preuve de retenue et que cessera la violence. » Il a ensuite déclaré qu'il allait soulever cette question avec le premier concerné, le président indonésien B.J. Habibie, à Kuala Lumpur.

Pendant ce temps, dans la capitale malaisienne, le ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, et le ministre du Commerce international, Sergio Marchi, défiaient le gouvernement malaisien en faisant un important geste de protestation contre l'emprisonnement de l'ancien vice-premier ministre de ce pays, Anwar Ibrahim, qui doit être jugé pour des chefs d'accusation de sodomie et de corruption : les deux ministres rencontraient en tête à tête Wan Azizah Ismaël, l'épouse d'Anwar.

Wan Azizah, accompagnée de sa fille, ont rapporté MM. Aworthy et Marchi au cours d'une conférence de presse téléphonique, a fait part de sa crainte de voir les projecteurs se détourner de son mari une fois le sommet de l'APEC terminé. « Nous l'avons assuré, a déclaré Lloyd Axworthy, que nous ne relâcherions pas notre vigilance après le sommet. »

M. Axworthy a de plus rencontré son homologue malaisien, Abdulah Ahmad Badawi, pour lui faire part de ses inquiétudes face au sort qui attend non seulement Anwar Ibrahim, mais plusieurs autres détenus, dont le journaliste canadien Murray Hiebert, accusé d'outrage au tribunal pour avoir suggéré dans le *Far Eastern Economic Review* que les juges malaisiens abusaient de leurs pouvoirs.

Le ministre des Affaires étrangères a déclaré que le procès Anwar répondait « clairement » à des motivations politiques.

Visiblement contrarié par la rencontre des ministres canadiens avec l'épouse de son rival politique et ancien vice-premier ministre, le président Mahathir a lancé un avertissement hier aux « visiteurs étrangers », leur demandant de se tenir loin de la politique s'ils souhaitaient que le vaste forum de l'APEC des 17 et 18 novembre aboutisse à des accords économiques.

M. Axworthy a rejeté cette forme de chantage. Il a dit qu'il n'avait jamais vu au cours de sa carrière une rencontre de ce genre qui ne fut pas politique.

M. Chrétien, qui avait affirmé l'année dernière lors du sommet de Vancouver que l'APEC n'avait rien à voir avec les droits de la personne, est aujourd'hui à l'avant-garde d'une tendance inverse qui veut donner à la société civile une place de prédilection dans l'élaboration des grandes politiques économiques.

Devant l'Association des gens d'affaires Canada-Singapour, il a clairement mis en contexte le sens de son actuel voyage en Asie, affirmant qu'en l'absence de tout progrès humain, la prospérité perdait tout son sens. Son discours, qui ne nommait aucun pays, s'adressait néanmoins à tous les régimes autoritaires de la région. « Nous devons accepter le fait, a-t-il dit, qu'en l'absence de progrès humain, la prospérité perde tout son sens. Qu'en l'absence d'une véritable volonté de bien gouverner, de garder un esprit ouvert, de respecter des droits de la personne et le principe de la primauté du droit, le progrès humain se voie freiné. Et que la liberté d'exprimer des opinions contradictoires est, bien franchement, une condition essentielle pour que nous puissions arriver à des solutions durables. ». Le premier ministre Chrétien a fait de ces principes les condition *sine qua non* d'un avenir commun avec ses « amis et partenaires » asiatiques.

# Le fils de Trudeau périt dans une avalanche

**LE FILS** / *Suite de la page A1*

On présume qu'il s'est noyé », a indiqué la police fédérale dans son communiqué. « Il semble qu'il ait été incapable de rejoindre la rive, a précisé le caporal Koch. Il se trouvait dans l'eau lorsqu'il a été vu pour la dernière fois, et il est présumé noyé. »

Également poussés dans le lac par la neige, trois des compagnons de M. Trudeau sont parvenus à atteindre la rive. Ils devaient être secourus par hélicoptère, hier.

Pour ce qui est des deux autres, ils n'avaient tout simplement pas accompagnés le groupe sur les pentes, vendredi, préférant demeurer dans un chalet.

Michel était le plus jeune des trois fils de Pierre Trudeau. L'aîné, Justin, est âgé de 26 ans et son frère Alexandre Emmanuel, ou Sacha, a 24 ans.

24 914 984 $
Merci!
Objectif 32,2 millions
Centraide du Grand Montréal
493, rue Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec) H3A 1B6 tel.: (514) 288-1261
PRÊTONS MAIN-FORTE

# L'état de l'ironie

**L'ÉTAT** / *Suite de la page A1*

contrer le cynisme ambiant. Son film a reçu des éloges, mais également des reproches. Selon un journaliste du *Time*, *Pleasantville* est moins une critique des années cinquante qu'une apologie des années soixante. À la fin, tout le monde voit en couleur, comme les hippies de l'époque.

Mais *Pleasantville* peut être vu autrement, comme le très beau cadeau d'un baby-boomer aux plus jeunes. Le film leur est destiné. C'est une fête pour les yeux, une toile sur laquelle sont graduellement appliquées les couleurs, où la caméra s'arrête pour admirer un Picasso, un Cézanne, un Pollock.

C'est une fête pour les oreilles, un rappel de l'originalité de Sidney Bechet, Miles Davis, Elvis Presley, Buddy Holly. Et c'est un coup de chapeau aux écrivains, de D.H. Lawrence à J.D. Salinger en passant par Mark Twain. Dans *Pleasantville*, une enfant de la génération MTV découvre *L'Amant de Lady Chatterley*, fascinée.

Ross est peut-être nostalgique, mais il n'est pas le seul à se tourner vers le passé pour y chercher de la beauté. Dans *Mutations*, un album charnière, Beck ne fait pas autre chose. Il n'abandonne pas sa sensibilité de musicien postmoderne, il la met au service du blues, du folk, du country, de la bossa nova, créant des mutations musicales sur lesquelles se greffent des accords de clavecin, de sitar et des textes mordants. Il faut écouter, entre autres, sa chanson sur le Viagra, ce « rêve impotent ». Ça s'intitule : *Bottle of Blues*.

Il y a quatre ans, Beck chantait : « I'm a loser, baby, so why don't you kill me. » Aujourd'hui, il confie à un journaliste américain : « Je me suis rendu coupable d'ironie et de cynisme, ces choses qui sont symptomatiques de notre époque. On ne peut pas blâmer personne en particulier. L'ironie et le cynisme sont présents dans tous les commerciaux télévisés, comme si tout était une inside joke. Mais il doit y avoir plus que la joke. »

Discours qui fait écho à celui de Michael Stipe, dont le groupe a été numéro un aux États-Unis au milieu des années quatre-vingt-dix. À un autre journaliste, Stipe a dit, à propos du nouveau disque de R.E.M. : « C'est un album très optimiste. Ils le sont tous. Je me suis acharné à être nihiliste par le passé, mais je n'y parviens pas. Je suis un optimiste et ça finit là. »

Dans *Why Not Smile*, une des belles plages de l'album *Up*, Stipe chante : « Tu as été triste pendant longtemps, pourquoi ne pas sourire ? »

Le cynique tournerait tout ça en dérision, mais il y a peut-être autre chose dans l'air.

La Presse

**Renseignements : 285-7272**
**Abonnement : 285-6911**
*Télécopieur pour abonnement : 285-7039*
*Lundi au vendredi de 7 h à 17 h 30*
*Samedi de 7 h à midi*
*Dimanche de 7 h à 11 h*
**Rédaction : 285-7070**
**Promotion : 285-7100**

**Les petites annonces : 285-7111**
*Télécopieur : 848-6287*
*Lundi au vendredi de 8 h 00 à 17 h 30*

**Décès, remerciements : 285-6816**
*Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30*

**Grandes annonces**
**Détaillants : 285-6931**
**National, TéléPlus : 285-7306**
**Carrières et professions, Nominations : 285-7320**

**Comptabilité**
**Grandes annonces : 285-6892**
**Les petites annonces : 285-6900**

*La Presse* est publiée par: *La Presse, Ltée,*
7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9.
Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés.

**Envois de publication canadienne - Contrat de vente numéro 0531650» Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518.**

## LOTERIES

**La quotidienne**
*à trois chiffres :* **6-7-4**
*à quatre chiffres :* **2-4-1-0**
*6/49:* **4-21-23-31-43--45**
*Compl.25:*
**extra**
**475357**

## ORFÉO

### Précision

**Une coupure pratiquée lors de la mise en page du texte consacré au spectacle Orféo, publié dans notre numéro de samedi, a eu pour effet d'en modifier totalement le sens. Elle a pour effet d'indiquer que pour le tandem Michel Lemieux et Victor Pilon, la lumière et le son ne sont que des ajouts au terme de l'élaboration de leurs spectacles, alors qu'ils en sont le fondement même, avec**

## DEMAIN DANS LA PRESSE



### Jaguar S-Type : la voiture du renouveau

■ **Malgré son grand prestige, la marque Jaguar a frôlé la catastrophe à plusieurs reprises au cours de son histoire. Ses moyens de production ont été modernisés et Jaguar se paie maintenant le luxe de nous proposer la S-Type, une berline sport intermédiaire renouvelée de A à Z. Notre chroniqueur Denis Duquet a assisté à son dévoilement en Grande-Bretagne et nous brosse un premier tableau de cette élégante. À lire dans le cahier Auto de lundi.**

## QUESTION DU JOUR

La Presse Service Liaison

*Vous voulez vous faire entendre? Répondez à la question du jour. Pour faire connaître votre opinion, composez le 285-7333; au son de la voix, faites le 1.*

**Approuvez-vous le premier ministre Bouchard quand il recommande aux municipalités de «faire de la gestion» si elles ne veulent pas imposer des hausses de taxes à leurs contribuables?**

*Êtes-vous étonné par l'ampleur du phénomène de l'abndon scolaire au collégial où seulement 63,6% des élèves terminent leurs études?*
*À cette question posée hier, le pourcentage des réponses obtenues a été:*

**Oui: 36 %**
**Non: 64 %**

***NDLR: Ce sondage maison sert uniquement à prendre le pouls de nos lecteurs et n'a aucune prétention scientifique.***

Des livres qui s'ouvrent sur le monde
40 ans
CONCOURS
LES ÉDITIONS DE L'HOMME ONT 40 ANS!
PLUS DE 20 000 $ DE PRIX À GAGNER!
Surveillez votre Télé-Plus
La Presse
Règlements du concours disponibles aux Éditions de l'Homme
Courez la chance de gagner un voyage à Paris pour deux personnes ou un des 40 lots de livres des Les Éditions de l'Homme d'une valeur de 400 $ chacun!
Remplissez le coupon qui paraîtra samedi à l'endos de votre télé-Plus.
CFGL 105.7 fm
LES ÉDITIONS DE L'HOMME
1958-1998
P07151101

La Presse

**Le mot du jour**

## erre d'aller

■ Le mot *erre* désigne, au sens propre, la « vitesse acquise par un navire, une fois le propulseur stoppé ». Il a engendré une locution, ***sur son erre***, qui signifie « sur sa lancée ».

*— Fatigué, le cycliste continua à rouler sur son erre.*

Chez nous, on dit le plus souvent *sur son erre d'aller*. Il s'agit d'un pléonasme sans gravité. Ce qu'il faut éviter, par contre, c'est l'emploi d'*air d'aller*, qui, lui, est carrément fautif.

*Paul Roux*

L'EXPRESS DU MATIN



### Balle au thorax

■ Un homme de 18 ans a été atteint d'une balle au thorax vendredi soir, après avoir été la cible de tireurs sur le quai de la station de métro Vendôme. Le blessé, un homme de race noire, n'a toutefois pas été atteint grièvement et les médecins ne craignent pas pour sa vie. L'homme, qui était passager d'une voiture du métro, était accompagné d'une femme lorsqu'il a été pris à partie par trois hommes d'origine asiatique. La femme n'a pas été blessée.

### Poursuite automobile

■ Un automobiliste de 18 ans, dont le permis de conduire avait été suspendu, a été appréhendé par la police de la Communauté urbaine de Montréal dans la nuit de vendredi à samedi, au terme d'une poursuite à haute vitesse dans les rues de la ville. Le jeune homme craignait que sa voiture ne soit saisie par les policiers et a décidé de tenter de les semer plutôt que de s'arrêter. Mal lui en a pris, puisque non seulement il a été arrêté, mais qu'en plus, son véhicule a été très lourdement endommagé en s'écrasant contre un arbre.

### Accident mortel

■ Un homme de 78 ans de Noyan, John Kusiewiez, a perdu la vie peu avant minuit vendredi à l'intersection des routes 221 et 202 à Notre-Dame-du-Mont-Carmel, près de Lacolle. L'automobile de la victime a percuté une clôture puis s'est immobilisée dans un fossé. Aucune trace de freinage n'a été relevée sur la chaussée. Les policiers croient que l'automobiliste aurait été pris d'un malaise soudain ou qu'il se serait endormi au volant.

### Accident grave

■ Une femme d'une quarantaine d'années a été blessée grièvement, hier matin à Montréal, quand l'automobile dans laquelle elle se trouvait a été heurtée violemment par un autobus appartenant à un transporteur privé. L'accident est survenu vers 11 h 30 à l'intersection de la rue Jeanne-Mance et du boulevard René-Lévesque.

### Cadavre repêché

■ Le corps d'une femme âgée de 25 à 30 ans a été repêché des eaux du canal de Lachine, hier matin, à Montréal, à la hauteur de la rue Charlevoix. C'est un citoyen qui promenait son chien qui a fait la macabre découverte vers 8 h et qui a avisé des policiers qui se trouvaient non loin de là. Le cadavre flottait entre deux eaux. Le corps ne semble porter aucune marque de violence. Il était aussi très bien conservé, ce qui porte les enquêteurs à croire que la mort pourrait remonter à vendredi. Les limiers trouvent toutefois curieux que la femme n'ait été vêtue que d'une minijupe, d'un chemisier et de souliers.

### Baisse de pression

■ Depuis vendredi soir, la pression d'eau au robinet a été diminuée dans les quartiers du centre et de l'ouest de Montréal. Ainsi les résidants de Saint-Léonard, Anjou, Outremont ainsi que des quartiers Plateau-Mont-Royal/ Centre-Sud, Rosemont/ Petite-Patrie, Villeray/ Saint-Michel/ Parc-Extension et Mercier/ Hochelaga-Maisonneuve, ont vu la pression d'eau diminuer légèrement par périodes. La Ville fait actuellement des réparations sur une conduite de 915 mm située à l'intersection de l'avenue de l'Epée et de la rue Bernard à Outremont. Même la pression d'eau diminue, la qualité n'est aucunement affectée.

### Pas d'appel

■ Le procureur général du Québec a décidé de ne pas interjeter appel de la décision du Tribunal des droits de la personne dans la cause de harcèlement sexuel de Claudine Lippé, une ex-employée des Services correctionnels du Québec. Le ministre Pierre Bélanger est convaincu que la mise en application, depuis quelques mois, de la politique des Services correctionnels visant à contrer toute forme de harcèlement et d'abus de pouvoir, réduira les problèmes de harcèlement sexuel.

# La Catherine prend un coup de jeune !

MARIE-CLAUDE GIRARD

**« Quand est-ce qu'elle arrive, la parade ? » Peu avant 13 h, hier, l'impatience était à son comble, rue Sainte-Catherine Ouest. Le bonhomme Noël avait intérêt à arriver.**



PHOTOS BERNARD BRAULT, *La Presse*

Il y avait déjà de gros chagrins en explosion, des nez à moucher, des bottes à remettre pour ceux qui attendaient le spectacle du haut des épaules de papa ou maman.

Envahie par une foule nombreuse, d'Atwater à Saint-Urbain, la rue Sainte-Catherine a pris un coup de jeune, hier après-midi. Les petits de plus ou moins cinq ans étaient partout, même devant les cabarets de danseuses, assis en rang d'oignons sur des couvertures, parfois à deux par poussette. Tous dans l'attente du quatrième défilé du père Noël organisé par l'association de commerçants Destination centre-ville.

D'interminables rangées de bonnets multicolores ont patienté dans l'air frisquet, souvent en grignotant des croquettes de poulets, des biscuits et autres délices vendus dans les restaurants rapides des alentours. « Oui, oui, oui, on y va chez McDonald... »

Parfois, un petit garçon plus téméraire courait au centre de la rue pour vérifier si le défilé n'allait pas se décider à arriver. Ce qu'il fit, finalement, au grand bonheur des tout-petits, bouche bée devant les oursons et autres personnages géants gonflés d'air.

La réalisation du défilé a été confiée à la firme Cogestion et la construction des 12 tableaux, à la compagnie de décors et accessoires ACMÉ. On a vu circuler six corps de clairons, un camion de pompiers datant de 1948, des boules de Noël en patins à roulettes et de très nombreux figurants recrutés dans le mouvement scout, les écoles de danse et les clubs de patinage.

Des lutins ont distribué des publicités, des cartes postales du père Noël, des cannes de sucre, des petites trompettes et... des échantillons de savon à lessive.

Pour certains, le clou du spectacle fut un gros éléphant nommé Angus, de passage à Montréal pour faire la promotion d'un film sur écran géant IMAX. Le pachyderme a profité d'une petite pause pour faire ses besoins, énormes, au milieu de la chaussée. Les petits ont vite compris à quoi servait la grosse brouette et la pelle transportées par un figurant.

Les multiples apparitions du père Noël au cours des derniers jours ont de quoi ébranler les certitudes de ses plus vifs admirateurs. Vendredi, le patriarche est arrivé une première fois à Montréal, lors du défilé de nuit organisé pour la cinquième année par les marchands de la Promenade Ontario et la Régie des installations olympiques.

Hier, le défilé de la rue Sainte-Catherine était à peine terminé que le même père Noël faisait son apparition au complexe Desjardins. « Hein ? Il est ici le père Noël ? » a demandé, incrédule, une petite fille qui venait d'assister au défilé.

Catherine Picard, 5 ans, et son petit frère Mathieu, 3 ans, étaient fort excités hier à l'idée d'aller voir pour la première fois le défilé. Mais après plus d'une heure au froid, les enfants étaient moins loquaces. Sauf sur une chose, leurs demandes au père Noël : « un camion et un Ken », pour monsieur, et une « Barbie à robe longue avec des petites fleurs », pour madame.

Sitôt le père Noël passé, une marée de poussettes a envahi la rue, engorgeant l'entrée du Centre Eaton, du métro. Ce fut aussi la ruée vers les restaurants favoris des petits où l'on sert chocolat chaud... et café.



**De nombreux jeunes enfants l'ont attendu longuement, s'inquiétant même de ce qu'ils puissent les avoir oubliés, mais ce ne fut pas le cas. Comme on peut le voir ci-dessus, le père Noël a bel et bien clôturé le défilé, comme le veut la tradition.**

**Ce géant n'était qu'un des nombreux amuseurs publics qui ont diverti jeunes et vieux.**

# Le bain Laviolette menacé de démolition

MARIE-CLAUDE GIRARD

**Le bain Laviolette, cédé en 1995 à la Fondation du père Ambroise, est menacé de démolition. Deux demandes de permis ont été déposées en ce sens au service des permis de la Ville de Montréal et une décision devrait être prise dans les prochains jours.**

La première demande vient de la Fondation elle-même, qui a acquis le bâtiment et le terrain de la Ville de Montréal pour 28 000 $ alors que la valeur de l'ensemble était estimée à 240 200 $, 200 200 $ pour le terrain et 40 000 $ pour le bâtiment, selon le rôle d'évaluation. La fondation devait alors créer un centre communautaire pour les jeunes dans l'édifice de l'avenue de Lorimier. Mais rien ne l'engageait à conserver le bâtiment.

La seconde demande de démolition a été déposée par Petro-Canada, propriétaire du terrain voisin, à l'angle du boulevard de Maisonneuve Est. L'entreprise souhaite agrandir une station-service en empiétant sur le terrain du bain, ce qui implique également sa démolition.

La coalition d'organismes communautaires Alerte Centre-Sud s'étonne qu'un bâtiment cédé à bas prix pour des fins sociales soit démoli pour permettre l'agrandissement d'une station d'essence. Elle estime en outre que le projet d'agrandissement constitue une menace au développement harmonieux de ce secteur déjà fort mal en point.

« C'est une zone pratiquement dévastée », note Pierre Hamel, coordonnateur d'Alerte Centre-Sud. Voisin de la maison Premier Plan et de l'édifice de la CSN, le bain Laviolette est au coeur de la déchirure laissée par la construction du pont Jacques-Cartier.

Les organismes qui veulent retisser la trame urbaine autour du pont ont le sentiment que les décisions d'aménagement se prennent à la pièce, sans vue d'ensemble ni consultation.

Le bain construit en 1910 a plus que triste mine aujourd'hui. Il a été vandalisé et laissé à l'abandon pendant des années. L'intérieur est rempli de débris. Le toit est rouillé, la maçonnerie lézardée. « On reconnaît qu'il n'y a pas de valeur patrimoniale parce que le bâtiment a été transformé dans les années cinquante en faisant fi de sa valeur », admet M. Hamel.

La table d'aménagement du Centre-Sud, qui regroupe Alerte Centre-Sud et la CEDEC Centre-Sud/ Plateau Mont-Royal, a décrété prioritaire la revitalisation des immeubles et terrains bordant le pont Jacques-Cartier. Plusieurs d'entre eux appartiennent au gouvernement fédéral et, dans une moindre mesure, à la Ville.

Le projet de la fondation n'a pas abouti. Plus tard, un groupe a songé à louer le bain pour abriter un centre de rencontre pour jeunes marginaux. Le projet a finalement été réalisé ailleurs.

Il a été impossible de joindre hier l'administrateur de la maison Premier Plan, Pierre Valcour, producteur, comédien et ami d'Ambroise Lafortune. La Fondation du père Ambroise a pignon sur rue à la même adresse que la maison.

Quelques mois après l'achat du bain, en 1996, un des administrateurs de la fondation avait indiqué qu'il avait pour objectif de conserver la façade et de rénover l'intérieur. Dès lors, on envisageait de recourir à la démolition si les coûts de rénovation s'avéraient trop importants.

# Le pyjama de Popa se vend 426 $

NADINE FILION
*collaboration spéciale*

À l'occasion du radiothon de Cime FM, dans les Laurentides, une activité qui se déroulait hier au profit de la Fondation de l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme, le pyjama de Popa s'est vendu pour la somme de 426 $.

Du même coup, les animateurs Suzie Prénovost et Luc Lefebvre ont réussi à aller chercher 29 655 $ pour l'organisme. L'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme avait besoin d'une sonde gamma, un appareil qui sert à détecter les ganglions cancéreux sans avoir recours à une intervention chirurgicale.

La Fondation de l'Hôtel-Dieu, dont le porte-parole est Claude Meunier, a tout mis en ouvre pour fournir l'équipement de 35 000 $. La radio des Laurentides Cime FM, administrée par le groupe Métro Média, a participé à l'aventure en organisant un radiothon de dix heures, qui s'est tenu toute la journée d'hier dans le hall d'entrée de l'hôpital.

Les Pionniers de Bell n'ont pas attendu que le téléphone sonne ( en fait, ils n'ont reçu qu'une trentaine d'appels ) pour effectuer eux-mêmes de la sollicitation. En tout, 29 655 $ ont pu être recueillis auprès de la population. La firme pharmaceutique Sherring a fait plus que sa part avec un chèque de 10 000 $.

Le clou de la journée a certes été la mise aux enchères du superbe ( ! ) pyjama jaune rayé que porte Claude Meunier lorsqu'il se glisse dans la peau de Popa ( *La Petite Vie* ). Lancées à 103 $, les enchères ont grimpé à 426 $ et c'est un résidant de Saint-Jérôme, Éric Alarie, qui pourra se faufiler sous les couvertures en rêvant de Moman. « Et moi qui pensais que mon pyjama se vendrait 12 000 $ ou 15 000 $ ! » a blagué le comédien. L'objectif de 35 000 $ n'a donc pas été atteint, ce que comprend la directrice générale de la Fondation, Ginette Filiatrault. « Le radiothon est parallèle à notre campagne de financement annuelle. Déjà, nous sollicitons beaucoup les gens des Laurentides. L'animateur Luc Lefebvre, également directeur de la programmation chez Cime FM, était satisfait des résultats de cette première expérience. « Nous pouvons dire mission accomplie même si notre objectif n'est pas atteint. Nous avons fait connaître la Fondation de l'Hôtel-Dieu et fait prendre conscience aux gens que les fondations sont vitales pour les hôpitaux du Québec. Sans celle de Saint-Jérôme, il n'y aurait pas autant de spécialités à l'Hôtel-Dieu et les gens devraient aller se faire soigner à Montréal.



**Le célèbre pyjama rayé de Popa a été au centre d'un encan de charité, hier.**

Actualités

# Le médiateur a du pain sur la planche

*Maurice Beauchamp sera confronté à une administration municipale complexe à Montréal...*

ISABELLE HACHEY

**Le maire Pierre Bourque a nommé la semaine dernière l'un de ses plus fidèles conseillers, Maurice Beauchamp, médiateur de la Ville de Montréal. Les citoyens frustrés ou empêtrés dans les dédales administratifs pourront désormais se tourner vers lui pour régler leurs problèmes avec la Ville et ses fonctionnaires.**

Le maire Bourque n'a pas jugé bon de suivre la recommandation du prédécesseur de M. Beauchamp, Robert Côté, qui souhaitait que le médiateur soit une personne non élue et nommée par le conseil municipal, et non par le maire. Cette suggestion avait pour but d'assurer aux citoyens une totale impartialité du médiateur.

« Le maire considère que le fait d'avoir un élu humanise le poste, en comparaison avec un haut fonctionnaire de la Ville », explique M. Beauchamp, qui agira, dit-il, « pour le bien-être des citoyens », de façon totalement indépendante du maire et de son parti.

M. Côté, qui vient de prendre sa retraite, se dit tout de même heureux du « très bon choix » de M. Bourque, qui a créé ce poste lors de son entrée au pouvoir, en 1994. Il souligne que jamais le maire n'est intervenu dans ses dossiers, même lorsque « cela ne faisait pas son affaire ».

L'ancien médiateur prévient toutefois M. Beauchamp qu'il aura du pain sur la planche. « Ce que j'ai découvert en quatre ans, c'est qu'à la Ville, il n'y a rien de simple. Les services municipaux ne se parlent pas entre eux. Le médiateur est un chef d'orchestre, mais quand les musiciens ne jouent pas les mêmes morceaux, le chef d'orchestre a de la misère », dit-il.

M. Beauchamp, 66 ans, a été président-fondateur des « Amis de Pierre Bourque », au printemps 1994, alors qu'il travaillait au Jardin botanique avec son futur maire. Il a aussi été employé de la Ville au service des parcs et au service des loisirs. « J'ai toujours été près des services de la Ville, je connais bien les responsables. » Cette expérience lui sera utile, croit-il, lorsque viendra le temps de demander des comptes aux fonctionnaires municipaux.

M. Côté a réclamé en vain des pouvoirs accrus pour le médiateur, en mai dernier. « Un ombudsman, ça dérange. Plus mon départ approchait, et plus les délais étaient longs pour répondre à mes requêtes ! » Il avait notamment recommandé que les fonctions et responsabilités du médiateur soient inscrites dans la Charte de la Ville. « On a mis en doute ma juridiction dans les dernières années », rappelle-t-il.

Toutefois, selon M. Beauchamp, le maire Bourque est jusqu'à maintenant prêt à répondre à une seule des recommandations de M. Côté, soit celle de changer le titre de « médiateur », qui sème la confusion chez les citoyens, par celui d'« ombudsman ». « M. Bourque ne voit pas de difficultés à changer le nom si c'est absolument nécessaire », affirme M. Beauchamp, qui ne veut pas prendre position, pour l'instant, sur les recommandations de son prédécesseur.

Le conseiller de Saint-Sulpice, surnommé le père Ovide par ses collègues, dit vouloir prendre connaissance de ses dossiers avant d'annoncer ses priorités en tant que médiateur. M. Côté lui en suggère quelques-unes : « Que la cour municipale soit ouverte le soir, pour faciliter l'accès à la justice. Et qu'on réglemente la vente de crème glacée par les vendeurs itinérants, sur triporteurs. Ça fait des mois que les vendeurs réclament un permis, et ce n'est pas encore fait parce que ce service n'existe pas à la Ville. Pourtant, c'est tellement simple ! »

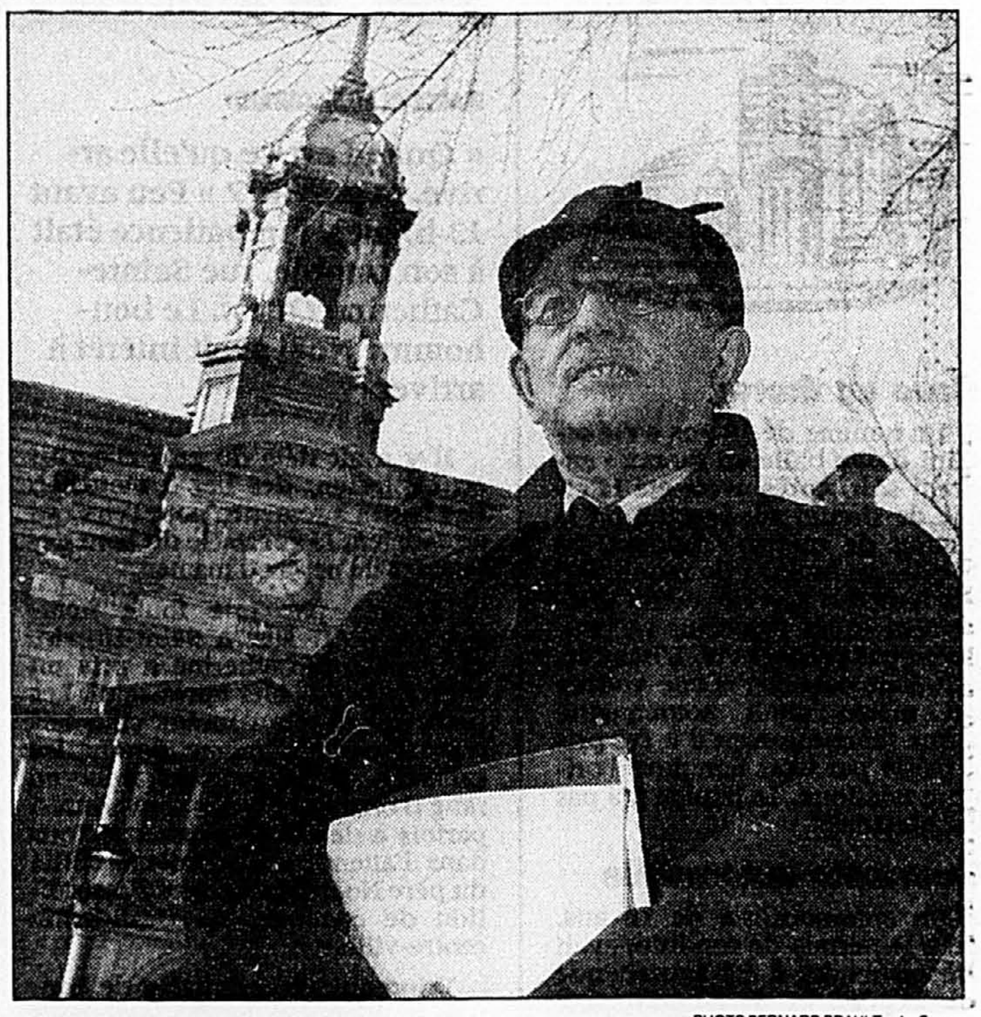


PHOTO BERNARD BRAULT, *La Presse*

**Maurice Beauchamp, le nouveau médiateur de Montréal, est un ami et collaborateur de longue date du maire Bourque.**

# Les hôpitaux psychiatriques resteront mais ils devront exceller et s'ouvrir plus à la communauté

CHRISTIANE DESJARDINS

**Les hôpitaux psychiatriques sont-ils appelés à disparaître ? S'il faut se fier aux discours entendus lors du colloque sur le rôle des hôpitaux psychiatriques qui se tenait en fin de semaine à l'hôpital Louis-H. Lafontaine, la réponse est : non, à condition que...**

Quand les intervenants des hôpitaux psychiatriques regardent ce qui s'est passé depuis les 30 dernières années, ils s'inquiètent pour la survie de leurs institutions. Dans les années quarante et cinquante, ces institutions étaient l'épine dorsale du système de soins en santé mentale. À partir des années soixante, et année après année, le nombre de lits de ces hôpitaux se met à dégringoler, au profit de la désinstitutionnalisation.

Et ce n'est pas fini. Le gouvernement compte supprimer 3000 autres lits d'ici cinq ans. Il ne reste plus que dix des 16 hôpitaux psychiatriques recensés il y a une vingtaine d'année. En même temps, on a vu émerger un réseau parallèle d'intégration à la communauté, ainsi que des organismes communautaires qui fournissent des services.

Le mouvement n'est pas unique au Québec. Des conférenciers invités venus de Londres, d'Italie, de France et de Vancouver, ont fait état d'un cheminement semblable chez eux. En Italie, le gouvernement a même ordonné la fermeture de tous les hôpitaux psychiatriques, afin d'intégrer les patients dans la communauté.

Dans ce contexte, les participants au colloque, qui étaient pour la plupart des administrateurs et des intervenants en santé mentale, ont identifié les grands enjeux auxquels doivent faire face les hôpitaux psychiatriques pour survivre, parmi lesquels on retrouve : les hôpitaux psychiatriques devront devenir un institut universitaire ou participer activement à cet institut ; ils devront être un lieu d'enseignement et de recherche dans diverses spécialités ; ils devront travailler en réseau avec les organismes, et fournir des services très spécialisés aux patients.

« Les patients chroniques ne sont plus l'apanage des hôpitaux psychiatriques, et ils ne peuvent en réclamer seuls l'expertise, ils se trouvent partout dans le réseau », a relevé Yves Lecompte, directeur de la revue Santé mentale au Québec, en faisant le résumé des discussions.

« Les nombreuses responsabilités autrefois assumées par un hôpital psychiatrique, notamment le traitement, le soutien social, les loisirs, un foyer sécuritaire, devront être prises en charge par la communauté. Cela implique une collaboration de plus en plus étroite avec les organismes. Les hôpitaux doivent faire preuve d'ouverture et d'honnêteté envers les organismes communautaires », a signalé M. Lecompte.

En ce qui concerne les finances, si les ressources n'ont pas suivi les grands énoncés du gouvernement, elles devraient d'ici l'an 2002 être allouées comme suit : 60 % aux services offerts dans la communauté, et 40 % dans l'hospitalisation. Jusqu'ici, c'était le contraire.

« L'avenir des hôpitaux psychiatriques dépend de leur habileté à faire partie intégrante d'un réseau de services, offrir des services d'excellence, développer et diffuser la connaissance à leurs partenaires, et saisir les opportunités pour assurer leur avenir et éviter les écueils susceptibles de nuire à leur avenir », a pour sa part conclu le président de la régie régionale de Montréal-Centre.

À Montréal, on compte quatre institutions psychiatriques : l'hôpital Douglas, l'hôpital Rivière-des-Prairies, l'Institut Philippe Pinel et l'hôpital Louis-H. Lafontaine, qui disposent ensemble de 1606 lits et d'un budget de 247,6 millions, ce qui représente 66 % des dépenses régionales en santé mentale.

# Bombardier négocie à Singapour

GILLES TOUPIN
*envoyé spécial,* SINGAPOUR

**La division du service défense de Bombardier est en intense compétition avec quelques concurrents pour fournir à Singapour de petits engins volants de surveillance sans pilote, un contrat qui pourrait se chiffrer dans les 100 millions de dollars et permettre la création d'une centaine d'emplois pendant cinq ans à l'usine de Mirabel.**

Profitant de la visite du premier ministre Jean Chrétien à Singapour, Paul Mercier, chef du programme des engins de surveillance sans pilote de Bombardier, est venu vanter son produit auprès des autorités locales. Le programme est classé secret par les autorités de Singapour, de telle sorte que M. Mercier ne peut en parler qu'en termes généraux.

« Si tout va bien, dit-il à *La Presse*, les finalistes seront connus dans un mois environ. Les chances de Bombardier de remporter le contrat sont très bonnes puisque du point de vue technologique, notre produit est le plus avancé. Cela joue en notre faveur puisque Singapour est reconnu pour sa prédilection pour les technologies de pointe. »

Cet appareil de surveillance, le CL-327 Guardian, a la forme d'un petit robot de six pieds qui peut voler jusqu'à une altitude de 18 000 pieds. Il est silencieux et pratiquement indétectable à l'oeil nu. Il peut servir à la recherche et au sauvetage, à la surveillance maritime ou urbaine, à l'observation des polluants chimiques, biologiques ou nucléaires, aux communications, à la détection de mines, etc.

Pour Singapour, au coeur d'une zone particulièrement affectée par la crise financière, l'engin servirait principalement à contrer la recrudescence de la contrebande et du piratage maritimes. Singapour est le plus grand port du monde et le plus achalandé. Le pays accueille bon an mal an 100 000 navires et les contrebandiers se font de plus en plus nombreux en ce moment en raison de la crise asiatique.

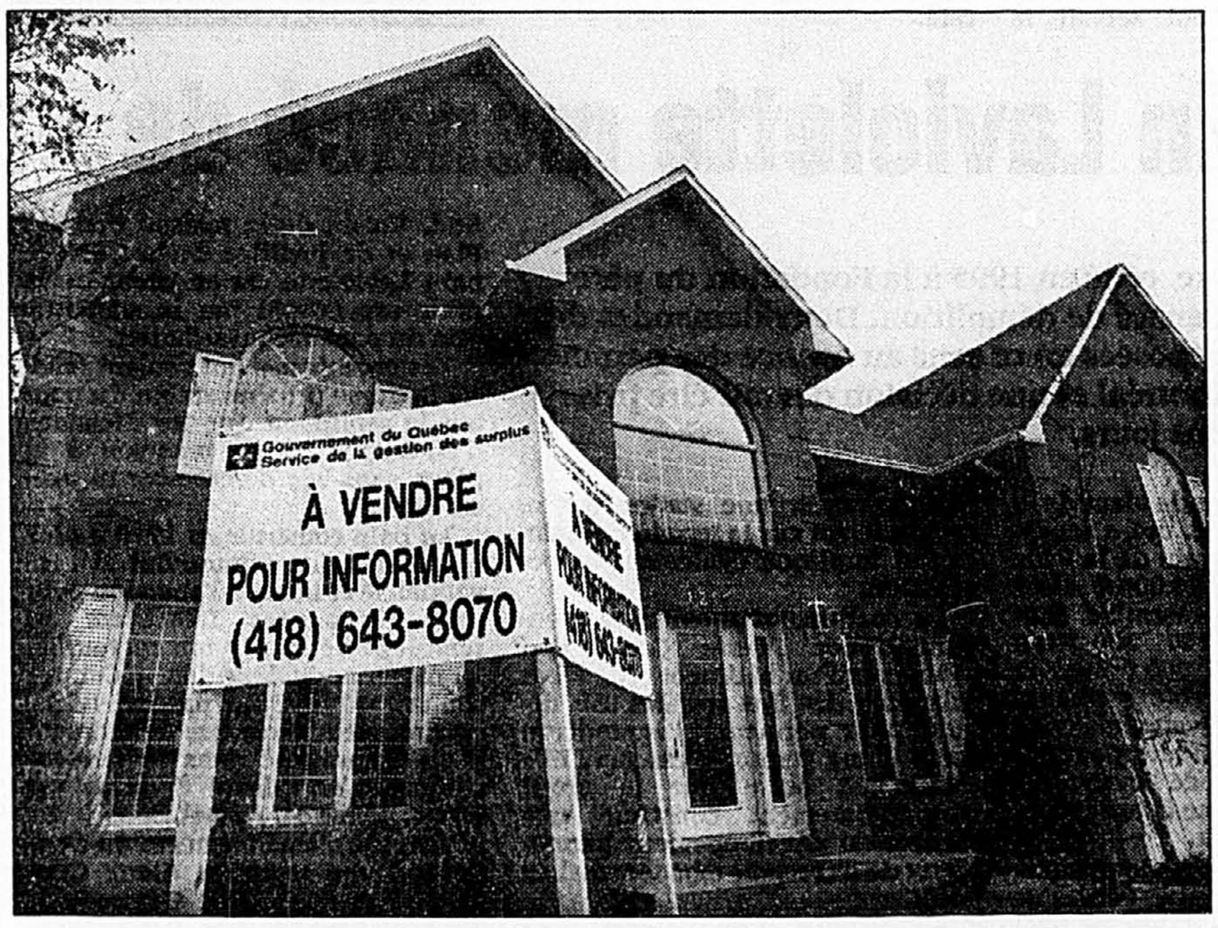



PHOTO BERNARD BRAULT, *La Presse*

# Des dizaines de visiteurs à la maison du motard

**Près d'une soixantaine d'acheteurs éventuels se sont présentés au cours des deux derniers jours au 1245, rue du Lac-de-Mai, à Laval, pour visiter la maison du motard Michael Lajoie-Smith. La maison de ce membre des Death Riders, affilié aux Hells Angels, a été saisie après que la Cour du Québec a autorisé la province à procéder à la vente de la propriété, achetée avec de l'argent provenant des produits de la criminalité. Toutes les personnes intéressées à acheter la propriété, lourdement endommagée par un incendie criminel, au mois d'août dernier, doivent accompagner leur soumission d'un chèque visé de 2500 $ avant le 4 décembre prochain. Seules les soumissions dont le prix sera supérieur à 72 000 $ seront retenues. Selon les évaluateurs, la maison, qui nécessitera des réparations de 60 000 $ à 65 000 $, devrait trouver preneur à approximativement 100 000 $.**

# La journée d'étude au CHUM n'inquiète pas

RAYMOND GERVAIS

La journée d'étude des médecins du Centre hospitalier universitaire de Montréal ( CHUM ) prévue pour lundi, ne devrait pas avoir d'effet sur les patients des hôpitaux puisqu'elle tombe un jour férié.

Le congé mobile de mercredi dernier, jour du Souvenir, dont peuvent bénéficier les employés des hôpitaux, a en effet été reporté à lundi, afin de leur permettre de jouir de trois journées consécutives de congé.

Jocelyn Boucher, superviseur médical de service à l'Hôtel-Dieu, a expliqué hier qu'aucun rendez-vous n'était inscrit aux consultations externes pour le 16 novembre, la journée de congé étant à l'horaire depuis déjà fort longtemps.

« Les médecins ont choisi cette date pour tenir leur journée d'étude, les services essentiels seront assurés et la population ne devrait pas être affectée », a indiqué M. Boucher.

Vendredi, le ministre Jean Rochon avait déclaré qu'il faisait confiance aux médecins du CHUM et que la journée d'étude n'empêchera pas les médecins d'offrir des services réguliers aux patients.

Les médecins s'inquiètent notamment du financement du plan de réorganisation clinique. Ils s'interrogent sur le fait que Québec n'ait prévu des investissements que durant la première année et cela, sans indication de financement à long terme.

# Temps des Fêtes à l'Oratoire

Les activités du temps des Fêtes débutent aujourd'hui à l'oratoire Saint-Joseph.

Pendant toute la période de Noël, l'Oratoire offre à la population un très large éventail d'activités.

Trois cents crèches, provenant de 101 pays, dont 90 nouveautés, sont exposées au musée de l'Oratoire à comper d'aujourd'hui, jusqu'au 15 février. Le dimanche, le 29 novembre et les 6, 13 et 20 décembre, à la salle Pichette, il y aura animation musicale et théâtre avec la participation de la foule.

Au chapitre des concerts, les Petits Chanteurs du Mont-Royal se produiront à la crypte, le dimanche 20 décembre à 15 h. Le dimanche précédent, la chorale d'adultes de l'Oratoire chantera à la crypte à 15 h avec la chorale de la paroisse Saint-Laurent.

Des récitals d'orgue de Raymond Daveluy auront lieu à la basilique le 24 décembre, à 20 h 30 et 23 h 30 ; le dimanche 27 décembre à 15 h 30 et le dimanche 3 janvier à 15 h 30.

Des concerts de carillons de Claude Aubin auront lieu le jour de Noël à midi et 14 h 30 ainsi que le vendredi, 1er janvier, le dimanche le 3 janvier et le mercredi 6 janvier à midi et 14 h 30.

Des messes spéciales auront aussi lieu le jeudi, 24 décembre à 18 h 30 avec la chorale d'adultes de l'Oratoire à la crypte. Avec les Petits Chanteurs du Mont-Royal à 21 h et à minuit à la basilique.

Il y aura aussi un réveillon à la cafétéria après ces deux messes.

Le dimanche 27 décembre, ce sera la bénédiction des familles et de pèlerins à 15 h à la crypte.

Finalement, dans la nuit du jour de l'An, une marche de solidarité sociale et humaine aura lieu entre l'église Saint-Enfant-Jésus du Mile-End et l'Oratoire.

# Le docteur Denis est fantastique !



**Stéphane Laporte**

*collaboration spéciale*

Le 25 décembre 1997. Je reviens de Floride. J'ai passé la veille de Noël chez mes beaux-parents à Dale Village. Et je m'en viens passer le soir de Noël chez mes parents à Notre-Dame-de-Grâce. Titi, elle, est restée sous les palmiers. Auprès de papa Henri et de maman Rosa.

Je descends l'escalier qui conduit à l'un des interminables corridors de l'aéroport. Rendu à la dernière marche, comme ça, bête de même, je perds pied et je vais me fracasser le front sur une porte en métal. Si on était dans une comédie, ça serait très drôle. Mais on est dans la vie et ce n'est pas drôle du tout. Je suis sonné. Je saigne abondamment. Les gens passent sans s'arrêter. J'essaie de me relever. En vain. Finalement, une bonne Samaritaine vient m'aider. Et un gardien de sécurité m'installe dans une pièce. *It won't be long* qu'il me dit. L'attente commence. Je tiens un paquet de kleenex sur mon entaille. Elle est tellement large, on dirait que je viens de frapper un iceberg et Eric Lindros en même temps ! Au bout de 30 minutes, les ambulanciers arrivent. On me conduit à l'Hôtel-Dieu.

Et l'attente recommence. Ma tête a beau pisser le sang, ça n'impressionne personne. Médecins et infirmières sont débordés. Épuisés. On les a forcés à prendre le virage ambulatoire et on dirait qu'ils sont tous rentrés dans le mur ! Une heure. Deux heures. Tant pis si j'ai mal. J'avais juste à ne pas tomber ! Trois heures. Finalement, un médecin, pâle comme un malade, vient refermer tant bien que mal ma plaie. Une autre heure d'attente pour les radiographies. Une autre heure d'attente pour revoir le médecin. Il me dit de revenir lui montrer ma plaie dans cinq jours. Au suivant ! La tête bandée, comme si je venais de marcher sur une mine antipersonnel, je rentre à la maison, aidé de mon chum Davidson. Toujours là quand j'ai besoin de lui.

Le lendemain matin, Dominique Michel m'appelle pour me souhaiter joyeux Noël. Je lui raconte que mon Noël ne fut pas très joyeux. Elle me dit : « Inquiète-toi pas, mon noir, je vais toute t'arranger ça ! Appelle mon ami, le docteur Ronald Denis, il va prendre soin de toi. » Ça me gêne de l'appeler chez lui, je ne le connais pas. Pis on est le lendemain de Noël en plus. Mais j'ai trop peur de finir balafré comme le monstre Frankenstein pour ne pas le faire. Je m'excuse donc de le déranger. Il me répond que ça lui fait plaisir. Il est gentil, doux, rassurant. Marcus Welby en un peu moins vieux ! Il me dit d'aller le rejoindre à l'hôpital Sacré-Coeur. Il va être là, juste pour moi, même si c'est sa journée de congé. Il nettoie ma plaie. Refait mes points de suture et mon bandage. Bref, il me sauve la face ! Si je ressemble encore à ma photo en haut de la chronique, c'est grâce au Dr Denis ! Sans lui, quand l'autre médecin m'aurait finalement revu, il aurait été trop tard, j'aurais eu l'air du diable.

Je le remercie. De mon fin fond. Et avant de se quitter, on jase un peu. De ses passions. Qui sont aussi les miennes. La musique et la Formule 1. Il est l'un des responsables de l'équipe médicale du Grand Prix de Montréal. Si Olivier Panis peut encore appuyer sur l'accélérateur, c'est grâce à lui et à ses confrères. On parle aussi de mon métier. Utile. Et de son métier. Indispensable. On mémère comme ça durant une bonne grosse demi-heure. Le temps de devenir amis.

Titi l'invite à souper à la maison. Avec les trois femmes de sa vie. Sa ravissante épouse, Nicole, médecin, elle aussi. Et ses deux filles, Justine, la romantique, et Claudia, la star. Tout ce beau monde entre dans notre vie. Ils n'en ressortiront pas. Parce qu'ils sont trop adorables. Parce qu'on les aime beaucoup. Et qu'on les admire.

Voilà comment, du jour au lendemain, je me suis retrouvé avec deux amis médecins. Deux anges gardiens. Toujours prêts à prendre soin de nous. Et je me sens très privilégié. Bien sûr, si Ronald était danseur nu, il serait autant mon ami. Et peut-être encore plus celui de Titi ! Mais le fait qu'il soit médecin me permet, lorsque j'ai des bobos, d'éviter le virage ambulatoire et de prendre un raccourci. Celui de sa maison. Celui de son coeur.

C'est fou, mais pour survivre en ces temps de compressions en milieu hospitalier, il n'y a qu'une seule façon : être ami avec un médecin ! Peuple québécois, ne vous fiez pas aux promesses des Bouchard, Charest et Dumont. Fiez-vous sur vous-mêmes. Et à vos chums. Si vous n'avez pas la chance d'avoir déjà un médecin dans votre entourage, allez vite essayer d'en séduire un. Lavez son auto. Portez son sac de golf. Faites-lui du sucre à la crème. Tricotez-lui une housse pour son stéthoscope. Donnez-lui des cigares s'il travaille avec une interne. Bref, tétez-le ! Si chaque Québécois avait un ami médecin, on serait moins bousculés par Rochon.

Personnellement, je n'ai pas besoin de téter mon ami Ronald. Je sais qu'il m'aime autant que je l'aime. Et que peu importe ce qui m'arrive, il sera toujours là pour me recoudre. Mais j'aime mieux ne pas prendre de chances. Au cas. Voilà pourquoi, j'ai intitulé ma chronique *Le docteur Denis est fantastique* ! Un accident est si vite arrivé !

■■■

Les Montréalais attendent toujours que Marcel Béliveau sorte de sa cachette pour leur dire que la réélection du maire Bourque c'était *Surprise sur prise* !

■■■

Lara Fabian fait dire qu'elle n'arrêtera pas après le 31 décembre 1999. Elle est donc prête à recevoir toutes les propositions qu'on aurait faites à une autre chanteuse.

■■■

Les journaux à potins aimeraient bien savoir si Véronique Cloutier porte des souliers verts.

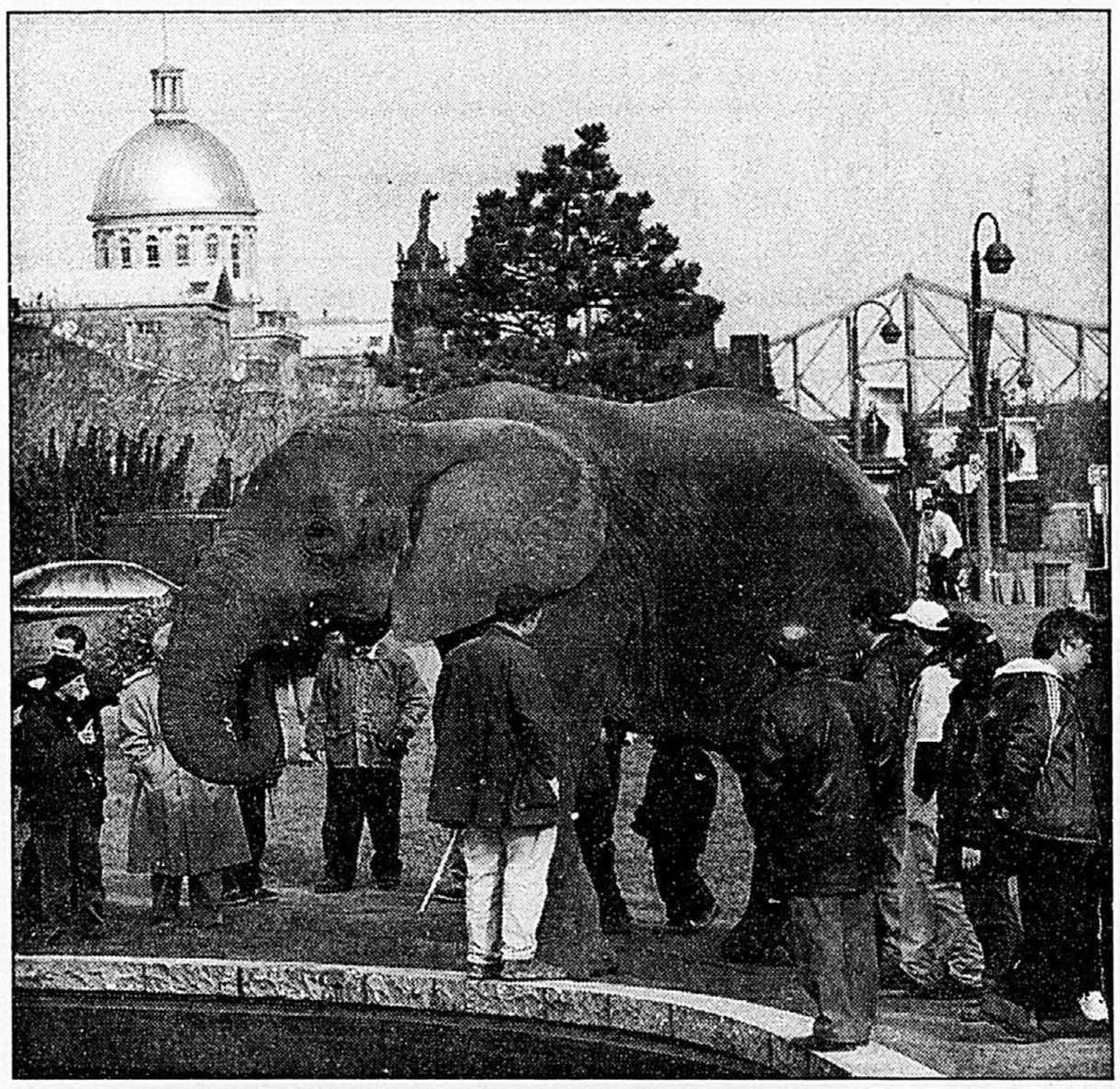


PHOTO ROBERT SKINNER, *La Presse*

## Un éléphant dans le Vieux-Port

**Un éléphant s'est promené hier dans le Vieux-Port. Angus, un éléphant d'Afrique de 21 ans, pesant 7257 kg et résidant au zoo de Bowmanville en Ontario, est le plus gros éléphant en captivité. Le pachyderme faisait la promotion du film *Sur la piste des éléphants d'Afrique*, au cinéma IMAX jusqu'au 11 avril. Le film réalisé par le canal Discovery présente la vie d'une famille d'éléphants. L'équipe de tournage a suivi les pachydermes durant six mois pour la réalisation du film d'une durée de 40 minutes.**

L'ÉVÉNEMENT CUISINE !

ACHETEZ DIRECTEMENT DE L'IMPORTATEUR ET ÉCONOMISEZ!

Ensemble de wok antiadhésif 3 pièces 12.99$ Cour. 29,99 $

Rabais JUSQU'À 50%

Service à punch en verre, 27 pièces 17.99$ Cour. 39,99 $

Casserole anti-adhésive pour lasagne / rôti avec grille 17.99$ Prix cour. 39,99 $

Ens. de 3 poêles à frire (8", 10", 12") 24.99$ Cour. 49,99 $

Ens. de bar 18 pièces 9.99$ Cour. 19,99 $

Bols et plats de service en verre gaufré 14.99$ Cour. 29,99 $

Batterie 10 pièces en acier inox 18/10 249.99$ Cour. 599,99 $

Coutellerie en acier inox Service pour 6 Choix de manches: bleu, gris, bourgogne, vert ou perle 29.99$ Cour. 59,99 $

Accessoires de cuisine en marbre À compter de 5.99$

Service en porcelaine 20 pièces 19.99$ Cour. 39,99 $

Service de vaisselle en fine porcelaine pour 8 59.99$ Cour. 149,99 $

Service de vaisselle en fine porcelaine 118 pièces 169.99$ Cour. 599,99 $

Marmite 16 pintes Gratuit ! À l'achat d'une batterie Milano 10 pièces Valeur de 100 $

Casseroles en acier inox avec couvercles en verre trempé Vendues à l'unité À compter de 29.99$ Cour. jusqu'à 159,99 $

Batterie de qualité supérieure 17 pièces Acier inox 18/10 Garniture dorée Cour. 1 499,99 $ 599.99$

BENIX & CO.

IMPORTATEURS D'ARTICLES MÉNAGERS DE QUALITÉ

Lundi-mercredi 10 h - 18 h Jeudi-vendredi 10 h - 21 h Samedi 9 h - 17 h Dimanche 10 h - 17 h

Faites vite pour profiter du meilleur choix. Nous pouvons limiter les quantités.

PASSEZ À L'UN DE NOS 2 MÉGA-ENTREPÔTS ! DEUX IMMENSES MAGASINS REMPLIS D'AUBAINES !

7335 BOUL. DÉCARIE angle Jean-Talon station Namur

3213 AUTOROUTE 440 Chomedey, en face du Carrefour Laval, à côté de Yellow Plus

Cette semaine : Martine Francke et Martin Drainville.



FORT BOYARD Ce soir 19 h

18h30

LA VIE EST UN SPORT DANGEREUX



VOTRE SOIRÉE TVA

18 h Le TVA, édition 18 heures
18 h 30 La vie est un sport dangereux
19 h Fort Boyard
20 h Ciné-dimanche : *Die hard III : marche ou crève* Avec Bruce Willis
23 h Le TVA, édition réseau
23 h 25 Le TVA, sports

TVA Le réseau d'ici

Actualités

# Les hôpitaux ont dû s'ajuster

*Voici la deuxième tranche de notre série sur la réforme de la santé au Québec.*



Jean-François Bégin

Évolution de la proportion des cas pratiqués en chirurgie d'un jour au Québec (de 1994-1995 à 1996-1997)

| | 1994-1995 | 1995-1996 | 1996-1997 | Variation |
|---|---|---|---|---|
| Cas totaux en chirurgie | 478 891 | 465 826 | 439 477 | -8,2% |
| Proportion des interventions réalisées en chirurgie d'un jour | 41% | 46% | 49% | +19,5% |

Source: Banque Med Echo

Infographie *La Presse*

Évolution de la proportion des cas pratiqués en chirurgie d'un jour pour 35 groupes d'interventions suivies dans le cadre du programme OPTIMAH de l'AHQ

| | 1994-1995 | 1995-1996 | 1996-1997 | Variation |
|---|---|---|---|---|
| Proportion des cas réalisés en chirurgie d'un jour | 66% | 77% | 83% | +25,8% |

Infographie *La Presse*

**Entre 1994-95 et 1996-97, la proportion de chirurgies d'un jour sur l'ensemble des interventions chirurgicales pratiquées au Québec a augmenté de 19,5 %. On pourrait penser qu'une proportion de 49 % est relativement faible, mais il faut considérer que certaines opérations ne peuvent tout simplement pas être faites en chirurgie d'un jour. L'autre tableau, qui s'attarde aux interventions les plus courantes, donne une meilleure idée des progrès réalisés vers l'atteinte du plein potentiel de chirurgie d'un jour.**

Réforme de la santé oblige, les choses ont bien changé dans les hôpitaux québécois depuis quelques années.

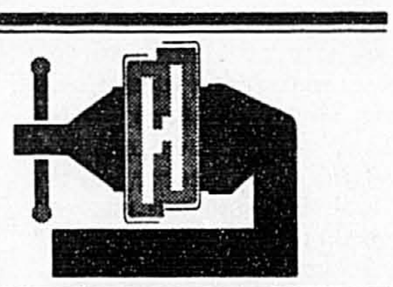
Prenez l'hôpital Jean-Talon, par exemple. Comme tous les autres hôpitaux de la province, cet établissement de 250 lits, qui dessert principalement les quartiers Villeray et Petite-Patrie, a dû s'engouffrer rapidement dans le virage ambulatoire, redéfinissant ses pratiques et cassant le moule de ses habitudes.

Quelques chiffres : entre 1995-96 et 1997-98, 25 lits ont été fermés (une cinquantaine d'autres l'avaient déjà été dans les années précédentes), le budget a diminué de 7 %, les consultations externes ont augmenté de 10 % et le nombre de chirurgies d'un jour s'est accru de 50 %, tout comme le nombre d'ambulances reçues aux urgences (conséquence, dans ce dernier cas, de la fermeture d'hôpitaux environnants, dont Saint-Michel et Bellechasse).

Bref, on a réussi à faire plus avec moins, dans un contexte où pas moins de 145 des 1100 employés sont partis à la retraite, créant beaucoup de flottement au sein des équipes de travail. Tout un contrat. « Ça été comme une décharge d'adrénaline en situation de crise, tout le monde s'est mobilisé », observe France Ratelle, directrice des soins infirmiers.

### Les mesures

Pour répondre aux impératifs du virage ambulatoire, dont l'objectif principal, rappelons-le, était de réduire le recours aux hospitalisations coûteuses et inutiles, plusieurs mesures ont été mises en vigueur, avec succès, semble-t-il. Ainsi, la durée moyenne de séjour a été réduite de 11 à neuf jours en médecine, et de 7,5 à cinq jours en chirurgie, d'après le directeur des services professionnels, le Dr Charles Bellavance.



**La SANTÉ polytraumatisée**

« En chirurgie d'un jour, on atteint maintenant 97 % de notre potentiel, alors qu'on était à 60 % en 1995 », souligne le Dr Bellavance. Pour des opérations qui nécessitaient auparavant des hospitalisations de deux à trois jours, comme une ablation de la vésicule biliaire ou une cure de hernie, par exemple, les patients se présentent désormais à l'hôpital le matin même de l'intervention, et peuvent quitter les lieux avant la fin de la journée. De plus, toute la pré-admission, soit les procédures préalables à une opération (prise de sang, radiographies, préparation de l'intestin, etc.) sont désormais faites en externe.

Comme dans plusieurs autres hôpitaux, un service de médecine de jour, ouvert de 8h à 18h, a été créé. On y fait beaucoup d'enseignement aux patients, de façon à ce qu'ils puissent se débrouiller seuls éventuellement. « Par exemple, un diabétique qui a besoin d'insuline peut venir à l'hôpital les deux ou trois premiers jours, et on lui montre comment se piquer », explique Christiane Langlois, infirmière-chef responsable de la médecine de jour et des relations avec les CLSC.

### Hôpitaux et CLSC

Un des bons côtés du virage, c'est d'ailleurs d'avoir forcé la création de liens plus étroits entre les hôpitaux et les CLSC. Ainsi, selon les données de l'Association des CLSC et CHSLD du Québec, 141 des 145 CLSC de la province et 83 des 85 hôpitaux ont établi des protocoles ou ententes pour assurer une continuité de services entre eux. Les protocoles, dont le contenu varie d'un hôpital à l'autre, couvrent une vaste gamme de soins, dont l'antibiothérapie intraveineuse, les changements de pansements, les soins de sonde urinaire, les problèmes de santé mentale, etc.

« C'est très différent de ce que c'était il y a dix ans, il y a moins de corporatisme d'établissement, soutient le directeur général du CLSC Métro, Gary Furlong. Les gens se sont dit que le virage allait arriver quoi qu'ils fassent, alors ils se sont mis à la tâche. »

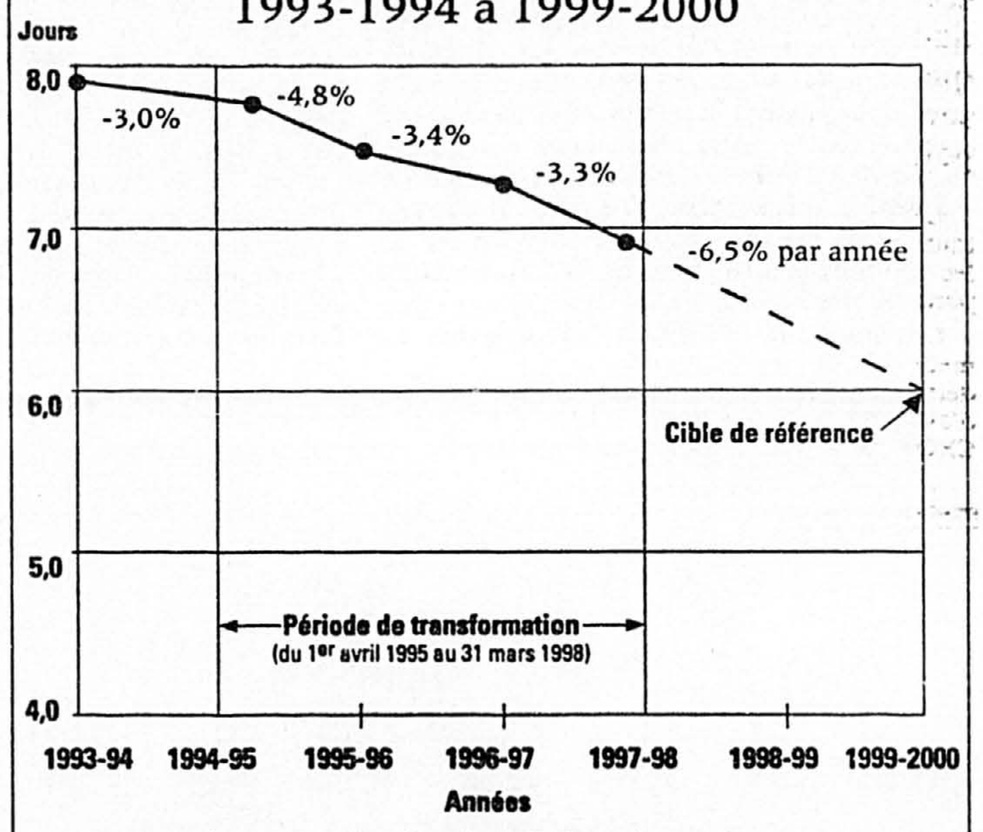
Outre les ententes hôpitaux-CLSC, certaines régions, dont Québec et les Cantons-de-l'Est, ont mis sur pied des « réseaux intégrés de services médicaux ». Cette expression quelque peu obscure signifie que les CLSC ont harmonisé leurs horaires avec ceux des cliniques privées environnantes. L'objectif : assurer à la population l'accès à des services médicaux de première ligne au moins 12 heures par jour, une manière d'éviter que les gens utilisent pour rien les urgences des hôpitaux.

Montréal, en raison du manque de collaboration entre CLSC et cliniques privées, ce genre de réseau n'a pas encore vu le jour, même si c'était un des engagements de la régie régionale dans son plan triennal 1995-1998. « On n'avait pas le pouvoir de les obliger à travailler ensemble, mais ça deviendra possible avec la création des départements régionaux de médecine générale », explique la présidente du conseil d'administration de la régie régionale, Kathleen Weil.

À défaut de services médicaux, le service téléphonique infirmier Info-Santé, décentralisé depuis juin 1995 dans les 29 CLSC de l'île de Montréal, est accessible 24 heures sur 24, sept jours sur sept. Dans certains cas, les infirmières de la centrale, en plus de donner des conseils et des informations, peuvent même se rendre au domicile de la personne qui appelle, si la situation le justifie et que cela peut éviter le recours aux urgences d'un hôpital.

Longtemps disponible dans certaines régions seulement, Info-Santé offre le service 24/7 sur tout le territoire québécois depuis la fin de 1995.

Durée de séjour en soins de courte durée, 1993-1994 à 1999-2000




- De 93-94 à 97-98, réduction de 7,97 jours à 6,86 jours pour l'ensemble des soins de courte durée
- Efforts soutenus attendus pour atteindre la cible de 6 jours d'ici l'an 2000

Infographie *La Presse*

# Des CLSC mis à contribution

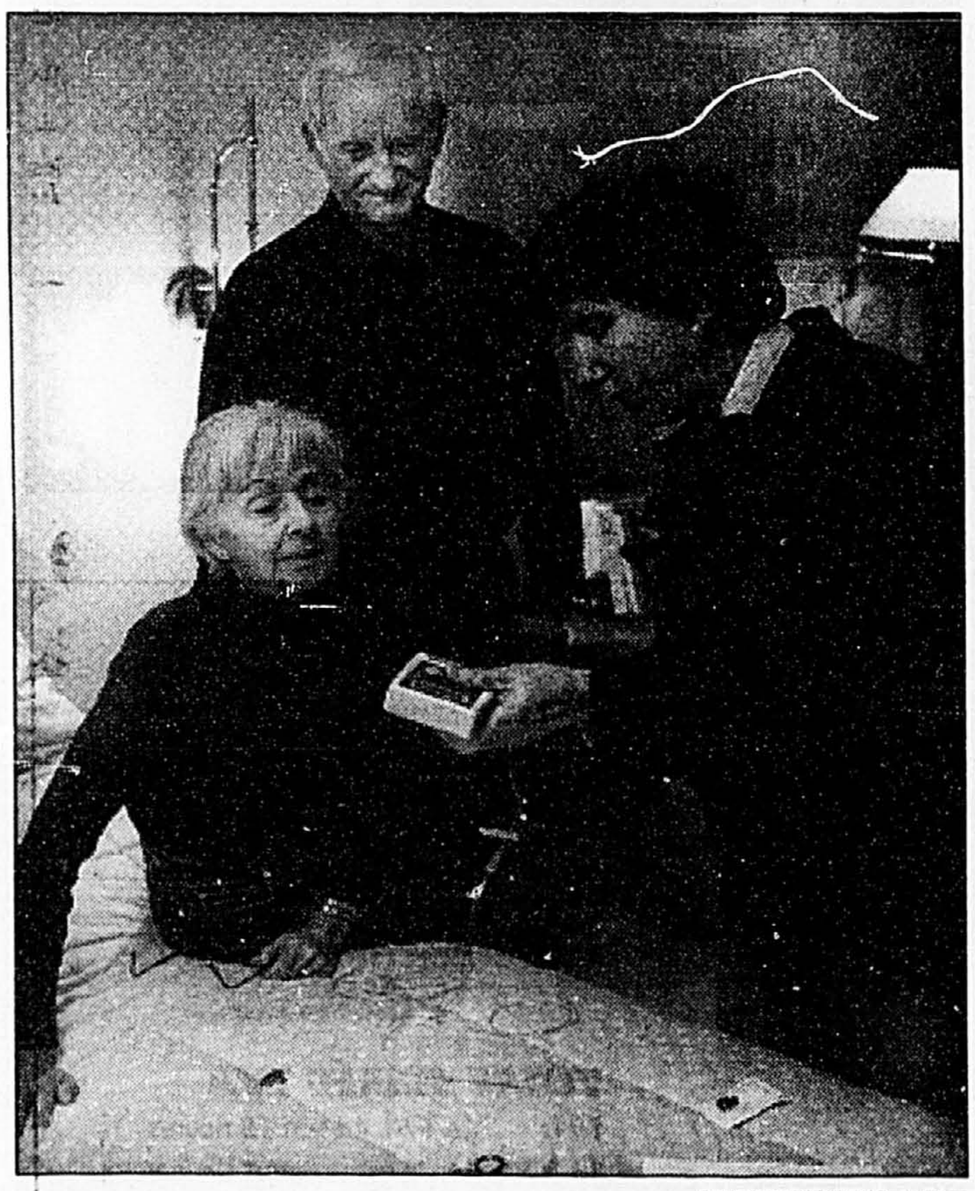


PHOTO DENIS COURVILLE, *La Presse*

**Mme Armande Bégin, une infirmière du CLSC Métro, enseigne à Mamie et Allan Colton comment installer la pompe et l'aiguille, qui, 12 heures par jour, fournissent à Mme Colton la médication dont elle a besoin pour éliminer le fer qui s'accumule dans son organisme.**

Vingt heures trente, un mercredi. Dans leur chic appartement du centre-ville de Montréal, Mamie Colton, 72 ans, et son mari Allan, de six ans son aîné, attendent la venue d'Armande, l'infirmière du CLSC Métro.

Depuis plus d'une semaine, Armande passe tous les soirs chez les Colton afin de leur enseigner comment installer la pompe et l'aiguille, qui, 12 heures par jour, fournissent à Mme Colton la médication dont elle a besoin pour éliminer le fer qui s'accumule dans son organisme, causant des risques de maladies du foie et des reins.

« Nous essayons d'apprendre la procédure, même si c'est compliqué, lance Mme Colton. Je préfère ça que d'avoir à aller passer mon temps à l'hôpital. »

Des visites comme celle-là, il s'en fait de plus en plus sur le territoire du CLSC Métro. En 1997-98, l'équipe d'infirmières à domicile avait donné des soins à 1620 personnes, contre 1086 en 1995-96. Une hausse de 49 % en deux ans. « Et pour le postopératoire, pour les patients qui ont subi une chirurgie, ça a augmenté de 400 % pendant la même période », indique le directeur général du CLSC, Gary Furlong.

On le voit, la demande de soins à domicile croît très rapidement. Au fur et à mesure que la population vieillit, que les durées d'hospitalisation raccourcissent et que le nombre de chirurgies d'un jour augmente, la pression sur les CLSC s'accentue. Les premières heures de la reconfiguration du réseau ont d'ailleurs été pénibles.

« Les réallocations vers les CLSC ne se sont pas faites au même rythme que la réorganisation des hôpitaux », constate Andrée Gendron, directrice générale de l'Association des CLSC et CHSLD du Québec (ACCQ).

« C'est comme une entreprise qui déménagerait et qui enverrait son personnel sur le terrain en disant : *Commencez à travailler pendant qu'on construit l'usine* », renchérit Louis Roy, président de la Fédération de la santé et des services sociaux (FSSS-CSN).

Selon la coordonnatrice du Regroupement des CLSC de la région de Montréal, Michelle Doyon, les 29 CLSC de l'île de Montréal auraient eu besoin, pour répondre adéquatement à la demande en soins postopératoires et post-hospitaliers, de 5,3 millions de plus que les réallocations budgétaires de 10,5 millions qui leur ont été consenties entre 1995 et 1998. « On a été obligés de prendre l'argent ailleurs et on a donc dû diminuer, dépendamment des établissements, la prévention, la promotion de la santé ou les services de maintien à domicile pour les personnes en perte d'autonomie », dit-elle.

De fait, la région de Montréal accuse un retard certain sur l'Ontario en ce qui concerne l'ensemble des soins à domicile et du maintien à domicile. Cette année, Montréal alloue 66 $ par habitant à ce type de services. C'est une nette amélioration par rapport aux 47 $ de 1995, mais ça demeure inférieur aux 70 $ que l'Ontario dépensait déjà il y a trois ans.

Selon Sylvie Laperrière, responsable des infirmières des soins à domicile au CLSC Métro, il y a effectivement eu « une phase où il y a eu beaucoup de travail et où tout le monde a eu la langue à terre ». « Mais il y a moins d'essoufflement depuis six mois », ajoute-t-elle, les fonds débloqués par Québec en juin (110 millions pour l'ensemble du Québec, dont 40 millions consacrés aux services à domicile) ayant procuré un peu de répit.

De façon générale, les patients semblent apprécier les services qu'ils reçoivent. Un sondage SOM commandé en août 1997 par la régie régionale de la santé de Montréal-Centre indiquait que 87 % des personnes ayant bénéficié de services post-hospitaliers étaient satisfaites ou très satisfaites de la préparation reçue à l'hôpital, tandis que le taux de satisfaction face aux services fournis par le CLSC atteignait les 90 %.

André Paquette, un retraité de 78 ans chez qui une infirmière du CLSC Petite-Patrie se rend régulièrement afin d'effectuer des prises de sang, fait partie de ceux qui apprécient le virage ambulatoire. « Quand je vais à l'hôpital et que je dois attendre pendant une demi-heure sur un siège, je me mets à faire de la pression en me demandant ce qui va arriver, explique-t-il. Alors que si l'infirmière vient chez nous, je n'ai pas de crainte, je suis plus confortable. »

# Promesse tenue? Oui... et non

Lors des élections de 1994, le Parti québécois s'engageait à créer, d'ici l'an 2000, 7000 nouvelles places en centres d'hébergement et de soins de longue durée. Promesse tenue (ou en voie de l'être) ? Oui... et non.

Le programme électoral du PQ, version 1998, affirme que 2100 places ont été créées au cours du dernier mandat, et que le niveau de soins offert pour 3000 autres a été rehaussé afin de correspondre aux besoins plus grands d'une clientèle vieillissante.

De son côté, le Parti libéral, dans son Plan pour un Québec en santé, prétend que le gouvernement péquiste présente un maigre bilan de 1200 places.

Qui dit vrai ? Difficile à dire, car même la personne responsable du dossier au ministère de la Santé et des Services sociaux — le directeur du secrétariat au réseau, Roger Paquet — n'est pas en mesure de chiffrer avec précision les réalisations du gouvernement sortant. « Mais 1200, ça sous-estime la réalité », dit-il.

Chose certaine, le gouvernement peut se vanter d'avoir réduit le temps d'attente pour obtenir une place en CHSLD : il a diminué de 25 % en un an et demi, passant de 80,7 jours en septembre 1995 à 60,3 jours en mars 1997. Le nombre de personnes en attente se situait pour sa part à 3314 en mars 1998, une diminution de près de 33 % par rapport à septembre 1995.

Dans la région de Montréal, le portrait est un peu moins flatteur — le délai moyen d'admission pour les cas jugés urgents est en effet passé de 55,4 jours, en 1995-96, à 80,3 jours en 1996-97 —, mais la liste d'attente a quand même diminué de 11,8 % en deux ans.

**DEMAIN : Les dérapages MARDI : Les oubliés**

Élections 98

# En attendant le verdict du 30 novembre

## *Les sondages permettent-ils de conclure que les jeux sont faits?*



Michèle Ouimet

**Dans les trois sondages publiés au cours des deux derniers jours, seule CROP accorde une nette avance de quatre points au Parti québécois. Léger & Léger réduit cet écart à deux points, alors que SOM affirme plutôt que le Parti libéral coiffe son adversaire par 1,4 point.**

Les marges d'erreur oscillent autour de 3 points de pourcentage et les résultats sont donnés après répartition des indécis.

Les péquistes dominent largement l'électorat francophone. Ils détiennent, en effet, 24 points d'avance sur les libéraux selon CROP, 20 selon Léger & Léger. Un écart pratiquement insurmontable pour Jean Charest, affirment les sondeurs.

« La tendance (favorable au PQ) se poursuit de semaine en semaine, a expliqué, vendredi, le vice-président de CROP, Claude Gauthier. C'est comme si c'était fait. Ce sera très difficile à surmonter. »

Mais le ciment est-il vraiment pris et les jeux sont-ils faits, ou presque, à deux semaines du scrutin ? La réponse varie en fonction de la firme consultée (voir tableau ci-contre).

Prenons CROP. À la mi-octobre, le PLQ jouit d'une très légère avance sur le Parti québécois, un tout petit point de pourcentage les sépare, alors que l'Action démocratique (ADQ) de Mario Dumont recueille 9 %. Deux semaines plus tard, fin octobre-début novembre, le parti de Lucien Bouchard monte de deux points, passant de 44 % à 46 %, les libéraux de Jean Charest restent stables à 45 % et les adéquistes perdent des plumes. Ils pouvaient compter sur 9 % des intentions de vote, ils n'en récoltent plus que 7 %.

Dans un troisième et dernier sondage, effectué du 6 au 11 novembre, le PQ fait encore un bond de deux points, tandis que le PLQ et l'ADQ reculent d'un point.

Le PQ semble gruger l'électorat de l'ADQ. Selon CROP, les adéquistes ressemblent davantage aux péquistes. Jeunes (la moitié d'entre eux ont moins de 35 ans), ils sont francophones à plus de 90 %. Une clientèle de choix pour Lucien Bouchard. D'ailleurs, toujours selon CROP, 53 % d'entre eux sont plutôt satisfaits du gouvernement actuel.

### Évolution des intentions de vote

| | PQ | PLQ | ADQ | Autres |
|---|---|---|---|---|
| **CROP** | | | | |
| *Du 6 au 11 novembre* | 48% | 44% | 6% | 2% |
| *Du 30 oct. au 4 novembre* | 46 | 45 | 7 | 2 |
| *Du 15 au 21 octobre* | 44 | 45 | 9 | 2 |
| **LÉGER & LÉGER** | | | | |
| *Du 9 au 12 novembre* | 46,8 | 44,9 | 7,3 | 1 |
| *Du 2 au 5 novembre* | 46,9 | 47,9 | 4,3 | 0,9 |
| *Du 28 au 30 octobre* | 47,5 | 46,2 | 5,7 | 0,6 |
| **SOM** | | | | |
| *Du 6 au 11 novembre* | 43,1 | 44,5 | 8,8 | 3,6 |
| *Du 23 au 27 octobre* | 44,7 | 46,5 | 6,6 | 2,2 |

Infographie *La Presse*

Chez Léger & Léger, le portrait est légèrement différent. À la mi-octobre, le PQ profite d'une légère avance de 1,3 point. Début novembre : le Parti québécois recule et le PLQ, récoltant 1,7 point de plus que la dernière fois, prend les devants, distançant les péquistes d'un bon point. Une semaine plus tard, les libéraux dégringolent de trois points et se classent de nouveau derrière les troupes de Lucien Bouchard. Pendant ce temps, les adéquistes grimpent, passant de 5,7 à 7,3 %.

Cette fois-ci, ce sont les adéquistes qui semblent gruger la clientèle libérale.

Résultat final : au dernier sondage, le PQ a repris les devants. Deux points le séparent de son principal adversaire.

SOM n'a fait que deux sondages. Dans le premier, réalisé du 23 au 27 octobre, les libéraux sont en avance de 1,8 point. Deux semaines plus tard, le parti de Jean Charest est toujours premier. Il récolte 44,5 % des intentions de vote, alors que les péquistes doivent se contenter de 43,1 % des voix.

Mais dans l'ensemble, du 23 octobre au 11 novembre, le PQ et le PLQ perdent des points : les péquistes 1,6 et les libéraux, deux. Par contre, les troupes de Mario Dumont font bonne figure, elles gagnent deux points et récoltent 8,8 % des intentions de vote des Québécois. Cette fois-ci, ce sont les libéraux et les péquistes qui font les frais de cette remontée.

Compliqué tout ça ? Trop de chiffres ? Dans ce cas, attendez le 30 novembre, jour des élections. Ce jour-là, les résultats ne seront pas compliqués à comprendre. Et surtout, ils seront définitifs.

# 125 postes disponibles : aucune expérience requise



Paul Roy

Les médias nous permettent à l'occasion d'assister à des séances d'embauche en vue de l'ouverture d'un quelconque Maxi ou Wal-Mart. On y voit des foules de quelques milliers de personnes se presser pour... quelques centaines d'emplois.

La scène n'est pas sans ressembler à une campagne électorale, où plusieurs centaines de candidats s'usent l'index à sonner aux portes de leur circonscription pour une quantité de postes toujours très inférieure à leur nombre.

Ainsi, à la fin de la période réglementaire, à 14 h, hier, 657 Québécois des deux sexes s'étaient officiellement portés candidats en vue du scrutin du 30 novembre au Québec. Aux élections précédentes, celles du 12 septembre 1994, 683 candidats s'étaient fait la lutte pour l'un des 125 sièges disponibles à l'Assemblée nationale.

Tout citoyen majeur, vacciné et en règle avec la loi électorale peut participer à cette loterie. Et si plusieurs le font pour un idéal, économique ou social, ou encore pour « sauver (leur) pays », acceptant parfois de substantielles diminutions de salaire, certains se retiennent difficilement de saliver devant les conditions, le salaire et les avantages reliés à leur fonction de député.

Qu'en est-il ?

Pour aider le lecteur à s'y retrouver, *La Presse* publie ici une offre d'emploi fictive, mais que le premier ministre Lucien Bouchard aurait très bien pu afficher dans les pages « Carrières et professions » de votre quotidien, lors du déclenchement des élections, le 28 octobre dernier :

**Assemblée nationale : appel de candidatures**

Nombre de députés recherchés : 125.

Date d'entrée en fonction : 1er décembre 1998 (les personnes retenues auront été élues la veille).

Mode de sélection : scrutin secret.

Lieu de travail : Québec (du 2e mardi de mars au 23 juin et du 3e mardi d'octobre au 21 décembre), le patelin du député (le reste du temps).

Nature du travail : adopter des lois (le député est aussi appelé à assister à des soupers de *bines*).

Durée du mandat : plus ou moins quatre ans (renouvelable).

Qualités exigées : aucune (l'entregent, l'intelligence et des aptitudes pour le crêpage de chignon peuvent constituer des atouts).

Formation exigée : aucune (des études de droit et d'économie peuvent aider à l'avancement *)

Expérience exigée : aucune (avoir dirigé une entreprise, une chambre de commerce ou une ligue de quilles peut constituer un atout).

Salaire de base : 60 860 $ plus allocation de dépenses non imposable de 11 956 $ et frais de représentation (bureau, personnel, etc.).

(Le salaire varie selon les responsabilités. Quelques exemples : un adjoint parlementaire et un vice-président de commission gagnent 73 032 $ plus l'allocation de dépenses non imposable de 11 956 $ ; un président de commission et le président du caucus gagnent 76 075 $ plus l'allocation de dépenses ; les deux vice-présidents de l'Assemblée nationale, le leader parlementaire de l'opposition et le whip du gouvernement gagnent 82 161 $ plus l'allocation ; un ministre, un leader du gouvernement, le président de l'Assemblée nationale, le chef de l'opposition gagnent 106 505 $ plus l'allocation ; le premier ministre gagne 124 763 $ plus l'allocation.)

Le régime de retraite est à l'avenant : le taux de cotisation est de 9 % du salaire annuel. Il donne droit à un crédit de rente de 4 % dudit salaire si le retraité a 60 ans et plus (des réductions actuarielles s'appliquent lorsque le retraité a moins de 60 ans). Exemple : un député de 60 ans que ses électeurs forceraient à la retraite, le 30 novembre, après quatre ans passés à l'Assemblée nationale, aurait droit à 2434,40 $ pour chacune de ces quatre années, soit 9737,60 $ par année jusqu'à la fin de ses jours.

Ces postes sont ouverts aux hommes et aux femmes.

*: (attention : l'authenticité des CV peut être soumise à des vérifications.)

### Les chefs aujourd'hui

**Jour 19**

- Le chef de l'ADQ, Mario Dumont, fait une courte visite au nord de Montréal. À 10 h 30, il participe à un « brunch intergénérationnel » à Saint-Eustache. Puis à 11 h 45, il participe à un « dîner-spaghetti » à Blainville. Il consacre le reste de la journée à la préparation du débat des chefs, mardi.
- Le chef du PLQ, Jean Charest, visite brièvement Montréal. À midi, il participe à un rassemblement de jeunes dans Rosemont, puis accorde un point de presse à 13 h.
- Le chef du PQ, Lucien Bouchard, fait une brève apparition en Montérégie. À 13 h, il participe avec les candidats de la région à un rassemblement militant à Longueuil, où il prononce un discours à 13 h 50.

## EN BREF

### 657 candidats

- Pas moins de 657 candidats sont sur les rangs en vue du scrutin du 30 novembre, a indiqué hier le directeur général des élections du Québec, Me Jacques Girard. Des 10 partis reconnus par le DGE, seuls le PQ, le PLQ et l'ADQ sont représentés dans chacune des 125 circonscriptions électorales. Le Parti de la démocratie socialiste est présent presque partout avec 97 candidats, alors que les autres tiers partis en ont entre 20 et 35. Des candidats indépendants ou sans désignation tenteront leur chance dans 39 comtés.

# Une campagne sur fond d'asphalte dans Mille-Îles

VINCENT MARISSAL
LAVAL

**Dans le comté de Mille-Îles, où il faut moins de 1000 voix pour faire basculer le vote dans l'autre camp, la bataille se fait autour du « bon vieil asphalte ». Au métro des péquistes, les libéraux opposent un nouveau pont à péage dans l'est de l'île Jésus.**

Comme Vimont, Laval-des-Rapides et Fabre, le comté de Mille-Îles a été pris par les péquistes en 1994. Et comme ses collègues des trois comtés, Lyse Leduc semble avoir renversé la vapeur en faveur des souverainistes.

Le scénario est le même dans les quatre comtés (Chomedey est rouge foncé) : le NON l'a emporté par une forte majorité en 1980 malgré la présence de Guy Joron dans Mille-Îles et de Bernard Landry dans Fabre ; les électeurs ont ensuite rejeté Charlottetown et voté, par une faible majorité, pour le OUI en 1995.

Dans Mille-Îles, comme ailleurs à Laval, l'avance des péquistes est toutefois extrêmement fragile. Lyse Leduc a gagné par 1371 voix en 1994, notamment grâce au candidat de l'ADQ qui avait divisé le vote en faveur des péquistes en récoltant 4182 voix (11 %).

Contrairement à ses trois confrères de Laval, Mme Leduc ne peut bénéficier du titre de ministre auprès de ses électeurs. « Elle n'a pas besoin d'être ministre pour être réélue », disait récemment un des piliers du gouvernement Bouchard.



Lyse Leduc



Sylvain Lefebvre

Et contrairement à ses collègues David Cliche dans Vimont et Serge Ménard dans Laval-des-Rapides, Lyse Leduc ne peut promettre une bouche de métro dans le nord-est de l'île d'ici 2004.

Mme Leduc parle donc beaucoup d'asphalte et de prolongement d'autoroutes. Dans une tournée récente des candidats péquistes avec des journalistes, les trois confrères ministres se sont chargés du dossier métro, laissant à Mme Leduc les bouts de routes.

La candidate péquiste compte aussi faire du chemin avec le projet de prolongement de la « route verte ». Le tronçon de 11 kilomètres à Laval permettrait de relier Montréal aux Laurentides. Le cyclotourisme, c'est à la mode et ça correspond tout à fait aux intérêts des nombreuses jeunes familles qui peuplent Laval.

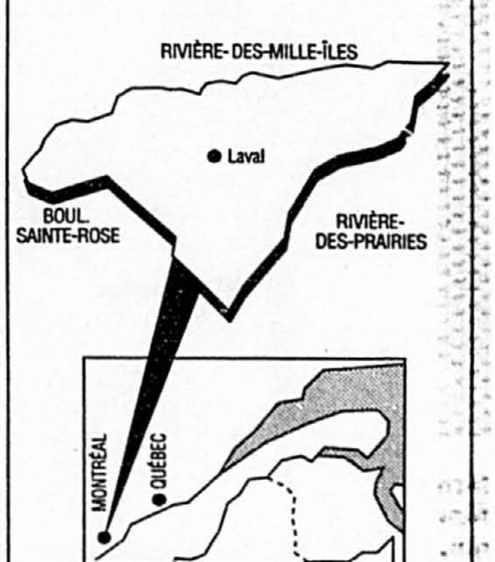
De toute façon la priorité ici, ce n'est pas le métro, mais un nouveau pont qui relierait Laval à l'île de Montréal par l'autoroute 25.

Les libéraux l'ont bien compris. « Le projet de métro est important, mais il ne faut pas mettre le pont de côté », indique le candidat libéral, Sylvain Lefebvre.

Dans leur plan pour Laval, les libéraux proposent la construction d'un nouveau pont en partenariat avec le secteur privé. Selon leur jeune candidat de 28 ans, les Lavallois seraient prêts à payer un droit de passage — deux dollars par exemple — pour avoir un nouveau pont.

Natif du quartier Saint-François, M. Lefebvre joue la carte du gars de la place. Il n'a d'ailleurs pas attendu le signal de départ et a commencé son porte-à-porte il y a deux mois.

### Mille-Îles




**Résultats en 1994**

| | |
|---|---|
| LEDUC, Lyse (PQ) | 17,337 |
| TREMBLAY, Chantal (PLQ) | 15,966 |
| AYOTTE, Michel (ADQ) | 4,182 |

Majorité 1994 : PQ 1371 voix

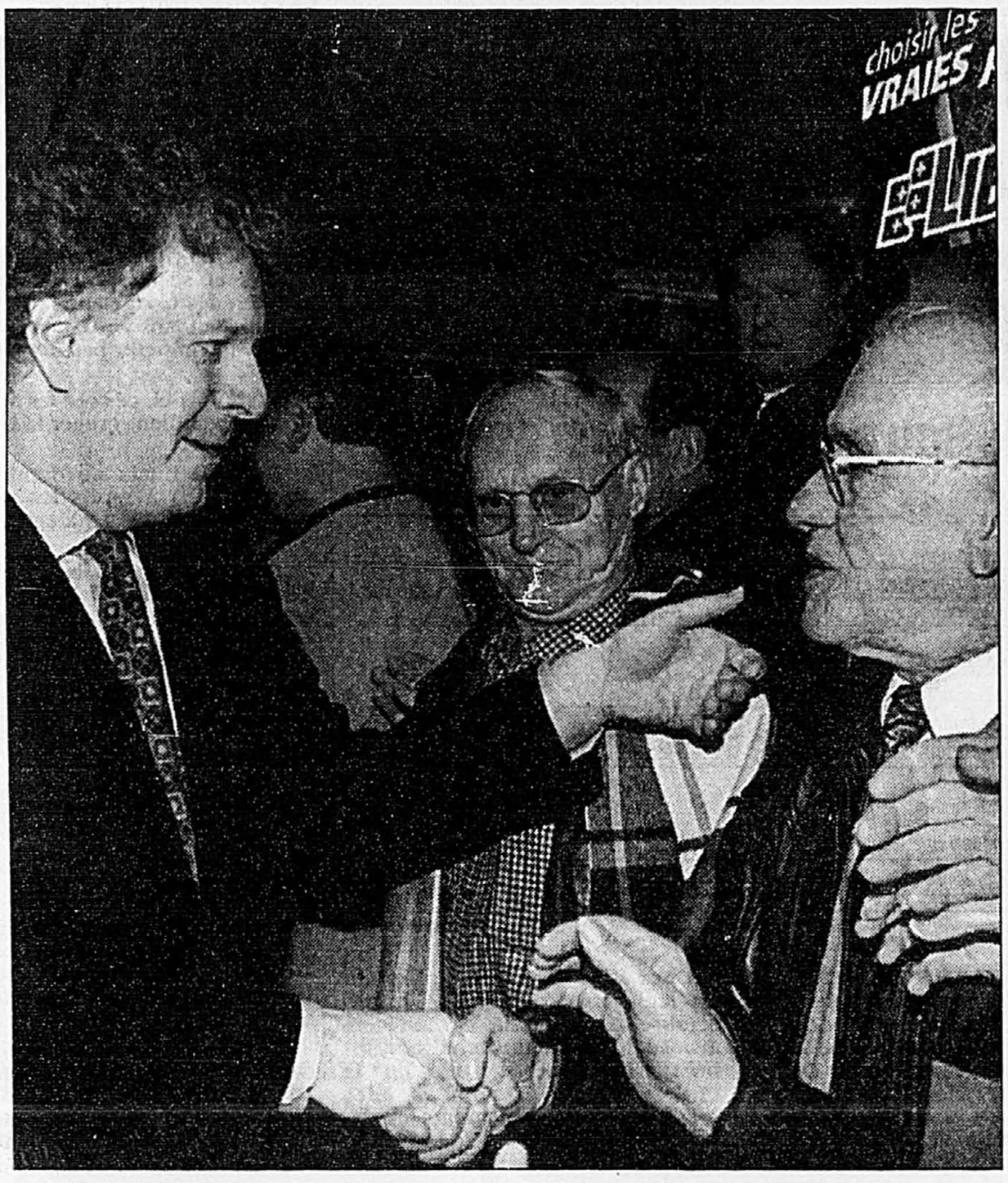
**Candidats en 1998**

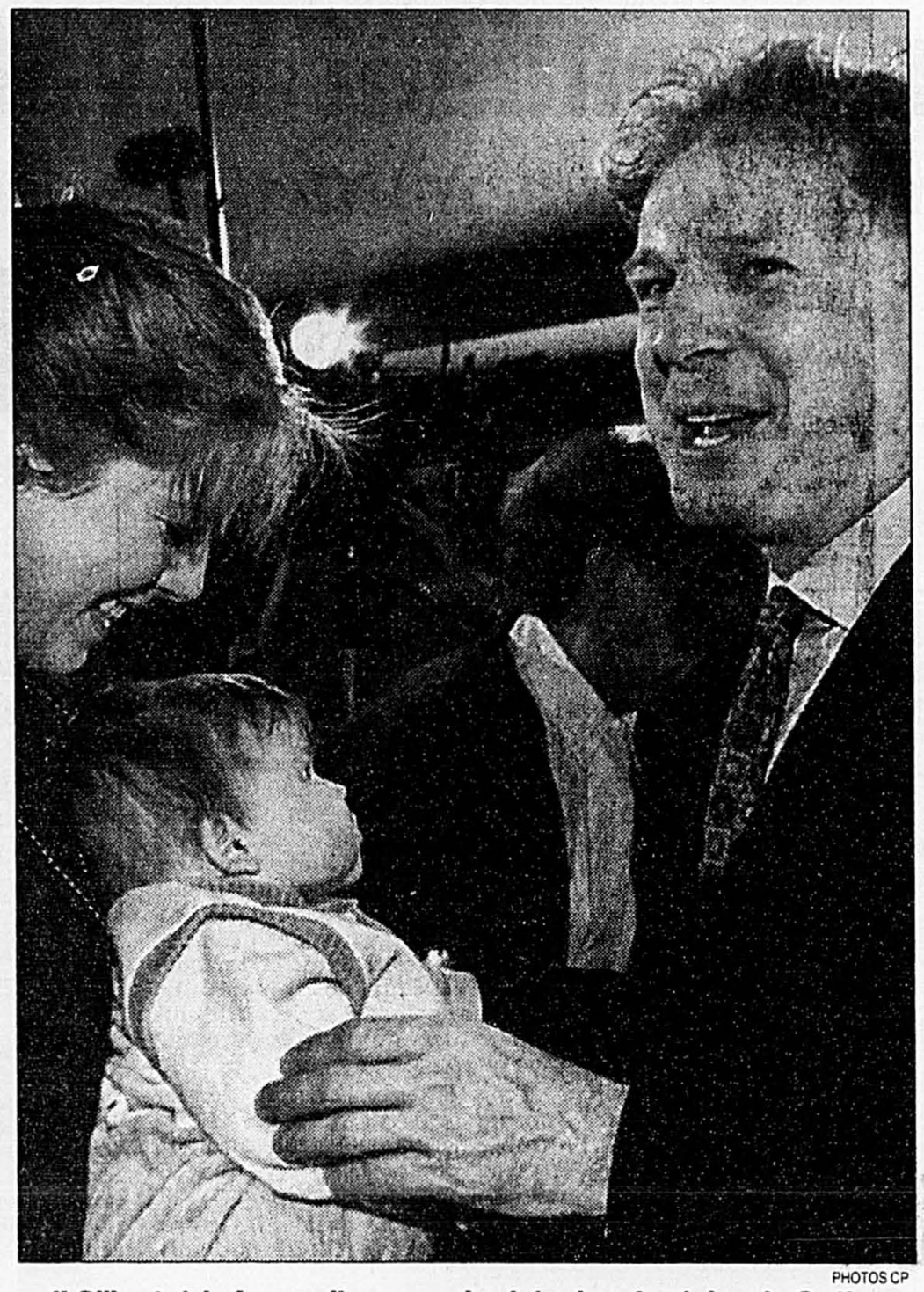
| |
|---|
| LEDUC, Lyse (PQ) |
| LEFEBVRE, Sylvain (PLQ) |
| BEAULIEU, André (ADQ) |

**Référendum 1995 (%)**

| OUI | NON |
|---|---|
| 51,64 | 48,36 |

Infographie *La Presse*



PHOTOS CP

**Le chef Jean Charest a rendu visite hier à son candidat dans le comté de Portneuf, Russell Gilbert, à la faveur d'une grande virée dans la région de Québec. L'aspirant premier ministre en a profité pour serrer des mains de partisans, puis s'est arrêté un moment pour faire la causette au petit-fils de M. Gilbert.**

# Jean Charest se dit solidaire de tous ceux qui ont été ignorés jusqu'ici par le PQ

## *Le chef libéral ne croit pas que le débat puisse être un facteur déterminant*

**KATIA GAGNON**
PORTNEUF

**Répliquant à l'appel de Lucien Bouchard aux fédéralistes, le chef libéral Jean Charest, au lendemain de la publication de deux sondages qui montrent que le Parti québécois prend l'avance, invite les électeurs qui se sont sentis « mis de côté » par les politiques péquistes à se rallier aux libéraux.**

En tournée dans la grande région de Québec, où les libéraux espèrent faire des gains le 30 novembre, le chef libéral a commencé sa journée dans le comté de Portneuf, détenu par le péquiste Roger Bertrand. Visiblement secoué par les sondages, il en a tout de même profité pour se moquer de l'appel aux fédéralistes lancé vendredi par le chef péquiste.

« Lucien Bouchard qui fait appel aux fédéralistes déçus, c'est comme si le colonel Kentucky invitait les poulets à venir travailler dans la cuisine », a raillé M. Charest. « Les gens qui sont déçus, ils sont nombreux au Québec. Ce sont les laissés-pour-compte des dernières années. Dans beaucoup de cas, ils ont voté pour le PQ. Le 30 novembre, tous ceux et celles qui se sont sentis tassés, mis de côté, parce qu'un référendum c'était plus important, je veux qu'ils retrouvent le Québec de l'espoir avec nous. »

« Je suis en politique parce que je suis souverainiste, dit Lucien Bouchard. Moi, je suis en politique parce que je suis québécois. Et je suis solidaire de tous ceux qui ont été ignorés », poursuit-il, appelant les électeurs à rejeter « le rouleau compresseur de l'option du PQ ».

Invité à commenter les sondages, M. Charest s'en est tenu à ses habituelles déclarations : les deux partis sont encore au coude à coude, croit-il. « Il y a trois sondages ce matin. Un indique qu'on est en avance. Et l'ensemble des sondages indique du coude à coude. C'est exactement ce à quoi on s'attendait. Et on va vivre du coude à coude jusqu'au jour des élections, estime-t-il. Je n'ai jamais été si confiant », tranche-t-il.

**« Lucien Bouchard qui fait appel aux fédéralistes déçus, c'est comme si le colonel Kentucky invitait les poulets à venir travailler dans la cuisine. »**

Des trois sondages publiés hier, un seul — de la maison SOM, publié dans *The Gazette* — donne les libéraux en avance, d'un point. Un sondage CROP réalisé pour le compte de *La Presse* et un Léger & Léger, pour le *Journal de Montréal* donnent respectivement quatre et deux points d'avance aux péquistes, après répartition des indécis.

Mais, malgré ces propos qui se voulaient rassurants, c'était visible, le chef libéral n'était pas au mieux de sa forme, du moins en matinée. Généralement habile orateur, il a livré en matinée un discours terne où foisonnaient les lapsus. « Le danger, c'est le Parti libéral, qui par malheur, va offrir aux Québécois un grand moment de ralliement », a-t-il notamment déclaré. Son candidat dans Lévis, où le chef libéral s'est rendu un peu plus tard, n'aura certainement pas contribué à rendre le sourire à M. Charest en le présentant comme le futur premier ministre... du Canada !

En après-midi, ayant retrouvé une partie de son allant, M. Charest s'est bien défendu de manquer de conviction. « C'est totalement faux. Je suis plus convaincu que jamais. Je me sens très en forme », dit-il, soulignant que le Parti libéral est loin d'être seul sur la patinoire.

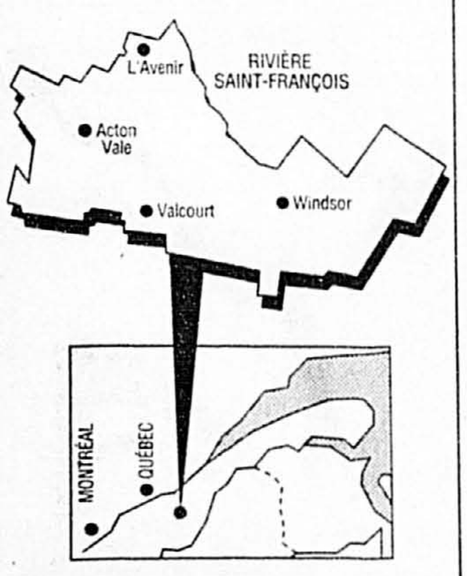
« On a un adversaire très habile, très rusé. Un des plus rusés qu'on ait connus dans toute l'histoire du Québec. C'est une campagne électorale. Point. C'est une bataille. Point », a-t-il lancé.

Mais le prochain moment charnière de la campagne sera probablement le débat, auquel le chef libéral dit cependant ne pas accorder une trop grande importance.

« Ceux qui suivent les campagnes électorales font des débats un moment dramatique. Mais c'est rarement un facteur déterminant », estime-t-il. N'empêche, le chef libéral réduira tout de même ses activités dans les prochains jours pour se préparer à l'affrontement avec Lucien Bouchard, qui aura lieu mardi soir prochain.

# L'aura de Jean Charest se fera-t-elle sentir depuis Sherbrooke jusque dans Johnson ?

**Johnson**




**Résultats en 1994**

| | |
|---|---|
| BOUCHER, Claude (PQ) | 13,247 |
| DAVIAU, Michel (PLQ) | 12,001 |
| LANGEVELD, Simon (PE) | 732 |

Majorité 1994 : PQ 1246 voix

**Candidats en 1998**

BOUCHER, Claude (PQ)
MARIER, Marie (PLQ)
MARQUIS, Isabelle (ADQ)

**Référendum 1995 (%)**

| OUI | NON |
|---|---|
| 54,41 | 45,59 |

Infographie *La Presse*



**Mario Fontaine**

BROMPTONVILLE

**La construction, par Hydro-Québec, d'une ligne de 735kV à travers un magnifique paysage champêtre a provoqué des débats acerbes dans le comté de Johnson. Et ce n'est pas fini. Assez pour menacer la réélection du député péquiste Claude Boucher ?**

Que non, répond cet administrateur qui est aussi diplômé en service social et en sciences religieuses. De fait, il s'attend même à tirer quelques profits de ce lien entre les postes Des Cantons et Saint-Césaire, destiné à sécuriser l'approvisionnement en électricité de la Montérégie advenant une nouvelle tempête de verglas.

C'est qu'on peut difficilement s'en prendre à M. Boucher dans ce dossier. Il a pris fait et cause pour les protestataires de Val-Saint-François, mais s'est heurté à un refus catégorique du premier ministre Bouchard, vendu au projet d'Hydro. « Il y a une limite à l'opposition qu'un simple député peut exprimer à l'encontre de son propre gouvernement. L'étape suivante, c'était la démission. Les gens de la région auraient-ils été mieux servis ? »

Cela lui fera perdre quelques votes à Melbourne, où de toute façon le Parti québécois ne recueille que des miettes. En revanche il en gagnera vraisemblablement dans le nord du comté, notamment à Acton Vale, où personne n'a envie de manquer de courant pendant 28 jours comme au début de l'année.

Le Parti libéral propose un moratoire sur cette question, la plus débattue dans cette campagne avec le possible doublement de la route 55 sur un nouveau tronçon et la possibilité de voir l'usine Kruger, de Bomptonville, renoncer à installer une nouvelle machine à papier. La candidate du PLQ, Marie Marier, compte entre autres sur ces dossiers pour enlever ce comté qui vote péquiste depuis 17 ans. Mais toujours avec de faibles majorités, systématiquement en bas des 2000 voix. Et on joue serré encore cette année.

Ex-consoeur de classe du chef du PLQ, Mme Marier pense que « l'effet Charest » sera assez fort pour faire la différence entre une victoire et une défaite. « Les compressions dans la santé, les impôts excessifs, la paperasse inutile, les gens en ont assez de tout cela et le feront savoir le 30 novembre », soutient en outre cette notaire, entre deux cafés dans une cantine de Melbourne.



**Claude Boucher**



**Marie Marier**

Ce fameux effet Charest a été décisif pour André Bachand, qui s'est fait élire député conservateur de Richmond-Artabaska au scrutin fédéral de l'an dernier. Son comté recoupe celui de Johnson au provincial. « Marie Marier est moins connue que Claude Boucher, mais moi aussi je l'étais moins que mon adversaire quand je me suis présenté et j'ai pourtant gagné », explique M. Bachand. Il faudra que la différence soit substantielle, car Claude Boucher a été très actif au cours de son mandat — il a été élu en 1994 — et il jouit d'une forte notoriété dans la région.

Sur le terrain il est difficile de déterminer si l'aura de Jean Charest se fera sentir depuis Sherbrooke jusque dans Johnson. Tout comme est impalpable l'effet qu'aura la candidate de l'Action démocratique, Isabelle Marquis, sur le vote libéral. Mme Marquis voulait en effet se présenter à l'investiture du PLQ, mais Marie Marier y fut désignée d'office. Cette chimiste s'est alors aussitôt tournée vers l'ADQ. Reste à voir si le geste est purement individuel ou si des militants déçus la suivront.

Élections 98



PHOTOS PC

**Le premier ministre du Québec, Lucien Bouchard, a passé une partie de sa journée d'hier à faire campagne dans la région de Québec. Le chef du Parti québécois s'est notamment arrêté au local électoral du comté de Jean-Talon, s'intéressant au travail du personnel. Il devait aussi, avec sa femme Audrey Best ( à l'extrême-droite ), rencontrer d'anciens professeurs d'université, dont Georgette Sinclair.**

# «Un débat, c'est la petite phrase mal tournée qui vous échappe dans le feu de l'action»

## *Lucien Bouchard se prépare en allant acheter un litre de lait*

**MARTIN PELCHAT**
QUÉBEC

**Même si son parti est en avance dans les sondages, Lucien Bouchard se prépare à son affrontement de mardi avec Jean Charest et Mario Dumont avec « respect, circonspection et modestie », conscient qu'un débat, « c'est dangereux ».**

« Un débat, a dit hier le chef péquiste, c'est la petite phrase mal tournée qui vous échappe dans le feu de l'action, que vous avez parfois l'impression de n'avoir pas prononcée puis qu'on vous rappelle en sortant et que vous voyez reproduite 20 fois à la télévision après, qui vous fait mal paraître. On peut glisser et puis il y a beaucoup de tension. »

Et on ne connaît jamais assez ses dossiers, a noté M. Bouchard dans un point de presse à Québec. « On peut vous demander le prix du litre de lait. Vous êtes mieux de l'apprendre avant. »

C'est combien ? lui a demandé un reporter.

« Je n'en achète pas, de lait. Mais je vais aller en acheter en fin de semaine avec Audrey pour savoir exactement... »

Ce dernier a décrit son adversaire libéral, Jean Charest, comme « un des meilleurs *debaters* actuellement ». « Il a l'expérience en plus. Il a participé à beaucoup de débats. »

Lucien Bouchard a aussi soutenu qu'il ne se considérait pas lui-même « aussi habile » que le voit Jean Charest. « Je trouve que c'est une vigilance de tous les instants de garder le contrôle de ses phrases, de ses réactions, dit-il. Il faut faire beaucoup d'efforts sur soi-même dans des grands moments de fatigue et de tension comme nous en vivons. »

Il refuse néanmoins l'étiquette d'homme au caractère bouillant qu'on lui accole. « Je pense que je suis d'une équanimité remarquable quand je fais mes conférences de presse. »

Lucien Bouchard est par ailleurs demeuré fidèle à sa résolution de ne pas commenter les sondages, même si le CROP-*La Presse*-TVA publié hier lui donne quatre points d'avance et qu'un Léger & Léger lui en concède presque deux après répartition des indécis.

Il a reproché à Jean Charest de « trop tirer la corde » en exploitant le filon de la santé. « Je pense qu'il crie trop, je pense qu'il y a quelque chose de désespéré dans une tentative de récupérer ces inquiétudes qu'il veut susciter chez la population. »

Le premier ministre s'est aussi refusé à dresser un bilan de mi-course. « Je suis dans le noeud de l'ouragan. On vit un peu dans une bulle. C'est assez difficile de se faire une idée précise de là où on en est. »

### Un « 16 novembre »

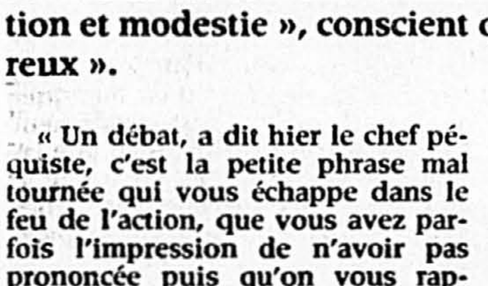
Lorsqu'on lui a rappelé qu'il y a 22 ans, le Parti québécois était porté au pouvoir pour la première fois, il n'a pas voulu non plus donner dans la nostalgie. Il s'est même trompé en parlant du « 16 novembre » 1976 au lieu du 15. « Il y a cette date très importante, le 16 novembre, et il y en aura une autre le 30 novembre », a-t-il laconiquement répondu.

En tournée à Québec, la caravane du chef péquiste a visité trois comtés « chauds », soit celui de Jean-Talon, détenu par la libérale Margaret Delisle, de Taschereau, que le PQ espère conserver avec une nouvelle candidate, Agnès Maltais, présidente de la régie régionale de la santé, et de Montmorency, où le jeune Jean-François Simard, ancien attaché politique de Jacques Parizeau, affronte le député indépendant Jean Filion et un candidat vedette libéral, le maire de Beauport, Jacques Langlois.

La journée de campagne du chef péquiste a surtout été consacrée à l'électorat féminin. M. Bouchard l'a conclue dans Montmorency en courtisant les fonctionnaires et en rappelant la promesse de son parti de donner leur permanence à 2000 occasionnels, tout en facilitant l'accès des jeunes à la fonction publique.

Cet après-midi, le PQ tiendra son premier grand rassemblement de la campagne, au Palladium de Longueuil, après quoi Lucien Bouchard stoppera sa caravane pour se plonger dans ses dossiers en vue du débat des chefs. Peut-être aussi le verra-t-on passer au dépanneur s'assurer du prix du litre de lait ?

# Chicoutimi : les libéraux opposent une péquiste à Stéphane Bédard



**Gilles Normand**

CHICOUTIMI

**Il a à peine 30 ans, toujours souriant, l'air d'être sorti de l'adolescence tout juste hier. Stéphane Bédard, candidat du Parti québécois dans Chicoutimi, est le fils de Marc-André Bédard, ex-ministre de la Justice dans le gouvernement de René Lévesque et organisateur politique impénitent. Ce qui ne peut lui nuire.**

Stéphane a du père... Rue Racine, à Chicoutimi, l'un et l'autre s'arrêtent ici et là pour dire bonjour, serrer une main, ou lancer : « On travaille fort. Aidez-nous ! »

La force des Bédard, c'est cela. Ça fait quelque 25 ans que Marc-André et sa femme Nicole militent pour le PQ, font du porte-à-porte, tiennent des assemblées de cuisine, même en dehors des périodes de grande animation électorale, afin d'entretenir le feu de la souveraineté. De telle sorte qu'on ne voit pas comment le PQ pourrait être délogé dans ce château-fort indépendantiste, qui a voté OUI dans une proportion de 68,9 % au dernier référendum.

C'est le cas de le dire, le jeune Bédard est tombé dedans quand il était petit : « Au référendum de 1980, j'avais 12 ans, j'aiguisais les crayons au comité du OUI et je posais des affiches. »

Logiquement, le Parti libéral devrait être le principal adversaire du PQ. Mais quand on visite les deux comités électoraux, situés presque l'un en face de l'autre, rue Racine, à Chicoutimi, on a tout de suite l'impression que la lutte est inégale. Surtout que l'Action démocratique ( ADQ ) se dit aussi forte que le PLQ. Au comité du PQ, ce jour-là, quelque 25 militants de tous âges s'animaient, tandis qu'un journaliste du *New York Times* voulait parler à Stéphane Bédard au téléphone. Dans le local d'en face, trois personnes tranquilles semblaient constituer des listes de pointage.

Les adversaires de M. Bédard, avocat comme son père, sont deux conseillers municipaux de Chicoutimi. Marina Larouche pour le PLQ et Carl Savard pour l'ADQ.

Jusqu'à il y a trois semaines, Mme Larouche avait encore sa carte de membre du PQ. Elle a été choisie après que le député fédéral conservateur André Harvey eut refusé au dernier moment de briguer l'investiture libérale. Même scénario donc que dans Jonquière, où l'adversaire libérale de Lucien Bouchard est une femme de récente allégeance.

L'autoroute à quatre voies dans la réserve faunique des Laurentides est forcément un enjeu électoral, d'autant plus que Jean Charest s'est engagé, mardi dernier, en présentant sa candidate, à en mettre en marche immédiatement le processus d'aménagement si les libéraux



**Stéphane Bédard**



**Marina Larouche**

devaient prendre le pouvoir. Mme Larouche s'est illustrée dans la région en prenant la tête d'un mouvement qui a fait signer une pétition de 101 000 noms pour la construction de l'autoroute.

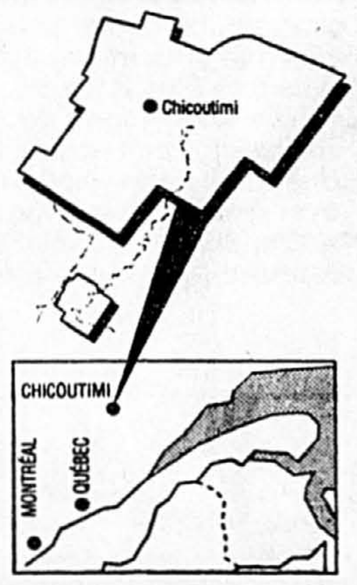
Sur ce terrain, Stéphane Bédard rappelle que le premier ministre Bouchard a déclaré, il y a quelques mois, qu'un jour l'autoroute devrait être réalisée et qu'entre-temps « les travaux effectués sur la route du parc des Laurentides devraient être faits en tenant compte de cette éventualité ».

Aux électeurs, M. Bédard parle beaucoup de sa volonté d'améliorer le réseau communautaire, de faire de la formation professionnelle, de structurer un mode de soutien technique et financier pour soutenir les personnes dans le besoin. La région a un taux de chômage de 14 à 15 %. Il veut mettre en place des moyens de mieux favoriser la recherche et la transformation de l'aluminium — Alcan vient de signer un contrat de plusieurs milliards avec GM — ainsi que la transformation des produits forestiers.

Carl Savard, lui, compte sur deux débats qui auront lieu entre les trois candidats, le 18 ou 19 ( la date reste à déterminer ) et le 20 novembre, pour faire valoir le programme que son chef Mario Dumont énonce depuis le début de la campagne.

En 1994, les électeurs de Chicoutimi avaient donné une majorité de plus de 13 000 voix à la péquiste Jeanne L. Blackburn, qui a décidé de ne pas se représenter.

**Chicoutimi**




**Résultats en 1994**

| | |
|---|---|
| BLACKBURN, Jeanne L. (PQ) | 22,025 |
| HAMEL, Rémi (PLQ) | 9,021 |
| BARRETTE, Réal (ADQ) | 2,619 |

Majorité 1994 : PQ 13 004 voix

**Candidats en 1998**

BÉDARD, Stéphane (PQ)

LAROUCHE, Marina (PLQ)

SAVARD, Carl (ADQ)

**Référendum 1995 (%)**

| OUI | NON |
|---|---|
| 68,87 | 31,13 |

Infographie *La Presse*

# Le mont Royal : une montagne menacée

ANDRÉ NOËL

Par un beau samedi, à la fin de l'été, Roger Blanchet et des milliers de personnes se sont vu refuser l'accès au belvédère qui surplombe le centre-ville de Montréal à côté du grand chalet du parc du Mont-Royal. La raison: ce haut lieu touristique de Montréal avait été loué à des amateurs de voitures anciennes.

Une cinquantaine de vieilles voitures ont emprunté la fin du chemin Olmsted et se sont garées pour toute la nuit. Le lendemain matin, les dalles de granit étaient souillées par des taches d'huile. «C'est intolérable», s'offusque M. Blanchet, un agent de recherche à la retraite qui habite le nord de la ville.

Comme les 3,5 millions de visiteurs annuels, M. Blanchet aime marcher et se prélasser sur cette montagne qui a donné son nom à la première métropole du Canada. «C'est un lieu de détente extraordinaire, dit-il. Mais parfois, j'ai l'impression qu'il faut se battre pour le conserver intact et public.»

Le premier Occidental à gravir la montagne était Jacques Cartier. La relation de son voyage fut éditée à Florence; or, en italien, «mont Royal» se dit «Monte Real», ou Montreal par contraction. C'est ce nom qui apparut sur les cartes.

Cent ans plus tard, Paul de Chomedey de Maisonneuve y érigeait une croix. C'était là le premier ouvrage. Depuis, le mont Royal a subi bien des assauts. Petit à petit, la montagne se fait gruger de tous les côtés. L'érosion est lente, mais constante. Les événements choquants se succèdent, déplore Sylvie Guilbault, directrice des Amis de la montagne.

Ce groupe, soutenu par de riches mécènes, a été créé en 1986 pour combattre un projet de construction d'une nouvelle tour de communication. L'année suivante, la mobilisation populaire a amené la Ville de Montréal à décréter le Site du patrimoine du mont Royal, qui englobe un territoire beaucoup plus vaste que le parc. Les villes d'Outremont et de Westmount ont accepté de collaborer. Des consultations publiques se sont tenues. En 1992, Montréal adoptait un plan de mise en valeur.

Qu'est-il arrivé depuis? Mme Guilbeault nous a fait faire le tour de la montagne. Les photos parlent par elles-mêmes. Les agressions continuent. Il y a un mois encore, l'hôpital Royal Victoria coupait des arbres pour agrandir son stationnement. L'Université de Montréal envisage de construire des pavillons sur le flanc nord pour recevoir des professeurs étrangers.

L'Université McGill a agrandi son centre sportif sur les terrains du parc. L'échangeur des Pins devait être démoli; il ne l'est pas. La Ville d'Outremont a coupé des arbres en réaménageant le boulevard du Mont-Royal. Le cimetière Côte-des-Neiges projette la construction de quatre nouveaux mausolées. Radio-Canada a érigé une clôture au-dessus de son antenne. La Ville de Montréal a reconstruit sa propre antenne pour accommoder un diffuseur. Le poste d'administrateur du parc a été aboli. Et ainsi de suite.

«Personne n'a de vue d'ensemble, déplore la directrice des Amis de la montagne. Les autorités doivent créer un organisme pour réglementer toutes les activités.»

Dinu Bumbaru, directeur d'Héritage Montréal, demande l'adoption d'une charte pour protéger le mont Royal. «Il faut enrayer l'érosion», dit-il. Il rappelle que le parc a été créé grâce aux pressions des citoyens, qui se sont mobilisés lorsqu'un propriétaire foncier a coupé sa forêt sur la montagne. La Ville de Montréal a alors déboursé un million de dollars pour exproprier 16 propriétaires et créer le parc, en 1872.

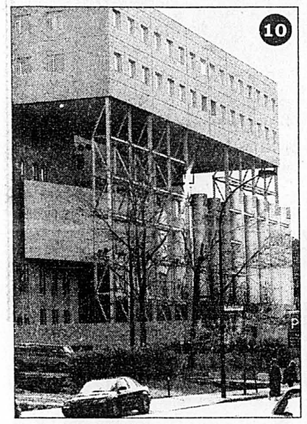
«C'était énormément d'argent, dit M. Bumbaru. À l'époque, la valeur foncière totale de Montréal s'élevait à 25 millions!» La Ville a engagé Frederick Law Olmsted pour faire les plans du parc. C'est Olmsted qui a dessiné Central Park, à New York, qui profite actuellement d'une cure de rajeunissement de 150 millions US.

Olmsted insistait sur la conservation de l'aspect naturel de la montagne. Par la suite, des décisions qui seraient impensables aujourd'hui ont été prises, comme la coupe d'arbres pour empêcher les amoureux de s'aimer en cachette et l'ouverture de la voie Camillien-Houde aux autos.

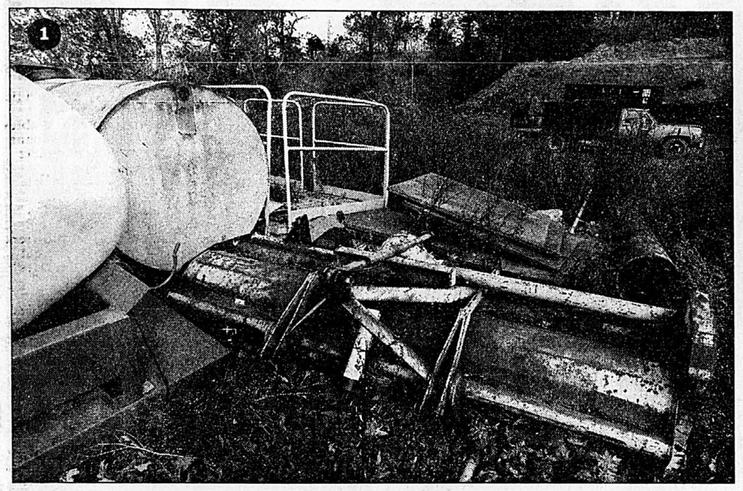
Heureusement, tout n'est pas noir. Un architecte paysagiste et des ingénieurs forestiers encadrent une petite équipe de la Ville qui déploie des efforts considérables depuis 1991 pour protéger le couvert forestier du parc. Ils ont planté 230 000 arbustes, refait les caniveaux et les canalisations pour contrer l'érosion, fermé des sentiers ponctuels, ouvert le sentier de l'Escarpement, restauré des escaliers, reconstruit le belvédère de la voie Camillien-Houde.

«Nous sommes contents, dit Daniel Chartier, architecte paysagiste. Mais c'est sûr qu'on pourrait faire beaucoup plus. C'est comme si les Montréalais n'avaient pas encore saisi tout le potentiel qu'ils peuvent tirer de leur montagne.»

Photos : Robert Mailloux, *La Presse* Graphisme : Sylvie Larouche



**Le nouvel édifice de l'École des hautes études commerciales a été construit en partie sur un terrain boisé, pourtant inclus dans la zone du patrimoine du mont Royal. Le tiers du petit bois a été coupé. Le bâtiment s'est vu décerner le prix Citron du groupe Sauvons Montréal en 1996.**



**Le sommet Outremont (mont Murray) devrait être un endroit idyllique. On y trouve plutôt un... dépotoir. Les propriétaires du cimetière de Notre-Dame des Neiges y ont jeté en vrac des citernes, des bouts de tuyau, des débris de construction et de la terre de remblai. En ce moment, ils aménagent une plate-forme pour des conteneurs de déchets. Tout près, de gros poteaux de remonte-pente rouillent en haut du centre de ski abandonné de l'Université de Montréal.**

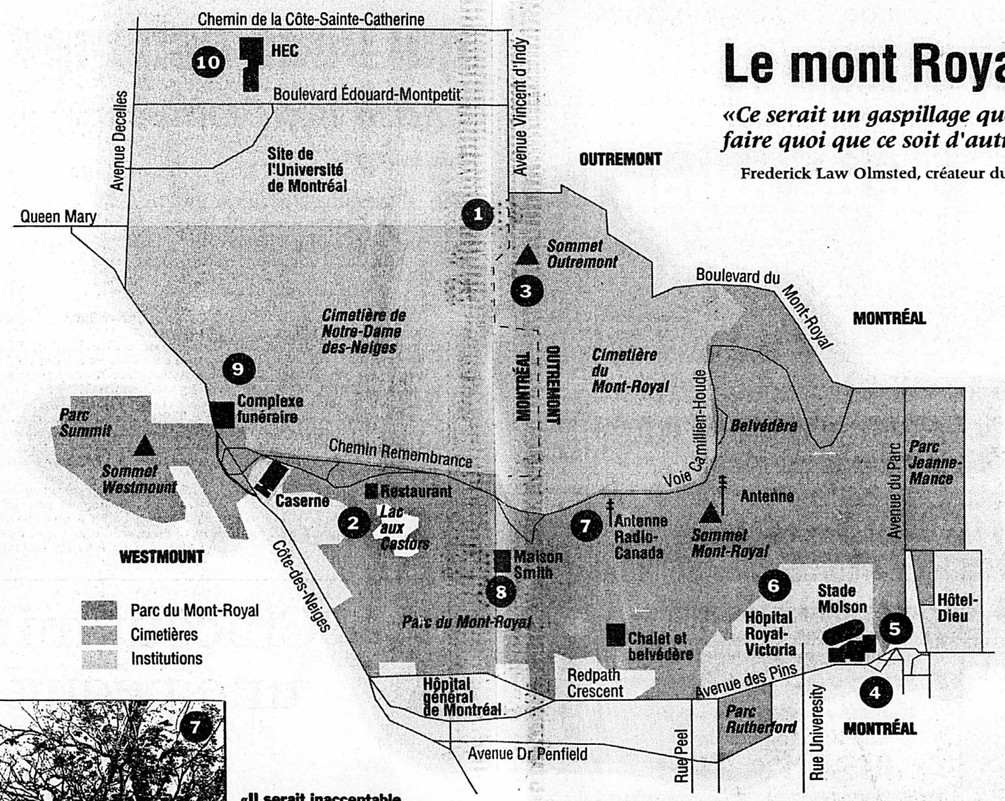


**La Ville de Montréal a dépensé 12 millions de dollars dans le parc du Mont-Royal depuis 1991 en frais d'immobilisation. Elle avait promis d'en dépenser 60. Les budgets courants d'entretien (680 000$ par année) semblent insuffisants pour redresser cette rampe d'escalier tordue, pour restaurer le beau mur derrière l'escalier ou repeindre ce plafond, au pavillon du lac aux Castors. Par comparaison, l'administration Bourque dépense environ 25 millions par année au Jardin botanique et au Biodôme, qui reçoivent pourtant trois fois moins de visiteurs que le principal parc de Montréal. Après son accession à la mairie, en 1994, Pierre Bourque abolissait le poste d'administrateur du parc. En revanche, le parc peut compter sur une équipe de professionnels dévoués. Ceux-ci ont supervisé des travaux discrets mais nécessaires, entre autres pour contrer l'érosion et soigner les arbres, durement touchés par le verglas de janvier dernier.**

## Le mont Royal

*«Ce serait un gaspillage que de chercher à en faire quoi que ce soit d'autre qu'une montagne.»*

Frederick Law Olmsted, créateur du parc en 1872

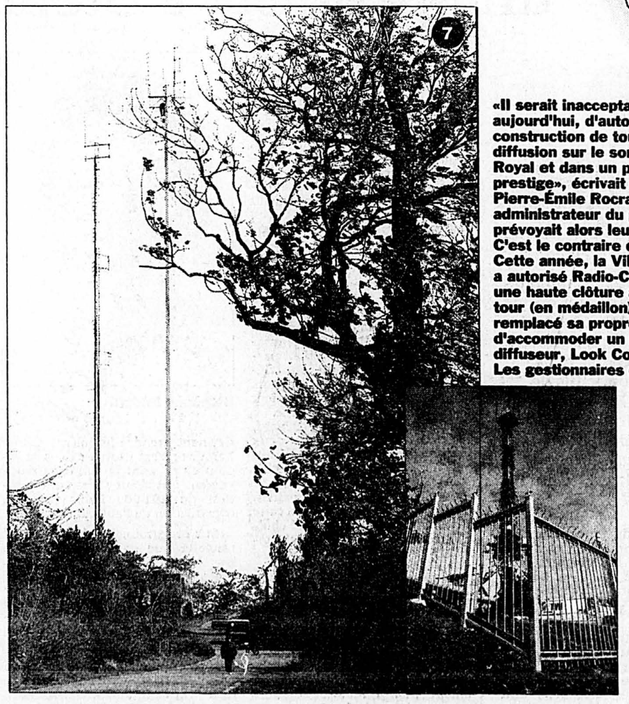





**La multinationale américaine SCI International a construit ce gros complexe funéraire devant le cimetière Notre-Dame des Neiges l'année dernière, malgré l'opposition des citoyens. Une pétition de 400 noms signalait que le bâtiment, haut et massif, allait bloquer la vue sur le mont Royal. La Ville de Montréal a quand même modifié le zonage et émis le permis. En médaillon: le dernier mausolée dans le cimetière, inauguré il y a deux ans. La Fabrique de la Paroisse de Notre-Dame a acquis le terrain en 1855. Elle en a fait un beau cimetière-jardin. Aujourd'hui, elle doit affronter une dure concurrence, souligne son directeur-général, Yoland Tremblay. Les mausolées, où l'on conserve les corps sous température contrôlée, rapportent beaucoup plus que l'inhumation. Mais ils enlaidissent le paysage. «Plus il y a de minéral, moins il y a de végétal», déplore Alain Tremblay, de l'Éco-musée de l'au-delà. La Fabrique Notre-Dame a déjà construit huit mausolées depuis 20 ans; elle a l'intention d'en ériger quatre autres. «Le mont Royal doit-il servir à faire le plus de sous possible?» demande M. Tremblay, qui craint le remplacement progressif du cimetière-jardin par un complexe bétonné.**



**Sylvie Guilbault, directrice des Amis de la montagne, devant la maison Smith, expropriée lors de la création du parc en 1872. La belle demeure est restaurée par les Amis et sera ouverte au public avant Noël.**



**«Il serait inacceptable, aujourd'hui, d'autoriser la construction de tours de diffusion sur le sommet du mont Royal et dans un parc de prestige», écrivait en 1990 Pierre-Émile Rocray, l'ancien administrateur du parc. Il prévoyait alors leur disparition. C'est le contraire qui se produit. Cette année, la Ville de Montréal a autorisé Radio-Canada à ériger une haute clôture autour de sa tour (en médaillon). Elle a aussi remplacé sa propre antenne afin d'accommoder un nouveau diffuseur, Look Communications. Les gestionnaires du parc n'ont pas été consultés.**



**Cet automne, l'hôpital Royal Victoria a coupé une vingtaine d'arbres sur le mont Royal pour ajouter 25 places dans son stationnement. De gros troncs, sciés à un mètre du sol, se dressent parmi des monticules de terre et de matériaux de construction. Les vieux bâtiments de l'hôpital seront transformés en condos de luxe, tout comme ceux de l'Hôpital général de Montréal: on craint pour l'accès public à la montagne par le versant sud.**



**Une forêt de chênes centenaires poussait ici dans les années 80, près du deuxième sommet du mont Royal. Les autorités du Mount Royal Cemetery l'ont rasée. Le terrain a été aplani et remblayé pour enterrer plus de morts. L'année dernière, 44 autres arbres ont été sacrifiés pour agrandir le crématorium. Les autorités essaient maintenant de corriger leur tir: elles se sont engagées à ne pas construire de mausolée, afin que ce cimetière-jardin, un des plus beaux en Amérique, garde son cachet.**



**Le complexe sportif de l'Université McGill, ouvert il y a trois ans, a été construit en empiétant sur le territoire du parc du Mont-Royal. Pour calmer les opposants, la Ville de Montréal a promis de récupérer l'espace perdu en démolissant l'échangeur entre l'avenue des Pins et l'avenue du Parc. Trois ans plus tard, l'échangeur est toujours là. L'Université McGill promettait de démolir les gradins du stade Molson, côté nord, parce qu'ils cachent la vue sur la montagne. Cet été, l'Université a négocié avec la Ville pour se soustraire à cet engagement. Il est maintenant question de hausser les gradins pour accommoder les Alouettes. L'équipe de football professionnel souhaite augmenter le nombre de sièges de 17 000 à 23 000.**

# Jours la Baie de Noël

## DES OFFRES INCROYABLES DURANT 4 JOURS SEULEMENT
## Du lundi 16 novembre au jeudi 19 novembre

Le choix varie selon le magasin. Les rabais s'appliquent sur les prix ordinaires (sauf avis contraire). Tant qu'il y en aura.

## 50 % de rabais

- **TOUTES** les batteries de cuisine à plus de 250 $ et les articles suivis assortis
- **TOUTES** les serviettes *Ultra Dry* de **Market Square®**
- **TOUS** les oreillers **Comfaloft** et **Natural Sleep System**
- **TOUTES** les couettes **Charter Collection®**
- **TOUS** les ensembles de draps **Springmaid, Thomaston** et **Crowncraft**
- **TOUS** les draps **Martex** unicolores
- **TOUS** les tapis de salle de bains
- **TOUT Royal Albert**
- Les couverts **Johnson Bros.** de 5 pièces (*Athena, Willow Blue, Regency, Heritage, Old English White*)
- **TOUTES** les chopes en porcelaine tendre
- **TOUS** les arbres de Noël

## 60 % de rabais
**TOUTES** LES SERVIETTES *ROYALTY SUPREME* DE **CANNON**
Salle de bains mode, rayon 605.

## 40 % de rabais

- **TOUT Corningware**
- **TOUTES** les batteries de cuisine **Collection TG^MC** en acier inox
- **TOUTE** la literie **Guess, Di Lewis, Charter Collection®** et *Sunswirl* de **Crowncraft**
- **TOUS** les couvre-matelas
- **TOUS** les oreillers-amis
- **TOUS** les verres à pied en boîte
- **TOUS** les articles-cadeaux en verre
- Les articles-cadeaux plaqués argent
- **TOUTES** les cartes de Noël **Hallmark** en boîte
- **TOUS** les diablotins **de Noël**
- **TOUTES** les miniampoules de Noël
- **TOUS** les accessoires décoratifs

Exceptions : articles Claire Burke, chandelles et chandeliers.

*Nos joyeuses heures de magasinage :*
• du lundi au vendredi
**JUSQU'À 21 H**

## 25 % de rabais

- **TOUS** les articles ménagers non électriques à prix ordinaire
  Exception : filtres Brita.
- **TOUS** les services de couverts **Oneida** de 20, 45 et 48 pièces
- **TOUS** les articles-cadeaux en cristal
- **TOUS** les verres à pied en cristal, en stock suivi
- Les chandelles et les chandeliers
- **TOUTES** les décorations de Noël
- **TOUS** les jouets **Playskool** pour bébé et enfant d'âge préscolaire

## 10 % de rabais

- **TOUS** les petits appareils électriques de cuisine et d'hygiène personnelle

## 20 % de rabais
LES JOUETS ET LES FRIANDISES
Jouets, rayon 762.

**LA BAIE VOUS DONNE DES MILLES DE RÉCOMPENSE** AIR MILES^md ! **ALORS POURQUOI MAGASINER AILLEURS?**

Les milles de récompense sont accordés mensuellement selon le total des achats, taxes non comprises. md/mc Marque de déposée/de commerce d'AIR MILES^md International Holding N.V., employees en vertu d'une licence par Loyalty Management Group Canada Inc. et la Baie. Employé seul, AIR MILES^md signifie milles de récompense AIR MILES^md à moins que le contexte n'implique autre chose.

2701905-M

# Actualités

## Les enseignants pourraient désobéir

CHRISTIANE DESJARDINS

La décision du Conseil des services essentiels d'interdire la journée d'étude sur l'équité salariale que devaient tenir 80 000 enseignants du Québec mercredi prochain, a irrité. Les représentants des syndicats d'enseignants de toutes les régions se réuniront aujourd'hui à Montréal, pour étudier cette décision et adopter une position. « Toutes les options sont sur la table, incluant celle de ne pas respecter l'ordonnance », a signalé hier Lorraine Pagé, présidente de la CEQ.

Mme Pagé estime que cette journée d'étude n'aurait nullement compromis l'année scolaire des élèves. Elle croit que le Conseil a adopté une position excessive, et que son idée était faite, dès le départ.

« Le Conseil n'a pas vraiment réussi à prouver qu'il y aurait préjudice à l'endroit des élèves, et il n'y a eu aucune plainte de la partie patronale », souligne-t-elle.

Selon elle, diverses avenues seront étudiées aujourd'hui. « Les représentants pourraient convoquer des assemblées générales pour lundi soir, décider d'attendre un dépôt formel des offres du gouvernement, remettre cette journée à une autre date, ou décider de ne pas respecter l'ordonnance. »

Au sujet de cette dernière option, Mme Pagé ajoute que les enseignants ont signifié un mandat clair en votant avec une moyenne de 65 % pour la journée d'étude.

« Les représentants ont passé la semaine dans leur milieu, ils vont pouvoir en parler demain (aujourd'hui ) », ajoute-t-elle.

Selon la présidente de la CEQ, la question de l'équité salariale est une priorité pour les enseignants, « un enjeu central », et ceux-ci entendent bien le faire comprendre clairement au gouvernement, quel qu'il soit à l'issue des élections du 30 novembre.

« On a beaucoup parlé de la facture de l'équité salariale, mais on oublie qu'il s'agit de 80 000 personnes, d'emplois qui sont sous-évalués et sous-payés. »

Lorraine Pagé et Pierre Weber, président de l'Association des enseignants du Québec, constatent qu'il semble y avoir « deux justices au Québec », une pour les médecins, et une pour les infirmières et les enseignants.

La Fédération des commissions scolaires du Québec a pour sa part demandé aux enseignants de se conformer à l'ordonnance du Conseil.

# Joe Clark reprend la direction du PC

*Presse Canadienne*
OTTAWA

**Joe Clark dirige à nouveau les conservateurs fédéraux.**

**Au second tour de scrutin, hier, M. Clark a obtenu 23 320 points, tandis que son rival, David Orchard, héritait de 6779 points. Le nouveau chef conservateur n'avait besoin que d'un peu plus de 15 000 points pour l'emporter.**

**« Notre priorité doit être de rebâtir la confiance des Canadiens dans leur sécurité financière et la façon dont les décisions politiques sont prises », a déclaré M. Clark à ses supporters.**

**« Nous pouvons changer la route suivie par le Canada, a-t-il ajouté. Nous pouvons offrir détermination et espoir. Le gouvernement ( du premier ministre fédéral Jean ) Chrétien se laisse aller à la dérive ( ... ) Ils ont pris les gens pour acquis. Nous forcerons le gouvernement Chrétien à se préoccuper de ce que pensent les Canadiens. »**

**M. Clark, qui hérite donc de la direction du cinquième parti aux Communes, une formation croulant sous les dettes, a rejeté du revers de la main toute invitation à rejoindre les réformistes afin de créer une alternative unie au gouvernement libéral. Il s'est également opposé à la théorie voulant qu'il n'y ait plus rien à faire afin de satisfaire les Québécois.**

**« Nous avons beaucoup de travail devant nous afin de bâtir un pays dans lequel nous nous sentions tous à l'aise », a-t-il dit.**

**Pour sa part, M. Orchard, qui faisait campagne contre le libre-échange, a reconnu la défaite depuis son quartier général torontois. « J'offre mon soutien et je me réjouis de travailler avec M. Clark, et d'empêcher le Parti réformiste d'absorber notre parti », a-t-il déclaré.**

**Les autres candidats à la direction lors du premier tour de scrutin étaient Hugh Segal, Brian Pallister et Michael Fortier. Joe Clark, 59 ans, avait obtenu 48,5 % des votes lors du premier tour, le 24 octobre. À l'exception de M. Orchard, qui avait alors pris la troisième place, ses rivaux lui avaient tous concédé la victoire.**

**Il s'agissait de la troisième course à la direction du Parti conservateur à laquelle prenait part M. Clark. Il avait remporté la première, en 1976, s'inclinant toutefois face à Brian Mulroney, en 1983.**

**En 1979, M. Clark, alors âgé de 39 ans, était devenu le premier ministre le plus jeune de l'histoire du Canada. Toutefois, son gouvernement minoritaire n'avait tenu que six mois avant d'être victime d'un vote de non-confiance.**

**Ministre respecté sous l'administration Mulroney, il devait mettre un terme à sa carrière politique en 1993.**

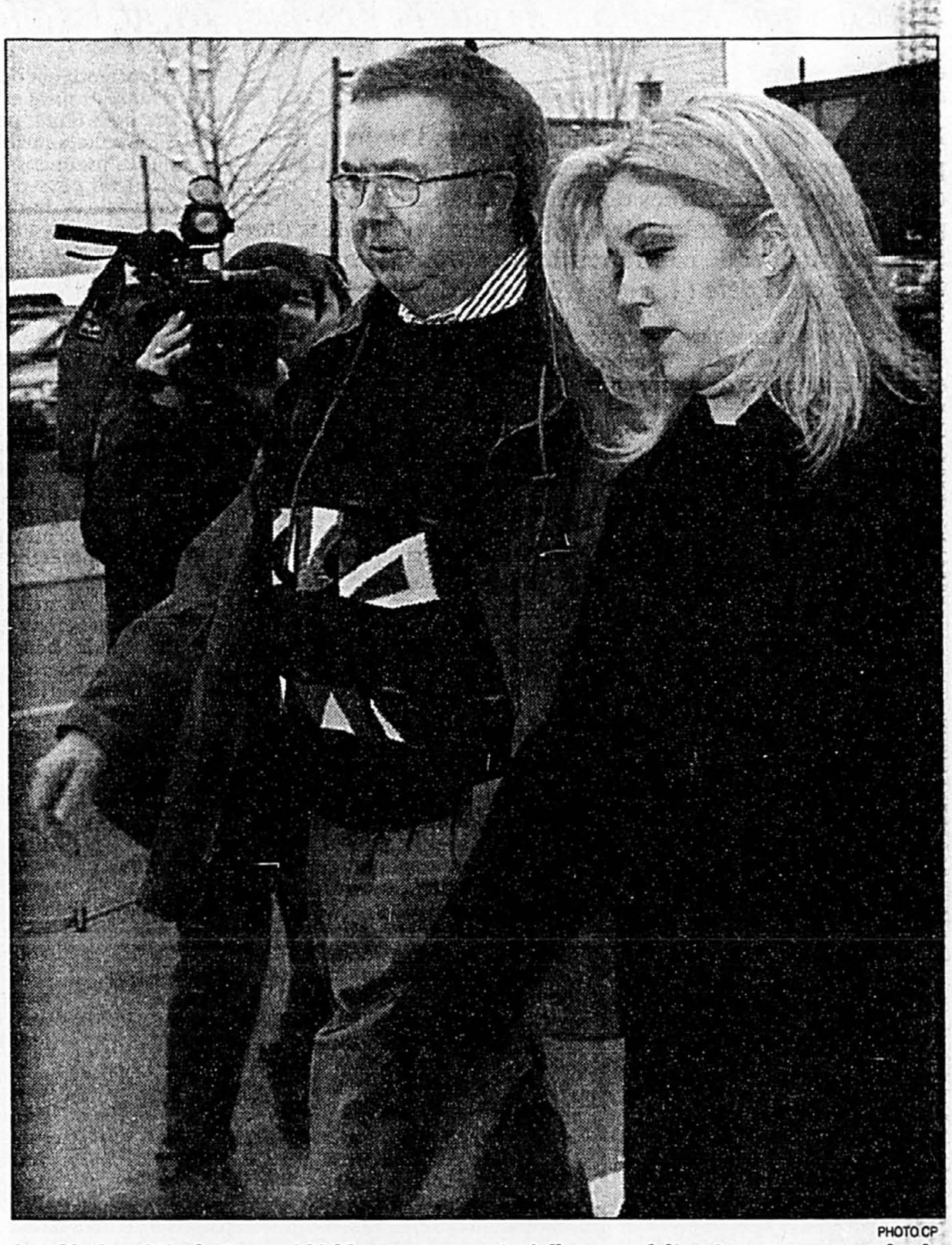
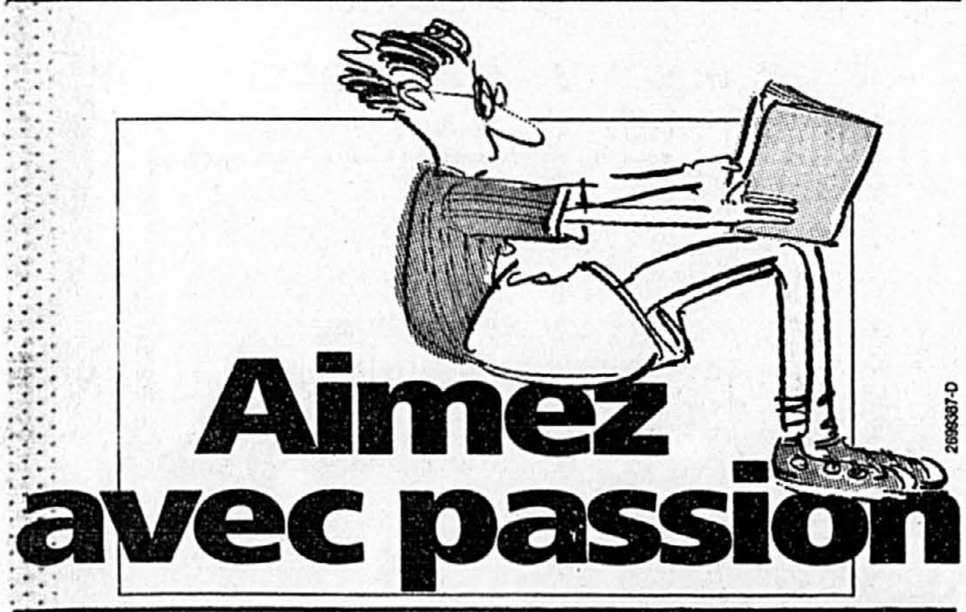


PHOTO CP

**Joe Clark a été photographié hier au moment où il se rendait voter en compagnie de sa fille Catherine.**

## Les dangers de l'oxyde de carbone: une vidéocassette pour les pompiers

**Les services d'incendie du Québec seront désormais mieux informés sur les dangers que représente l'oxyde de carbone. Une vidéocassette réalisée par le Service de prévention des incendies de Montréal sera envoyée par le ministère de la Sécurité publique à tous les corps de pompiers. Cette cassette a été réalisée à la suite du rapport du coroner Yves Lambert sur la mort d'un homme survenue le 9 février 1995 à Pierrefonds à la suite d'une intoxication à l'oxyde de carbone.**




La Presse
PRÉSENTE




Commandez votre exemplaire dès maintenant!

*La Presse* et huit autres quotidiens ont rassemblé leurs photos les plus percutantes pour créer ce livre grand format de 192 pages. Des textes émouvants et plus de 200 photographies en couleurs capturent toute l'ampleur du grand verglas de 1998 et la dévastation qu'il a laissée sur son passage.

Commandes par la poste maintenant acceptées - pas de frais de manutention ni de poste. Disponible en versions française et anglaise.

EN LIBRAIRIE DÈS LE 24 OCTOBRE 1998

34,99 $ PLUS TPS

La totalité des recettes que *La Presse* retirera de la vente de ce livre ira aux efforts de réaménagement et de conservation du mont Royal et à d'autres projets communautaires.

TÉLÉPHONE: (514) 987-2345 ou 1-888-200-7779 (hors des indicatifs 514 et 450)
TÉLÉCOPIEUR: (514) 987-2377 ou 1-877-270-2821 (hors des indicatifs 514 et 450)
INTERNET: www.le-grand-verglas.com
ou POSTER à Livre Le grand verglas, Boîte postale 11062, Succ. Centre-Ville, Montréal (Québec) H3C 4Z9
(Veuillez compter quatre à six semaines pour la livraison)

Veuillez acheminer mon (mes) ____ exemplaire(s) à:
Nom _____
Adresse _____
Ville _____
Prov. _____ Code postal _____

| QUANTITÉ | LIVRE | TPS | CHACUN | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| | 34,99 | 2,45 | 37,44 | $ |

Veuillez libeller votre chèque ou mandat-poste à l'ordre de "Livre Le grand verglas" ou veuillez débiter ma carte de crédit:
☐ Visa ☐ MasterCard ☐ American Express

Numéro de carte _____ Valide jusqu'au ____
Signature _____

Veuillez acheminer ____ (quantité) exemplaire(s)-cadeau(x) à:
Nom _____
Adresse _____
Ville _____
Prov. _____ Code postal _____

Mon nom: _____
Mon téléphone (domicile) _____ (jour) _____


## loto-québec — résultats

**Lotto 6/49** — Tirage du 98-11-14
4 21 23 31 43 45
Numéro complémentaire: 25

**Québec 49** — Tirage du 98-11-14
8 9 12 14 29 45
Numéro complémentaire: 27
Ventes totales: 579 507,50 $

| GAGNANTS | | LOTS |
|---|---|---|
| 6/6 | 0 | 1 000 000,00 $ |
| 5/6+ | 0 | 50 000,00 $ |
| 5/6 | 21 | 500,00 $ |
| 4/6 | 1 142 | 50,00 $ |
| 3/6 | 22 478 | 5,00 $ |

**Banco** — Tirage du 98-11-14

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 5 | 11 | 12 | 13 | 14 |
| 19 | 24 | 25 | 26 | 29 |
| 32 | 33 | 37 | 45 | 47 |
| 48 | 54 | 59 | 60 | 69 |

**La Quotidienne** — Tirage du 98-11-14
3 4
674 2410

**Extra Vendredi** — Tirage du 98-11-13
NUMÉRO: 618579

**Extra Samedi** — Tirage du 98-11-14
NUMÉRO: 475357

**Super 7** — Tirage du 98-11-13
20 26 32 33 37 39 45
Numéro complémentaire: 19
Ventes totales: 7 335 994 $
Prochain gros lot (approx.): 5 500 000 $

| GAGNANTS | | LOTS |
|---|---|---|
| 7/7 | 0 | 4 000 000,00 $ |
| 6/7+ | 1 | 139 300,20 $ |
| 6/7 | 52 | 2 344,00 $ |
| 5/7 | 2 643 | 164,70 $ |
| 4/7 | 58 256 | 10,00 $ |
| 3/7+ | 53 870 | 10,00 $ |
| 3/7 | 487 427 | partic. grat. |

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec

Le modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets.
En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

Monde

# L'Europe reprend sans verve les négociations de son élargissement

*Avec des gouvernements de gauche presque partout, les affaires sociales ont pris le pas sur l'expansion à l'Est*

**CHRISTOPHE DEGRYSE**
*collaboration spéciale,* BRUXELLES

**Mardi, les négociations d'adhésion entre l'Union européenne et cinq pays d'Europe centrale et orientale(1) ainsi que Chypre sont entrées dans leur phase concrète. Une première réunion ministérielle permettra de rentrer dans le vif du sujet et de confronter les positions de négociations des candidats ( les « 5 + 1 » ) à celles des Quinze.**

Alors que l'atmosphère générale était plutôt au beau fixe ces derniers mois, force est de reconnaître qu'elle s'est refroidie depuis quelques semaines. En cause : le manque d'empressement, dénoncé par la plupart des candidats à l'adhésion, à faire aboutir rapidement ces négociations.

Il faut dire qu'avec les récentes élections allemandes qui ont porté M. Schröder à la chancellerie, le paysage politique de l'Union européenne s'est considérablement modifié. Aujourd'hui, tous les « grands » pays de l'UE ( Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie ) sont gouvernés à gauche ou au centre-gauche et la majorité des petits pays le sont également.

Les préoccupations géostratégiques d'un Helmut Kohl, empressé de réaliser l'élargissement de l'Union européenne à l'Est, semblent quelque peu délaissées au profit de priorités sociales, à en croire les déclarations récentes du nouveau gouvernement allemand. À l'occasion du sommet européen de Pörtschach en Autriche, fin octobre, Gerhard Schröder a expliqué à ses partenaires que les nouvelles priorités allemandes en matière de politique européenne étaient la lutte contre le chômage et la réussite de l'union monétaire ( au 1er janvier prochain ) et ce au détriment d'un élargissement rapide à l'Est.

« Il ne peut y avoir de doute sur notre volonté de réaliser l'élargissement, a-t-il néanmoins précisé. Mais le processus sera plus difficile et plus compliqué que prévu ( ... ) Il ne faut pas trop demander de l'UE et de ses citoyens. » Il semble en tout cas évident que l'objectif de l'ancien chancelier Kohl de parvenir d'ici l'an 2000 aux premières adhésions ( à commencer par la Pologne ) est définitivement enterré. L'Allemagne qui constituait jusqu'à il y a peu la « locomotive » de l'élargissement a d'autres soucis en tête. Et il ne faudra sans doute pas compter sur les autres États membres de l'UE pour qu'ils prennent la relève. L'adhésion des pays d'Europe centrale et orientale et de Chypre pose en effet tellement de questions non encore résolues aux Quinze qu'il y a fort à parier que les négociations concrètes entamées cette semaine dureront encore plusieurs années.

### Une maigre contribution

Parmi ces questions, le problème budgétaire est certainement l'un des plus délicats. Contrairement au précédent élargissement de l'UE qui avait vu adhérer, en janvier 1995, trois riches États ( Autriche, Suède, Finlande ), ce sont cette fois des pays économiquement faibles qui s'apprêtent à entrer dans l'Union.

Leurs contributions au budget commun seront donc maigres, tandis qu'ils bénéficieront d'importants transferts financiers notamment au titre de la politique agricole et des politiques de cohésion économique et sociale. Qui va payer ? Avant même que cette question ne soit posée, les États membres qui s'estiment les plus gros « contributeurs nets » au budget européen avaient fait savoir qu'il était hors de question de leur demander de mettre la main au portefeuille(2).

**Les récentes élections allemandes, qui ont porté M. Schröder à la chancellerie, ont beaucoup modifié le paysage politique de l'Union européenne.**

L'Allemagne, mais aussi les Pays-Bas, l'Autriche et la Suède exigent même une réduction de leur « participation aux frais » de l'UE, ce qui a le don d'exaspérer la France. De leur côté, les pays qui bénéficient actuellement de la solidarité communautaire ( c'est-à-dire les pays à bas revenus : Portugal, Grèce, Espagne ) ont annoncé qu'ils refuseraient que l'élargissement à l'Est s'effectue au détriment des politiques de cohésion actuellement en oeuvre au sein de l'Union. La Commission européenne s'est donc lancée dans une analyse minutieuse des mécanismes de financement de l'Union et propose différents scénarios pour l'avenir. Mais la question est loin d'être résolue et promet encore quelques belles empoignades.

### Les institutions

Outre ces questions financières, les Quinze se divisent également sur d'autres problèmes qu'entraîneront inévitablement les adhésions futures. Ainsi en va-t-il de la réforme des institutions.

L'Union européenne d'aujourd'hui fonctionne encore et toujours sur la base d'une structure institutionnelle qui avait été définie lors de la naissance des Communautés ( à six États membres ), dans les années cinquante. Avec une Union à quinze, cette structure révèle chaque jour ses limites : blocages de décisions importantes, difficulté à définir des orientations communes sur les grandes questions, lourdeur des procédures, etc. Que penser dans ces conditions d'une Union à 21 ? La réforme des institutions, pour naturelle qu'elle puisse paraître, divise profondément les États membres car en voulant améliorer le processus de décision de l'UE, on touche inévitablement à la question de la souveraineté des États.

Enfin, l'élargissement pose d'autres problèmes, dont l'état de préparation des pays candidats ( les Quinze ont en effet exigé qu'ils entreprennent d'importantes réformes afin d'adapter leur législation aux traités européens, ce qui prendra encore du temps ), dont la situation de Chypre, cette île dont la moitié est grecque et l'autre turque ( l'ensemble de l'île peut-il faire partie de l'Union alors que les Européens ont refusé de négocier l'entrée de la Turquie dans l'UE ? ).

Face aux Quinze, les « 5 + 1 » commencent à s'impatienter et à s'inquiéter. Alors que les perspectives d'adhésion se dessinaient aux alentours des années 2000 ou 2002, les experts européens estiment maintenant qu'elles n'interviendront pas avant 2005 ou 2006(3). Outre les « 5 + 1 », attendent encore au portillon les autres pays d'Europe centrale et orientale tels que la Slovaquie, la Bulgarie, la Roumanie, la Lituanie, la Lettonie, l'île de Malte, etc., considérés par la Commission de Bruxelles comme non encore prêts économiquement et politiquement pour l'adhésion, et qui voient donc les délais d'attente pour l'entrée dans l'UE s'allonger encore.

En définitive, le grand souffle qui avait traversé l'Europe au début des années quatre-vingt-dix lors de l'effondrement de l'Empire soviétique et qui avait donné l'espoir de voir l'Europe rapidement réunie semble bel et bien retombé.

### Liste des pays candidats à l'adhésion, par ordre chronologique

- Turquie ( demande d'adhésion introduite le 14 avril 1987 )
- Chypre ( 4 juillet 1990 )
- Malte ( 6 juillet 1990 )
- Hongrie ( 1er avril 1994 )
- Pologne ( 8 avril 1994 )
- Roumanie ( 22 juin 1995 )
- Slovaquie ( 27 juin 1995 )
- Lettonie ( 27 octobre 1995 )
- Estonie ( 28 novembre 1995 )
- Lituanie ( 11 décembre 1995 )
- Bulgarie ( 16 décembre 1995 )
- République tchèque ( 23 janvier 1996 )
- Slovénie ( 10 juin 1996 )

*( 1 ) Pologne, Hongrie, République tchèque, Estonie et Slovénie.*

*( 2 ) À noter que le budget de l'UE est inférieur à 1,27 % de son produit national brut.*

*( 3 ) Rappelons que le Portugal et l'Espagne ont dû négocier pendant 13 ans avant de pouvoir entrer dans la Communauté, en 1986.*


MAIGRIR SANS OBSESSION
Motivation - reprogrammation
Raymonde Forget, B. Sc. O.T.
maître-praticienne en PNL
Information / consultation
(514) 990-6914
2701346-D

39e Foire Annuelle de Gemmes & Minéraux
20, 21, 22 nov.
vendredi 18h à 22h
samedi 10h à 22h
dimanche 10h à 17h
Caserne Côte-des-Neiges
4185 Côte-des-Neiges
métro : Guy, Snowdon
ou Côte-des-Neiges
autobus : 165 ou 166
stationnement gratuit limité
Plus de 60 Vendeurs
Adultes ..... 5$
65+ ..... 4$
Étudiant(e)s avec ident. .. 3$
Pierres précieuses & semi-précieuses, fine bijouterie, minéraux, sculptures, cristaux, fossiles, outils, équipement.
Démonstrations
Identification de gemmes
Prix de présence
2702192-D 98

Célébrités...



50e ANNIVERSAIRE DE MARIAGE
de Lucille Lamoureux et Jean Lacroix
Il y a 50 ans, le 6 novembre 1948, vous avez uni votre destinée. Vos filles Jocelyne, Diane et Carolle sont heureuses de souligner cet événement pour vous remercier. Bon anniversaire. Santé et bonheur encore longtemps.
*Félicitations à vous deux !*

AUJOURD'HUI C'EST VRAI!



Claude Meunier
a officiellement atteint l'âge mémorable de 50 ans
*Bonne fête! Claude*
de la part de tous tes chums (2!!!)



En novembre 1948,
Napoléon Fortier et Thérèse Morin
unissaient leur destinée.
*Félicitations* pour ces belles années.
Ginette, Normand, Sylvain, vos petits-enfants et arrière-petit-fils.

Célébrités...
Pour plus de renseignements
285-6999 ou 285-7274
La Presse
Appels interurbains sans frais : 1 (800) 361-5013
2201749-D



# Monde

## L'EXPRESS INTERNATIONAL

ISRAËL

### État palestinien

■ Le président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat a réaffirmé qu'un État palestinien indépendant serait proclamé en mai 1999 comme prévu par les accords d'Oslo de 1993. « Je vous dit que cet État sera proclamé, proclamé, proclamé », a répété le président Arafat devant 15 000 Palestiniens rassemblés à Naplouse en Cisjordanie, à l'occasion du 10e anniversaire de la proclamation à Alger d'un État palestinien indépendant avec Jérusalem-Est comme capitale. Dans un communiqué, la présidence du conseil israélien a critiqué l'annonce faite par Yasser Arafat estimant qu'elle « remet en question l'accord d'Oslo ».

*d'après AFP*

CAMBODGE

### Accord de coalition

■ Le roi du Cambodge Norodom Sihanouk a quitté Phnom Penh pour Pékin, où il se fait régulièrement soigner, après avoir arraché un accord de coalition gouvernementale entre les deux dirigeants politiques rivaux, Hun Sen et le prince Norodom Ranariddh. Son fils Ranariddh, chef de l'opposition, a accepté de former un gouvernement de coalition avec le puissant second premier ministre Hun Sen, mettant ainsi fin à une crise post-électorale qui a traîné plus de trois mois. Le monarque, qui est âgé de 76 ans et souffre de plusieurs problèmes de santé requérant une attention urgente, devrait rester absent du Cambodge au moins deux mois.

*d'après AFP*

ULSTER

### Bisbille Hume-Trimble

■ Le leader catholique modéré John Hume s'est distancé de son co-lauréat au prix Nobel de la paix 1998, le chef du gouvernement local, le protestant David Trimble en soulignant que le désarmement n'était pas une précondition de l'accord de paix nord-irlandais d'avril 1998. M. Trimble refuse de nommer les ministres de son gouvernement tant que l'Armée républicaine irlandaise ( IRA ) n'aura pas commencé à restituer ses armes. L'aile politique de l'IRA, le Sinn Fein, conteste cette exigence en rappelant que l'accord de paix donne deux ans aux milices protestantes et catholiques pour désarmer.

*d'après AFP*

PORTUGAL

### Massacres au Timor

■ Le président portugais Jorge Sampaio s'est prononcé pour l'ouverture d'une enquête internationale après les révélations faites sur des massacres perpétrés par l'armée indonésienne en 1991 au Timor oriental, colonie portugaise annexée par Djakarta en 1976. De son côté, le premier ministre Antonio Guterres a appelé les Nations unies à faire « un effort le plus engagé possible » pour mettre fin au « cauchemar » régnant dans l'ex-colonie portugaise. Selon Mario Carrascalao, un ancien gouverneur du territoire, une centaine de personnes ont été enterrées vivantes et une cinquantaine d'autres fusillées quelques jours après le massacre de quelque 200 jeunes Est-Timorais le 12 novembre 1991 par l'armée indonésienne au cimetière de Santa Cruz, à Dili.

*d'après AFP*

ALLEMAGNE

### La Bundesbank boude

■ De nouvelles frictions sont apparues cette semaine entre la banque centrale allemande et le ministre des Finances Oskar Lafontaine à propos des taux de change, affirme l'hebdomadaire *Der Spiegel* à paraitre demain. La Bundesbank a refusé de soutenir une initiative franco-allemande visant à stabiliser les cours de change, croit savoir l'hebdomadaire. Or M. Lafontaine compte gagner les principaux partenaires économiques de l'Allemagne à l'idée d'un système de fluctuation des trois grandes monnaies — euro, yen, et dollar — à l'intérieur de marges délimitées. La Bundesbank a rejeté cette idée.

*d'après AFP*

# Jakarta est livrée aux pillages

## *Le président presse l'armée de rétablir l'ordre*

**BERNARD ESTRADE**
*de l'Agence France-Presse,* DJAKARTA

**Manifestations et pillages se sont étendus hier à Djakarta et à travers l'Indonésie, accroissant la pression sur le président Yusuf Habibie qui a tenu le langage de la fermeté en demandant à l'armée de rétablir l'ordre.**

Des milliers de personnes ont entrepris à la mi-journée de piller les quartiers commerçants du vieux centre de Djakarta, déjà ravagés et incendiés lors des émeutes de mai qui ont fait près de 1200 morts.

L'accès à l'aéroport international de la capitale était hier quasiment impossible : des bandes de pillards attaquaient les voitures. Plusieurs ambassades européennes ont recommandé à leurs ressortissants de ne pas chercher à s'y rendre ou à en sortir.

Hier après-midi, les troupes déployées, notamment à Semen et dans les quartiers du nord de Djakarta jusqu'à Kota, la vieille ville chinoise, ont essayé de contrôler la foule, mais elles ont été vite débordées par le nombre des pillards.

À la nuit tombée, les pillages se poursuivaient, notamment à Glodok et à Mangga Dua, où les exactions ont repris à la sortie de la mosquée après la prière du soir, selon un commercant sur place.

Près du siège du Parlement, objectif des cortèges protestaires de ces trois derniers jours, comme devant l'Université d'Atma Jaya, le théâtre dans la soirée de vendredi de quelques-unes des pires violences vues à Djakarta, plus de 10 000 personnes se sont rassemblées pour rendre hommage aux victimes de la veille.

À part quelques incidents isolés en début de journée, aucun affrontement de grande ampleur n'avait été signalé à la tombée de la nuit hier.

Les manifestants étaient escortés par les troupes de marine qui intervenaient éventuellement dans les négociations entre les meneurs et les officiers des barrages quadrillant les artères de la capitale.

La présence inattendue aux côtés des manifestants de ces troupes d'élite au béret amarante a fait redoubler les spéculations sur d'éventuelles divergences de vues au sein des forces armées.

Des manifestations de protestation ont eu lieu hier, selon différentes sources, dans au moins huit autres villes indonésiennes.

L'action la plus spectaculaire s'est déroulée à Medan ( Sumatra-nord du pays ) où, comme à Ujung-Pandang ( Célèbes ) vendredi, plusieurs centaines d'étudiants ont envahi l'aéroport, paralysant ses activités.

Plusieurs centaines de protestaires ont également manifesté à l'aéroport international de Bali, le haut lieu touristique, mais sans perturber les décollages ou atterrissages.

En province comme dans la capitale, les manifestants exigeaient la démission du commandant en chef de l'armée, le général Wiranto, également ministre de la Défense et de la Sécurité. Ils le tiennent responsable de la brutalité des affrontements de vendredi, qui ont fait au moins 11 morts et plus de 200 blessés dont certains grièvement.

La démission du général Wiranto a également été demandée par Amien Raïs, l'un des principaux dirigeants de l'opposition, ainsi que par divers partis politiques et organisations, notamment d'intellectuels.

Loin d'entendre cet appel, le président Yusuf Habibie a au contraire annoncé avoir donné l'ordre au général Wiranto de « prendre, en tenant compte des lois et réglements en vigueur, les mesures fermes » nécessaires pour rétablir le calme.

Le visage sévère, lisant un texte préparé à l'avance, le président Habibie a déclaré en direct à la télévision avoir pris cette décision car des « groupes subversifs ( ... ) mettent en danger l'unité, la cohésion ainsi que les fondements de la Nation et de l'État ».

La police a convoqué plusieurs personnalités, dont un ancien général et un professeur d'université, connues pour leur attitude critique vis-à-vis du pouvoir en place, a-t-on appris auprès des personnes concernées.

Ils ont été informés qu'ils étaient soupçonnés d'être « les maîtres à penser » qui se cachent derrière les manifestations.

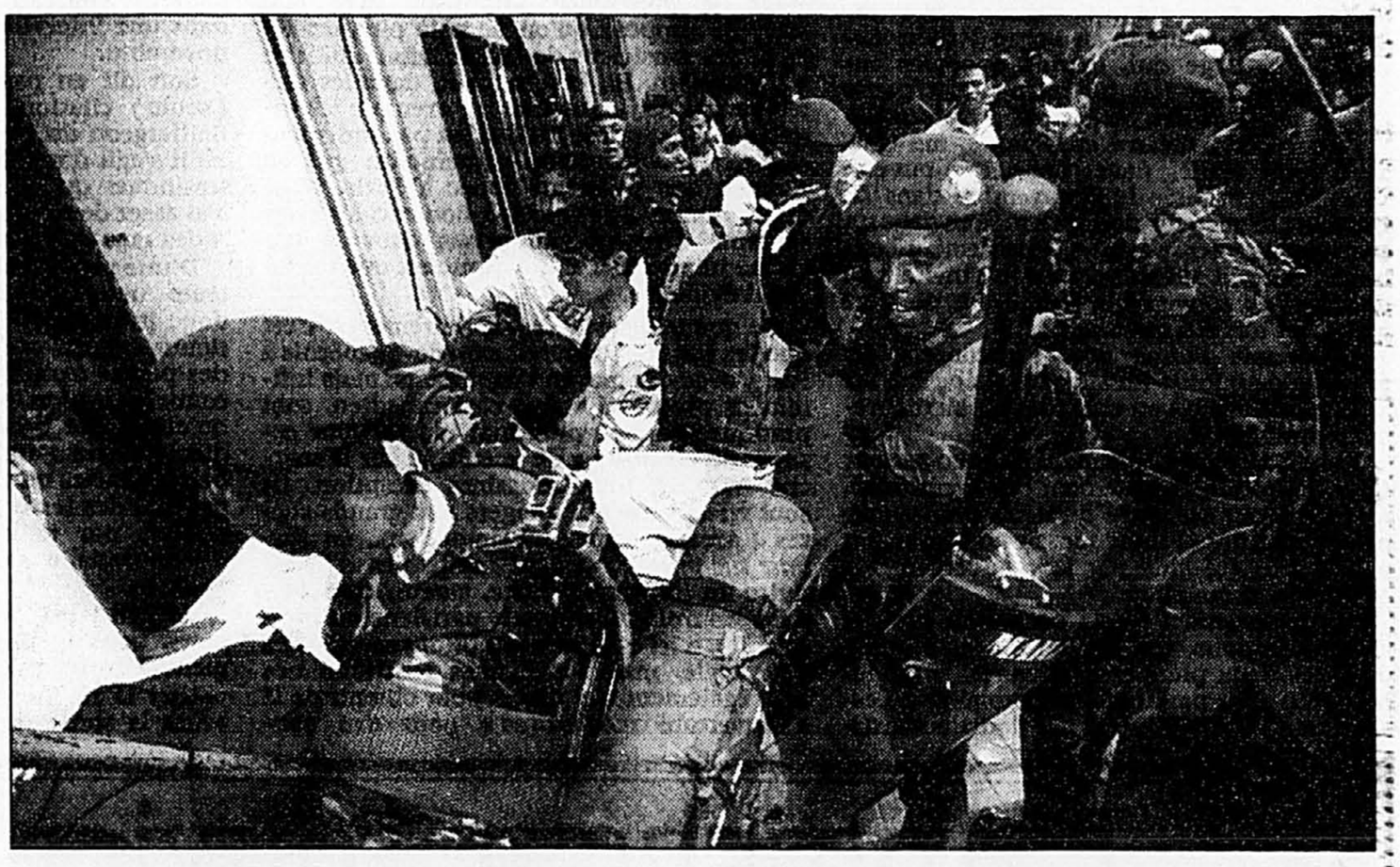


PHOTO AFP

**Des soldats indonésiens tentaient hier tant bien que mal de retenir des milliers de gens de piller les magasins dans un centre commercial de Djakarta, la capitale.**

# Le chef du PKK demande asile en Italie

## *Le leader kurde aurait prévenu Rome de son arrivée*

*d'après AFP et AP*
ROME

Le président du Parti des travailleurs du Kurdistan ( PKK ), Abdullah Ocalan, a demandé formellement hier l'asile politique aux autorités italiennes, a annoncé dans une conférence de presse à Rome un porte-parole de son mouvement en Europe, M. Akif Hassan.

Le porte-parole a affirmé que M. Ocalan « avait averti le président du conseil ( Massimo d'Alema ) et le ministre des Affaires étrangères ( Lamberto Dini ), avant qu'il ne quitte la Russie ». Un des collaborateurs de M. Hassan a tenu à préciser que les contacts avaient été noués avec les autorités italiennes par le biais « d'intermédiaires » dont il n'a pas voulu révéler les identités. Il a précisé qu'il ne s'agissait pas d'un contact direct avec le président du Conseil ou le ministre des Affaires étrangères, mais d'une mission menée par ces « négociateurs » auprès des services de la présidence du Conseil, puis du ministère.

« Le président Ocalan est venu en Italie por ouvrir une voie de la paix, une solution politique. Nous avons voulu porter notre lutte au coeur de l'Europe et dans le monde », et l'Italie a été choisie à cause de son caractère « démocratique » et en raison de l'invitation de nombreux parlementaires italiens, a dit le porte-parole.

Il a souligné la mobilisation des Kurdes en Europe en faveur de leur président.

Des centaines de personnes ont manifesté hier dans les rues de Rome, après l'arrestation d'Abdullah Ocalan, en fuite depuis 14 ans, et dont la Turquie réclame l'extradition. Des échauffourées ont éclaté et deux journalistes turcs auraient été pris à partie par des militants kurdes.

Fondateurs du PKK, Abdullah Ocalan, dit « Apo », arrêté jeudi soir en provenance de Moscou, a demandé l'asile politique en Italie. Le ministère de l'Intérieur n'a pas souhaité commenter cette information.

En revanche, Armando Cossutta, leader des communistes italiens, a appelé le gouvernement à lui accorder cet asile : « Ocalan est un combattant courageux qui a toujours lutté pour son peuple, 25 millions d'hommes et de femmes qui n'ont pas leur propre pays, un peuple férocement réprimé par les autorités nationales », a-t-il déclaré à l'agence ANSA.

Le Front national de libération du Kurdistan, organisation chapeautant le mouvement kurde et considéré comme l'aile politique du PKK, a fait savoir que les Kurdes de toute l'Europe envisageaient de se retrouver à Rome pour manifester contre l'arrestation de leur dirigeant.

En Allemagne, où la communauté kurde est importante, on a également manifesté hier : plus de 2000 personnes étaient réunies à Francfort, un millier à Sauerbruch, 900 à Wiesbaden et 400 à Cologne.

**REPÈRES** / *RDCongo*

# Préparatifs de guerre

**MICHEL CARIOU**
*de l'Agence France-Presse,* KINSHASA

Les deux coalitions d'armées soutenant l'une le président Laurent-Désiré Kabila, l'autre la rébellion congolaise, sont désormais prêtes à s'affronter en République démocratique du Congo, menaçant l'Afrique d'une guerre sans précédent.

Face à ce conflit qui implique militairement au moins sept États d'Afrique centrale et australe, la diplomatie internationale reste sur la défensive, malgré la récente tournée dans la région du sous-secrétaire d'État américain aux Affaires africaines, Susan Rice, ou le nouveau voyage en cours de l'envoyé spécial de l'Union européenne pour la région des Grands Lacs, Aldo Ajello.

Le Conseil de sécurité de l'ONU ne s'est toujours pas saisi du dossier, malgré l'escalade ininterrompue de la crise depuis le déclenchement, le 2 août, de la rébellion par des combattants banyamulenge, Congolais tutsis d'origine rwandaise, soutenus par l'Ouganda et le Rwanda.

Après trois mois et demi de guerre, deux blocs militaires sont directement face à face dans l'est de la RDC, sous contrôle de la rébellion, sur une ligne de front qui s'étend sur plus de 1500 km du nord au sud.

D'un côté, les Forces armées congolaises ( FAC ) du président Kabila épaulées par des troupes angolaises, zimbabwéennes, namibiennes et tchadiennes. Ces forces ont répété à plusieurs reprises ces derniers temps qu'elles allaient passer à l'offensive dans l'est si le Rwanda et l'Ouganda ne retiraient pas leurs troupes. Elles ont considérablement renforcé depuis deux semaines leur dispositif en RDC.

En face, la rébellion appuyée par les armées ougandaise et rwandaise. De l'aveu de Kampala cette semaine, le véritable patron militaire de la rébellion est le propre chef d'état-major de l'armée ougandaise, le général James Kazini, assisté d'un officier supérieur rwandais.

Les deux camps préparent cette guerre annoncée dans le secret : les militaires angolais et zimbabwéens, comme leurs homologues rwandais et ougandais, se gardent de toute déclaration sur les effectifs engagés et leur localisation.

Fin octobre, des combats ont déjà opposé, selon le général Kazini, les troupes ougandaises aux soldats tchadiens sur le front nord-est, vers la localité de Dulia ( environ 1200 km au nord-est de Kinshasa ). Selon un employé de la Croix-rouge congolaise, au moins 122 Tchadiens auraient été tués dans ces affrontements.

Sur le front sud-est, vers la ville de Kalémie ( 1600 km à l'est de Kinshasa ), position la plus au sud tenue par les rebelles, les Zimbabwéens ont attaqué à plusieurs reprises des positions rebelles.

Selon des sources dignes de foi, si une solution diplomatique de dernière minute n'intervient pas, les combats les plus durs devraient se dérouler dans cette zone, sur un front de 500 km, entre les villes de Kalémie et de Kindu ( 1200 km à l'est de Kinshasa ), prise par la rébellion en octobre après une bataille de huit jours contre les FAC, qui y avaient établi leur état-major de campagne pour l'est.

Cette zone commande d'un côté l'accès aux provinces minières du Katanga et du Kasaï, contrôlées par Kinshasa, de l'autre les voies d'accès à la province du Sud-Kivu, bastion de la rébellion, distante d'une centaine de km de Kalémie et de Kindu.

Face à cette concentration de forces, les efforts de la diplomatie internationale n'ont guère porté de fruits.

« En demandant indistinctement le retrait de toutes les forces étrangères de RDC, la communauté internationale place sur le même pied les troupes rwandaises et ougandaises qui commandent une rébellion et les contingents alliés, venus à la demande du gouvernement avec le mandat de la Communauté de développement d'Afrique australe ( SADC ) », commente-t-on à Kinshasa.

Depuis début août, une dizaine de réunions ou de sommets ont été consacrés au conflit, sans que cela débouche sur une issue négociée.

Le président sud-africain Nelson Mandela a également tenté d'amener les belligérants à la raison, mais en vain.

Washington, qui avait accordé sa bénédiction à M. Kabila pour renverser le maréchal Mobutu avec l'aide de Kampala et de Kigali, voit aujourd'hui les anciens alliés se déchirer.

# « Gouffre culturel », troisième et dernière



**Louis-Bernard Robitaille**

*collaboration spéciale*
PARIS

Le metteur en scène Robert Lepage qui, depuis quelques années fait indéniablement partie des dix ou quinze grands noms du théâtre en Europe, me conseille, dans une lettre ouverte publiée le 9 novembre dans *La Presse*, de m'abstenir de citer son nom dans un article sans « les » avoir préalablement contactés. Conseil subsidiaire : « Je l'invite à se documenter convenablement avant de citer mon cas à tort et à travers. »

Je prends bonne note du conseil. En échange de quoi je lui suggérerais de lire les articles incriminés au-delà du titre ou du premier paragraphe.

Robert Lepage, qui oeuvre dans un secteur ( par définition et justement ) subventionné, rappelle dans sa lettre qu'il n'aurait jamais pu se produire et donc réussir en France s'il n'avait pas été aidé par les gouvernements québécois et canadien.

Or, justement, l'article ne portait pas sur ces subventions. Ou plutôt : à trois reprises dans les deux premières colonnes, je rappelais qu'il était parfaitement normal et nécessaire que, dans la plupart des domaines artistiques, les gouvernements paient les frais de déplacement et de séjour des artistes québécois qui viennent tenter leur chance à Paris.

« Lorsqu'il y a eu succès ou triomphe ( ... ) les gouvernements n'y étaient strictement pour rien, SAUF, on l'a dit, pour le fait qu'ils avaient subventionné les frais de voyage et de séjour des artistes concernés. » Extrait du 4e paragraphe ( 18 octobre ).

Il est donc normal que les gouvernements paient ces frais aux chanteurs et musiciens qui se produisent en France, aux troupes de théâtre ou aux cinéastes qui se produisent dans des festivals, à des auteurs ou éditeurs qui vont aux Salons du livre etc. etc. Le tout étant de préférence administré avec bon sens : je suppose qu'on ne paie plus les séjours des musiciens de Céline Dion, qui n'en a pas besoin. Et, inversement, dans les secteurs régis par le commerce ( exemple les variétés ), on suppose qu'il n'est pas indispensable de subventionner quelqu'un qui en serait à son troisième échec à Paris. Mais qu'on donne de l'argent à bon escient pour soutenir diverses entreprises dans le domaine intellectuel et artistique est une nécessité d'évidence.

Ce que je disais — assez clairement —c'est que les services culturels canado-québécois à Paris, avec des moyens importants, mais infiniment plus importants côté canadien, sont pratiquement les plus mal placés pour essayer de « vendre » de la culture sur le marché français. Sauf rarissime exception, ils sont effectivement étrangers aux grands succès ( Arcand, Lepage, Plamondon... ou *Surprise sur prise* ! ), et sont incapables d'introduire un inconnu ( artiste, auteur, cinéaste ) dans les milieux culturels parisiens ou français. Il y a ici et là des exceptions marginales à la règle, mais les mêmes fonctionnaires sont également mal placés pour obtenir de la « couverture médiatique » pour des nouveaux venus. La réalité toute simple, c'est que, dans tous les secteurs, ce sont les artistes ou les producteurs, dûment subventionnés, qui doivent se faire leurs propres relations dans les milieux concernés et dans la presse.

Et si Robert Lepage — c'est la dernière fois que je cite son nom ! — s'est vu offrir par l'Opéra-Bastille la mise en scène de la Tétralogie de Wagner, ce n'est pas à des salariés des gouvernements qu'il le doit.

■■■

De manière plutôt amicale, l'ancienne responsable du théâtre aux services culturels canadiens, Diane Miljours, me mettait en cause dans une interview donnée au *Devoir*, début novembre.

Soit dit en passant, il faut noter que la ( seule ) citation que m'attribue Stéphane Baillargeon du *Devoir* n'est pas de moi, mais qu'il s'agit d'une boutade lancée par un professionnel québécois de la culture à Paris. J'ai assez de m'occuper de mes propres turpitudes sans qu'on m'attribue celles des autres.

D'une part, Diane Miljours, qui était longtemps une salariée « locale » du Canada — et donc infiniment moins payée que les fonctionnaires envoyés d'Ottawa — fait partie des petites exceptions à la règle, puisqu'elle connaissait bien le milieu théâtral français, et qu'elle a été capable, à quelques reprises, d'amener de ( vrais ) journalistes français à des spectacles ou de brancher des professionnels sur des festivals, ici et là en France. ( Le théâtre, par définition, est un art moins « commercial » que les variétés ou le cinéma ).

« ( LBR ), dit « en rigolant » Diane Miljours, nous a sollicités pour faire le lancement de son dernier livre à l'ambassade. »

Un : la réalité est plutôt que, trois mois avant la sortie du livre à Paris, « on » m'a proposé de faire le cocktail à la luxueuse résidence de l'ambassade. Deux : l'éditeur et moi-même n'avons pas demandé qu'on organise un cocktail, mais organisé un cocktail aux frais de l'ambassade, ce qui n'est pas pareil. Trois : nous avons amené à la résidence au moins 80 personnes, dont une demi-douzaine d'écrivains, deux directeurs de journaux, des journalistes du *Monde* et de *L'Express* ( plus une demi-douzaine d'autres ). Quatre : il ne s'agissait pas d'un cocktail de pure complaisance pour le ( faux ) lancement d'un livre introuvable en librairie. J'avais écrit le livre ; l'éditeur en a imprimé 4000 exemplaires, payé un dessin original au dessinateur du *Nouvel Observateur*, payé 5000 $ une attachée de presse, tandis que j'avais trouvé une « vedette » parisienne pour préfacer le livre. Bref, il s'agissait d'une vraie tentative pour un livre édité au Québec, avec une vraie ( et inégale ) mise en place en librairie, et une couverture médiatique non négligeable. Résultat des courses : 3000 exemplaires vendus, ce qui est selon moi un demi-échec, mais qui a le mérite d'exister.

Dans ce genre d'opération, un cocktail ne sert qu'à faire à Paris le nécessaire tape-à-l'oeil pour essayer d'impressionner par contagion les gens dans le milieu. La résidence du faubourg Saint-Honoré était un excellent lieu pour le faire. Si on avait subventionné l'éditeur pour qu'il organise un cocktail au premier étage de la tour Eiffel, ce n'aurait pas été mal non plus.

P.S. — Au cas où l'on s'interrogerait sur l'oecuménisme politique de cette opération, ajoutons que deux jours après l'ambassade, on amenait une centaine d'invités ( avec le concours de la délégation qui avait posté les invitations ) à la Librairie du Québec, où les responsables paraissaient plutôt heureux de l'affluence.

# L'Autriche se souvient de ses Juifs

## *Du pogrome que fut la « Nuit de cristal », au mémorial de la Shoah*

**PIERRE DAUM**
*collaboration spéciale,* VIENNE

Novembre 1938 : l'Autriche n'était pas intégrée au Reich depuis huit mois qu'avait lieu la première action violente de masse perpétrée contre les Juifs.

Cette « Nuit de cristal », on en connaît les causes. Les cadres du Parti national-socialiste, Josef Goebbels en tête, désiraient en finir brutalement avec le processus — trop lent à leur goût — d'expropriation et d'expulsion des citoyens juifs.

En ce début de novembre 1938, une occasion favorable se présenta : le 7, un jeune Juif polonais vivant à Paris, Herschel Grunspan, révolté de savoir ses parents chassés d'Allemagne, achète un revolver, pénètre dans l'ambassade du Reich, au 78, rue de Lille, et tire sur la première personne qui croise son chemin. Ce sera le conseiller d'ambassade Ernst vom Rath.

Deux jours plus tard, toutes les sections du parti sont justement occupées à fêter le quinzième anniversaire du putsch ( raté ) d'Hitler à Munich, en 1923. Tard dans la soirée, les dirigeants locaux reçoivent la consigne de transformer cette joyeuse célébration en manifestation « spontanée » de vengeance contre les Juifs.

L'émeute se propage avec une rapidité foudroyante. Partout, à peu près la même scène se répète : vers 1 h du matin, une brigade mobile de SA s'approche de la synagogue de la ville, lance des grenades incendiaires à l'intérieur, et commence à détruire et piller tous les magasins juifs des alentours. Les SS interviennent pour arrêter plusieurs milliers de Juifs, dont la plupart seront déportés à Dachau. Des centaines de personnes sont battues. Les violences durent jusqu'au petit matin.

### Le pogrome

Le bilan chiffré de ce que les nazis nommèrent la Nuit de cristal ( comme métaphore cynique des vitrines volant en éclats ), et qu'il convient bien mieux d'appeler le Pogrome de novembre — comme le font aujourd'hui Allemands et Autrichiens — est difficile à établir.

Comparé à celui de l'Allemagne, le bilan autrichien est proportionnellement très lourd : la quasi-totalité des synagogues du pays ( une cinquantaine ) sont détruites, 4000 magasins et 2000 appartements saccagés, 6000 personnes arrêtées, et une trentaine assassinées. Sans compter la vague de suicides qui s'ensuivit.

Pourquoi un tel déchaînement de haine, chez un peuple réputé pour sa bonhomie et sa passivité ? Il existait en fait, à l'époque, une violence antijuive spécifique de ce côté-ci des Alpes. On pourrait l'expliquer par un antisémitisme historiquement plus développé qu'en Allemagne, lié peut-être aux composantes catholique et slave de l'Empire austro-hongrois.

Il y a cependant une explication plus « rationnelle » : Hitler ayant accédé au pouvoir en janvier 1933, les Allemands ont eu très tôt le loisir de laisser libre cours à leur haine antijuive. Les Autrichiens, eux, durent « ronger leur frein » cinq années supplémentaires. Au lendemain de l'« Anschluss » ( 13 mars 1938 ), ils voulurent rattraper en quelques mois une violence que les premiers avaient étalée sur plusieurs années. C'est ainsi qu'apparurent ces scènes terribles où des nazis autrichiens prirent plaisir à humilier leurs concitoyens juifs en les forçant à astiquer un trottoir, à quatre pattes avec une brosse.

### Le début de la fin

Comme l'explique Léon Poliakov ( *Bréviaire de la haine*, 1951 ), « la nuit du 9 au 10 novembre est un point tournant. Pour les Juifs du Reich, elle signifie une aggravation extraordinaire de leur sort ; pour les chefs nazis, si l'extermination est encore loin d'entrer dans leurs intentions, du moins peuvent-ils se convaincre que toutes les brutalités et tous les excès leur sont désormais permis ». Pour les Juifs autrichiens, c'est en effet le début de la fin. Sur les 182 000 recensés en 1938, 70 000 périront dans des camps, et autant s'exileront. En 1947, la communauté juive d'Autriche ne comptait plus que 8500 âmes.

Qu'en est-il aujourd'hui, au moment où le pays commémore avec ampleur les 60 ans du Pogrome de novembre ? En quantité, la communauté n'a pas beaucoup évolué : l'Israelitische Kultusgemeinde ( IKG, Communauté du culte israélite ), unique institution représentative, compte 7000 membres, auxquels on doit ajouter entre 3 et 5000 non-inscrits. La plupart d'entre eux vivent à Vienne, et seules quelques centaines se répartissent entre Graz, Linz, Innsbruck et Salzbourg. Mais si les deux tiers sont nés en Autriche, seul un dixième est issu de parents réellement autrichiens. Beaucoup tirent leurs origines de Hongrie, de Bohême ou d'Israël. De plus, à l'époque du rideau de fer, Vienne a toujours été très appréciée comme lieu de passage, et souvent d'installation, pour les réfugiés d'URSS. Enfin, la chute du mur de Berlin a vu affluer quelques milliers de Juifs de Russie, du Caucase, de Géorgie et d'Ouzbékistan. Leur intégration au sein de la Communauté ne se fait d'ailleurs pas sans heurt.

### Vivre en Autriche

Une question demeure : comment peut-on vivre, en tant que Juif, dans un pays qui a autant participé à l'entreprise de mort nazie ? La réponse est naturellement différente selon chacun, mais une constante demeure : éviter autant que possible des relations trop approfondies avec des Autrichiens non juifs, participer aux activités proposées par l'IKG, faire régulièrement le voyage en Israël, et se tourner de préférence vers l'importante communauté internationale qui vit à Vienne.

C'est ainsi que, par exemple, de nombreux Juifs ont fait toute leur scolarité au très réputé Lycée français de la capitale. Cependant, certains changements se font sentir : « Pendant très longtemps, raconte Ariel Muzicant, nouveau président de l'IKG, on faisait attention de rester très discrets. Au restaurant, par exemple, on baissait sensiblement la voix pour aborder un sujet « juif ». Depuis une dizaine d'années, la mentalité des Juifs a complètement changé. Une nouvelle génération est apparue, confiante en elle-même, et prête à revendiquer sans réticence sa judéité. »

Du côté des non-Juifs, les choses ont aussi considérablement évolué. En 1945, le départ avait été très mal pris lorsque, en accord avec les Alliés, les nouvelles autorités avaient décrété que l'Autriche avait été « la première victime » de l'agression hitlérienne. Malgré une dénazification plus ou moins poussée ( les enseignants, par exemple, comme le rappelle Simon Wiesenthal dans son livre *Justice n'est pas vengeance*, qui tous avaient adhéré au parti, ont tous été réintégrés ), les Autrichiens n'ont donc jamais fait ce travail sur leur passé, comme a pu le faire, à un certain degré, le peuple allemand.

Il a vraiment fallu attendre l'affaire Waldheim en 1986 ( du nom de l'ancien président de la République, soupçonné d'avoir participé à l'extermination de Juifs dans les Balkans en 1942 ), et l'émergence en fait d'une nouvelle génération de responsables, pour qu'une brèche vienne enfin fissurer le mur de silence qui enveloppait le passé nazi de l'Autriche.

On dut cependant encore attendre cinq années pour que le chancelier Vranitzky prononce, le 8 juillet 1991, un discours célèbre devant le Parlement, lors duquel il reconnaissait « une part de responsabilité pour les souffrances que l'Autriche n'a pas infligées en tant qu'État, mais que des citoyens de ce pays ont attirées sur d'autres hommes et d'autres peuples ».

À partir de ce moment-là, de nombreuses initiatives, tant individuelles que collectives, apparurent. Un musée juif ouvrit ses portes à Vienne, on décida de consacrer une place du centre-ville — la Judenplatz — à un mémorial de la Shoah ( qui, comme à Berlin, a connu de nombreux bouleversements, mais qui doit être achevé avant l'an 2000 ), de nombreux jeunes choisirent comme « service civil » de travailler dans une organisation caritative juive, un couple ( catholique ) mit en place une association de restauration des cimetières juifs en Autriche, un Fond national de dédommagement aux victimes autrichiennes du nazisme vit ( enfin ! ) le jour, les manuels scolaires changèrent quelque peu, de nombreux symposiums et publications sur les Juifs et l'Autriche apparurent, etc. Plus globalement, une troisième génération ( celle des petits-enfants de ceux qui votèrent oui à l'« Anschluss » ) commença à porter un regard critique sur ses grands-parents.




**Vienne, la ville douce, aura connu des jours pénibles au deuxième quart de ce siècle.**

### Ignorer l'histoire

Aujourd'hui, tout n'est pas réglé pour autant, loin de là. En deçà des préjugés, une terrible ignorance des détails de l'histoire pèse toujours sur les mentalités.

Ignorance complète, aussi, de la part des non-Juifs, de ce que cela peut être qu'être Juif. Robert S. est en cela un parfait exemple : journaliste, 45 ans, habitant le 2e arrondissement ( l'ancien quartier juif de Vienne ), il a décidé de monter une association pour faire revivre le passé juif de son quartier. Voulant un jour connaître le goût des matzoh balls, il se présenta devant une épicerie cachère... un samedi matin ! Une telle ignorance, ici amusante, peut souvent se révéler blessante. Ce qui fait qu'aujourd'hui, toujours aussi peu de contacts sont établis entre Juifs et non-Juifs en Autriche.

La commémoration des 60 ans du Pogrome de novembre entre parfaitement dans cette nouvelle évolution des choses. Une exposition sur les *Synagogues en flammes*, patronnée par tout le gratin politique du pays, a lieu dans les nouveaux locaux d'Esra, une association d'aide aux rescapés des camps de concentration. De l'autre côté de la ville, sur les lieux mêmes d'une synagogue détruite, un groupe de voisins ont pris l'initiative de rebâtir la façade du bâtiment en signe de commémoration. Depuis un mois, témoignages de rescapés, symposiums sur la Shoah et manifestations diverses se sont succédé. À Graz, le conseil municipal a voté à l'unanimité la construction d'une nouvelle synagogue, à l'emplacement même de l'ancienne.

On ne peut certes qu'encourager de telles initiatives. Cependant, au même moment, après avoir dérangé en profondeur la société suisse, la question de la spoliation des victimes du nazisme par les banques et les grandes entreprises vient de franchir la frontière autrichienne.

Edward Fagan, un des avocats américains ayant obtenu gain de cause en Suisse dans l'affaire des fonds en déshérence, a annoncé, le 20 août dernier, son intention d'attaquer la grande banque autrichienne Creditanstalt pour les contacts commerciaux qu'elle a entretenus pendant la guerre avec 13 camps de concentration, dont Auschwitz.

Immédiatement, de fortes résistances sont apparues de la part des milieux politiques, d'autant plus que les deux grands partis, le SPÖ et l'ÖVP, n'auraient pas eu une attitude très claire, en 1945, au moment de restituer certains biens volés par les nazis. Une Commission d'historiens vient d'être mise en place, qui doit dresser le bilan complet de cette période. Mais, contrairement à l'exemple de la Suisse, aucune loi constitutionnelle n'a été envisagée pour soutenir efficacement les travaux de la commission. Quoi qu'il en soit, la situation actuelle offre une occasion intéressante de prendre le pouls de la société autrichienne à propos de son passé, une demi-génération après la lame de fond provoquée par l'affaire Waldheim.

# La presse d'ailleurs

*parcourue par Réal Pelletier*

The Washington Post BusinessWeek Newsweek THE WALL STREET JOURNAL.

# Et l'industrie du médicament dans tout ça ?

***Des pilules qui sauvent — ou qui tuent —, d'autres qui conservent la jeunesse, et finalement une demande mondiale en pleine ascension ; comme les profits...***

Le médicament, ces jours-ci, est de toutes les manchettes. Est-ce que l'introduction de l'assurance-médicaments a conduit à des morts, et si oui, à combien ? La réponse est difficile, parce qu'elle est liée à des comportements individuels. Mais on sait que 1,3 million de Québécois sont désormais protégés sous ce rapport et qu'ils ne l'étaient pas. Et il faudrait, là-dessus aussi, éventuellement pouvoir comptabiliser les résultats. Convenons pour l'instant qu'un climat de campagne électorale n'est guère propice au raffinement comptable.

Hors contexte électoral justement, le printemps dernier aux États-Unis, une nouvelle qui aurait pu faire sensation a finalement explosé en sourdine : 106 000 Américains ayant consommé des médicaments dans les règles en meurent chaque année et plus de deux millions en subissent des réactions graves. Ce qui mouille le pétard ici, c'est que dans l'intervalle, des dizaines de millions d'Américains sont sauvés ou continuent à vivre grâce aux médicaments.

La confiance dure. Et l'industrie, à cheval déjà sur un marché planétaire qui fait dans les 300 milliards US ( le tiers aux États-Unis ), ne veut plus seulement vous sauver la vie, mais vous aider à mieux vivre : à bander par exemple ( Viagra ), mais aussi à garder une ligne svelte, une peau potable ( la pilule anticonceptionnelle qui prévient en même temps l'acné ).

L'industrie a fait marche arrière dans le jeu de la vie : elle prend ses distances par rapport à la mort et joue à vif dans la culture des baby-boomers, promettant, en échange d'une consommation permanente jusqu'à la fin de vos jours, la conservation d'une certaine jeunesse.

N'empêche : des problèmes ramènent périodiquement l'industrie à ses premiers devoirs, comme à ses premiers profits.

## Que de morts

Le *Washington Post* reproduisait, à la mi-avril dernier, les conclusions d'une étude sur l'effet des médicaments publiée par le *Journal of the American Medical Association*. Il s'agit de l'étude la plus vaste et la plus complète jamais réalisée sur le sujet. Elle révèle que durant l'année observée, 1994, plus de deux millions d'Américains sont devenus sérieusement malades pour avoir consommé des médicaments pourtant correctement prescrits et correctement absorbés, et que 106 000 ont succombé aux réactions produites par ces médicaments. Des chiffres à faire dresser les cheveux sur la tête qui excluent les victimes d'abus de médicaments.

Autre comptabilité de l'étude, dirigée par un neurophysiologiste de l'Université de Toronto, Bruce Pomeranz : un patient sur 15 hospitalisés aux États-Unis doit s'attendre à de sérieuses réactions aux médicaments, prescrits ou en vente libre, et 5 % des patients touchés en mourront.

On a reproché à cette étude, disait ultérieurement *Business Week*, de n'avoir retenu comme sujets d'observation que des patients alités dans des hôpitaux universitaires américains, ce qui pourrait fausser l'échantillonnage. Par contre, c'était la première fois qu'une étude de cette nature ne tenait compte que de patients dont les prescriptions ont été faites selon les règles de l'art et qui se sont subséquemment pliés au mode d'emploi.

Si ces chiffres se vérifient, cela veut dire que les médicaments occupent le quatrième rang dans la hiérarchie des causes de mortalité aux États-Unis, après les maladies cardiaques, le cancer et les congestions cérébrales, et avant les maladies pulmonaires, la pneumonie et le diabète.

Bon. Ici aussi, le coup de sang médiatique était facile, mais il se trouve que Bruce Pomeranz lui-même, le chercheur en chef lié à cette étude, fut le premier à nuancer ses trouvailles : dans l'état actuel des choses, dit-il, les médicaments qui par exemple éclaircissent le sang peuvent causer des saignements mortels, mais on sait qu'ils protègent d'innombrables citoyens contre les maladies cardiaques. Il convient donc, selon lui, de raffiner les méthodes de dépistage des réactions suscitées par les médicaments, et de s'assurer qu'un cerveau central, sous l'égide de la Food and Drug Administration ( FDA, qui contrôle les médicaments aux États-Unis ), puisse en être informé le plus rapidement possible. De fait, la FDA a déjà amorcé un réseau informatique de cette nature, alimenté par les médecins et à l'usage des médecins.

Le chiffre des morts et des personnes intoxiquées par des médicaments impressionne, mais il faut aussi comprendre que 33 millions d'Américains auront été hospitalisés aux États-Unis en 1994, année de l'étude. Un professeur de l'École de santé publique de Harvard, le Dr Lucian Leape, va plus loin dans



*Newsweek :* 100 000 morts par les médicaments par année, c'est 100 000 morts de trop ; mais ça reste 0,32 % de toutes les personnes hospitalisées. « Quand on sait, dit-il, combien de médicaments sont utilisés, peut-être ces chiffres ne sont-ils pas si effarants après tout. »

## Autres problèmes

La lecture des grands médias laisse l'impression que l'industrie du médicament s'est bien défendue dans ce dossier. Mais elle n'est pas au bout de ses peines pour autant.

La FDA, qui approuve les médicaments, a ordonné le retrait du marché de quatre médicaments en une année terminée en septembre, ce qui constitue un record, note le *Wall Street Journal*. Duract, un médicament contre la douleur, a été interdit après que quatre personnes en eurent été mortellement atteintes et que huit autres consommateurs eurent dû se soumettre à des greffes de foie. La maison Wyeth-Ayerst, qui produit le Duract, avait subi le même échec en septembre 1997 avec Redux, un médicament contre l'obésité qui avait le fâcheux effet secondaire de détraquer les valves cardiaques.

Dans le cas de Duract, le feuillet d'accompagnement du médicament comprenait 56 paragraphes, et ce n'est qu'au 19e qu'étaient mentionnés les effets secondaires possibles. Ce qui signifie en pratique, a noté un fonctionnaire de la FDA, que seuls le fabricant, la FDA et les avocats avaient le temps de lire le feuillet, certainement pas les médecins. Une autre spécification du feuillet / dictionnaire limitait le traitement à dix cachets ; un menuisier de Brooklyn souffrant de violents maux de tête s'est vu prescrire 200 cachets — 190 de trop. Nausées, perte de poids, fatigue chronique le ramènent chez le médecin, qui y va de 360 cachets supplémentaires... jusqu'à ce que son pharmacien se donne la peine de lire le feuillet. L'ouvrier a entamé des poursuites.

Accidents de parcours qui ne brisent pas pour autant l'élan de l'industrie pharmaceutique.

## Pilules et « lifestyle »

Le célèbre Viagra fut un révélateur. « C'est une sorte de phénomène culturel », a confessé le patron de Pfizer, William C. Steere Jr, à *Business Week*, qui constate qu'à une époque où le citoyen est prêt à allonger de 20 à 30 $ par mois pour le câble, il n'hésitera pas à s'abonner à perpétuité à des médicaments catégorie « lifestyle », une panoplie de cachets capables, sinon de ramener la jeunesse, du moins de freiner le vieillissement à tous égards.

*Business Week* estimait en mai dernier que de ce fait de société, le chiffre d'affaires mondial, déjà astronomique, de l'industrie pharmaceutique pourrait doubler en cinq ans, secouant l'ensemble du paysage économique. Le seul Viagra a permis à Pfizer de multiplier par 54 l'espérance ordinaire de rendement des actions en 1998. *Business Week* anticipe pour Pfizer des ventes de 10 milliards en 2002.

Le Lipitor, réducteur de cholestérol produit conjointement par Warner-Lambert et Pfizer, engendrera six milliards la même année.

Et certaines opérations de marketing ciblent des marchés très jeunes, comme cette publicité d'une filiale de Johnson & Johnson's, qui touche des femmes de moins de 20 ans avec des titres du genre : « La pilule anticonceptionnelle qui garde votre peau claire. » Visa le noir, tua le blanc... et le noir. Génial, cet Ortho Tri-Cyclen. Le *Wall Street Journal* fait part d'inquiétudes dans les milieux de la santé : cette pilule anticonceptionnelle est-elle la mieux adaptée à la cliente ? Celle-ci l'ignore, mais reste fascinée par le fait que ladite pilule prévient en même temps l'acné.

## Au-delà des pilules

Cette nouvelle culture du « lifestyle » par la médecine ne s'arrête d'ailleurs pas aux médicaments. Les diverses chirurgies qu'on pourrait qualifier de cosmétiques sont aussi en expansion phénoménale aux États-Unis : 2,1 millions d'opérations l'an dernier, rapporte *Newsweek*. Une hausse de 50 % par rapport à 1992.

Dans certains cas — croissance mammaire et liposuccion — le chiffre a plus que triplé en cinq ans.

Nouveau : on n'attend plus d'avoir 50 ans pour se faire remonter le visage. Trente-cinq pour cent de ces opérations désormais se font sur des personnes de moins de 50 ans. En 10 ans, confie un chirurgien californien, la moyenne d'âge de la clientèle a baissé de 10 ans. L'objectif de la plupart des nouveaux clients : conserver le look de la trentaine.

Et les techniques s'améliorent. L'injection de solutions salines pour augmenter le volume des seins peut se faire désormais par une incision ne laissant à peu près pas de traces au niveau du nombril. La liposuccion aussi laisse moins de traces : on fait « fondre » la graisse, qui sort du corps par un tube minuscule. Quant au « remontage » de visage, fini le ravaudage à coups de fil et d'aiguille : le laser fait les choses tellement plus discrètement.

L'image de soi n'a pas de prix, semble-t-il, dans l'Amérique des baby-boomers.



Los Angeles Times

## Forces de la vie

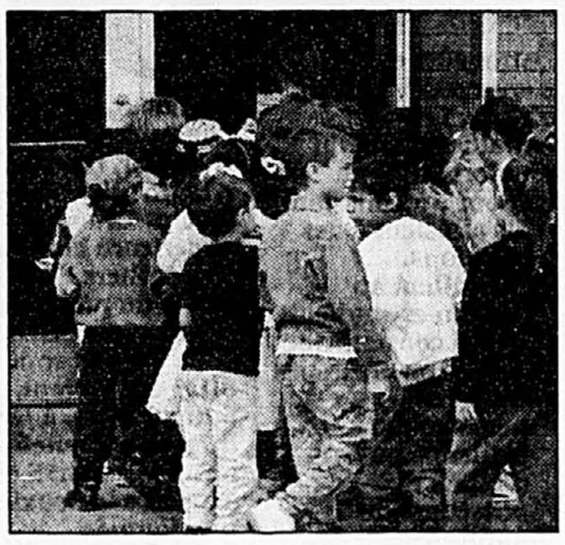
■ Pays singulièrement réfractataire à l'initiative d'État en matières sociales, les États-Unis ne font pas moins preuve de grande imagination sous ce rapport. Ainsi vient de naître à Boston une maison subventionnée qui accueille des grands-parents qui ont pris en charge leurs petits-enfants. GrandFamilies House est un mini-village abritant 26 ménages de ce type, cas de plus en plus fréquents, aussi bien ici d'ailleurs qu'aux É.-U. Le *Los Angeles Times*, qui révèle l'existence de GrandFamilies House, y voit un précédent, susceptible de faire des petits. L'idée a pris forme au sein d'une de ces rares associations regroupant vieillards et enfants, Boston Aging Young & United. Le mouvement avait déjà observé que des vieux sont évincés de leur logement pour personnes âgées lorsqu'ils hébergent leurs petits-enfants. D'autres se sentaient à l'étroit, dans un logement à leur mesure, pour y accueillir un enfant. Et la bureaucratie urbaine ( responsable des programmes sociaux aux États-Unis ) n'avait souvent pas prévu leur cas. Avantage pour les vieux néanmoins : les grands-parents inspirent un respect particulier dans la culture américaine.



THE SUNDAY TIMES

## Survie

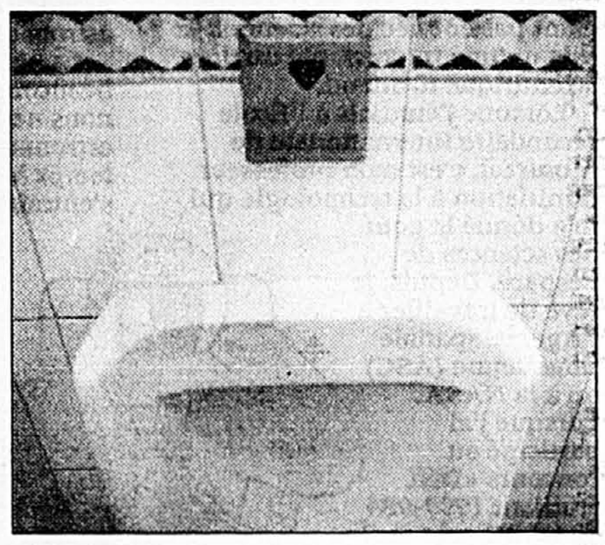
■ Le cinéma des dernières années est loin d'avoir tout dit sur les atrocités de la guerre du Vietnam : notamment sur les séquelles mentales dont en souffriraient quelque 800 000 ex-soldats américains. Psychiatres et informaticiens sont à mettre au point des images virtuelles et le son d'accompagnement reproduisant les situations les plus dramatiques vécues par ces personnes. Le programme consiste à replonger ces anciens soldats dans l'enfer qu'ils ont connu et de déceler leurs réactions à toute une série de situations. Branchés à une panoplie d'appareils de mesure — rythme du coeur, intensité des battements, tests biochimiques —, les ex-combattants livreraient ainsi aux analystes leurs frayeurs les plus secrètes. Les psys ont observé que souvent, la difficulté de vivre de ces personnes dépend de cette portion d'expériences traumatisantes que la mémoire refuse de révéler et que le test est susceptible de mettre au jour. Le sujet demeure, pendant le test, en contact permanent avec le médecin qui oriente l'imagerie en fonction de ce qui lui est narré. Quinze ex-GIs font partie de l'expérience-pilote préparée à Atlanta.



The Boston Globe

## École de vie ?

■ On connaît ici les garderies d'entreprises ou d'institutions ; les Américains aménagent des écoles du même type. L'Aéroport international de Miami par exemple abrite sa propre école pour les enfants de ses employés. La secrétaire Damaris Molero, interviewée par le *Boston Globe*, y trouve nombre d'avantages, comme voyager quotidiennement avec son fils de sept ans entre la maison et le travail ( 40 km ), et ensuite prendre le repas du midi avec lui, ce qui lui permet de suivre de près son cheminement scolaire. Ce concept a vu le jour en Floride il y a plus de 10 ans et se répand. La plupart des spécialistes saluent l'idée mais certains craignent l'effet concentrationnaire exercé par l'entreprise. Parmi les entreprises qui ont adopté la formule : Hewlett-Packard, First Bank et Mall of America. Au Minnesota, le ministère de l'Éducation lui-même a collaboré à l'aménagement d'une école. Variante : en septembre dernier, à Belleview, dans l'État de Washington, une vingtaine d'entreprises se sont entendues pour créer une école privée, de la première à la quatrième années — 8000 $ US par enfant par année. Une première.



The New York Times

## Envie

■ Aux pissotières des toilettes des hommes à la rédaction de *La Presse* désormais, un petit oeil magique rouge, gros comme un demi-petit pois, installé au-dessus du réceptacle, vous regarde béatement vous exécuter. À votre départ, la chasse d'eau entre en action. Une façon moderne, dit-on, d'économiser l'eau d'accompagnement de la production rénale masculine. Les gadgets de cette nature se multiplient en Amérique du Nord dans plein de domaines liés à la consommation de l'eau, tant et si bien qu'entre 1980 et 1995, cette consommation a diminué de 9 % aux États-Unis, en dépit d'une croissance de 16 % de la population. On paraît donc avoir brisé l'équation, persistante antérieurement, entre la croissance démographique et économique d'une part, et celle de la consommation d'eau d'autre part. Le grand coup paraît avoir été donné dans la décennie quatre-vingts, puisque la baisse de consommation n'est que de 2 % de 1990 à 1995, dit le *New York Times*. Peter Gleick, directeur du Pacific Institute for Studies in Development, à Oakland, en Californie, attribue cette diminution de la consommation d'eau à des comportements nouveaux des gens à cet égard plutôt qu'aux gadgets.

La Presse

# La jeune page

La Jeune Presse est une initiative du service de l'information de La Presse. Cette page paraît chaque dimanche, durant l'année scolaire. Son objectif est d'initier les adolescents à l'écriture journalistique en leur permettant de s'exprimer sur les divers sujets qui les intéressent. Le choix des thèmes et des chroniques est du ressort d'un comité de rédaction sous la direction de Alain de Repentigny, adjoint au directeur de l'information. Les élèves du cours secondaire et du cégep qui font de la photo sont également invités à participer à La Jeune Presse en communiquant avec M. de Repentigny. Téléphone : 285-7070 (télécopieur : 285-6808). Adresse : La Jeune Presse, 7 rue Saint-Jacques, Montréal, H2Y 1K9.

JEUX

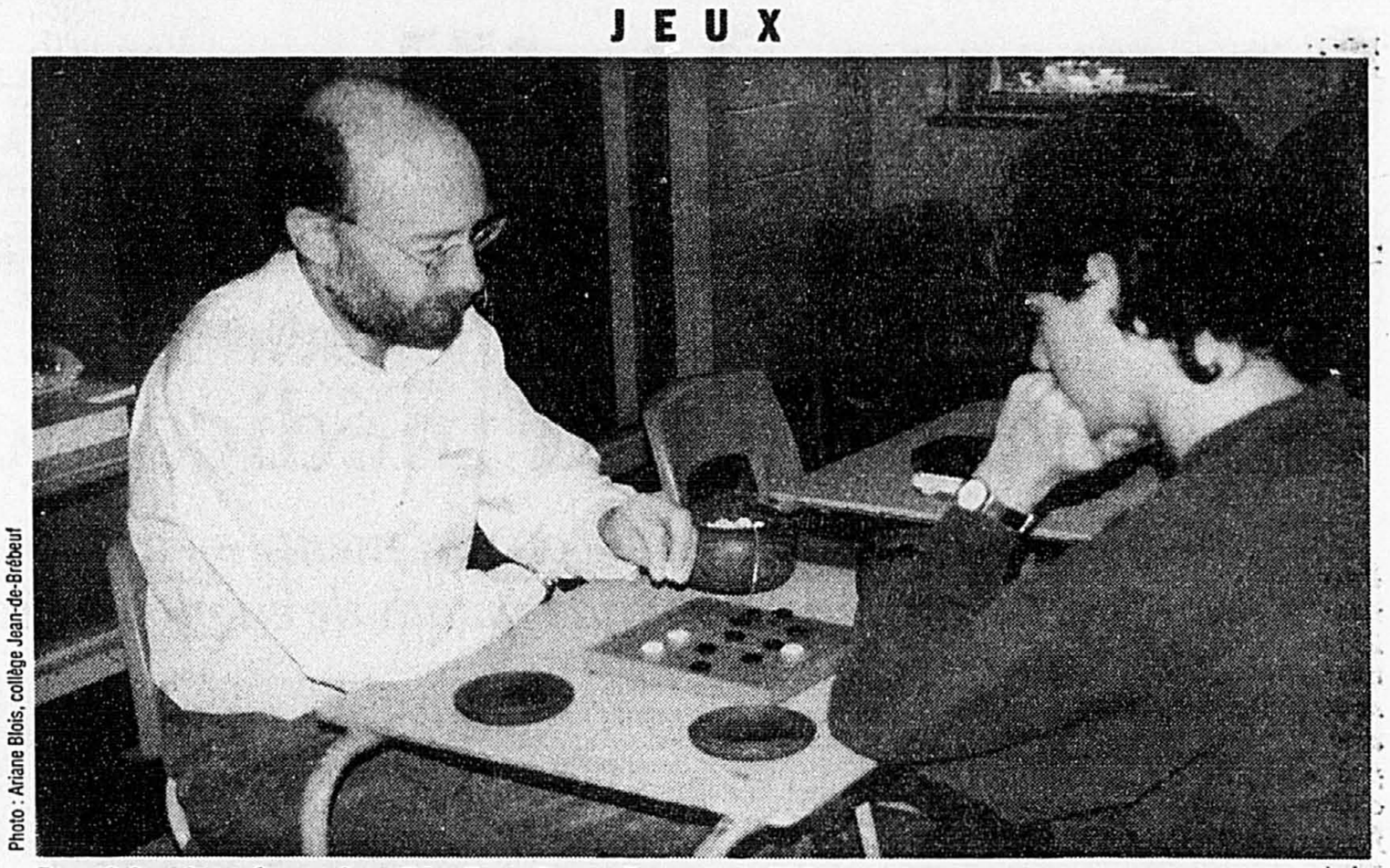


Photo : Ariane Blois, collège Jean-de-Brébeuf

François Lorrain, professeur de mathématiques, joue au Go avec un collégien.

## le go

## *Des millénaires de plaisir*

Au moment où le jeu d'échecs n'en était qu'à ses premiers balbutiements, il y a de cela 1500 ans, le Go, le jeu de stratégie par excellence en Asie de l'Est célébrait, lui, plus de 1500 années parmi les hommes. Nul ne sait exactement où le Go est né, mais on s'accorde pour dire que ce serait sans doute en Asie centrale, au Tibet ou en Chine; il s'est retrouvé en Corée au IIe siècle, puis au Japon au IVe siècle avant d'aboutir dans les pays occidentaux quand le Japon s'est ouvert au reste du monde vers la fin du XIXe siècle.

«Les règles sont très simples, le jeu est riche et les combinaisons, infinies» commente François Lorrain, professeur de mathématiques, mais surtout adepte invétéré du fameux jeu asiatique. Quinze minutes ont suffi au journaliste de *La Jeune Presse* pour comprendre comment se joue le Go. Mais avant d'en maîtriser les stratégies...

Le Go se joue à deux personnes se faisant face devant un tablier (que certains appellent, faussement, une grille, car il est rayé de lignes) et chacun a en sa possession une série de pierres, blanches ou noires, toutes identiques. Chacun leur tour, les joueurs placent aux intersections des lignes, une pierre, et ils peuvent librement capturer la pierre ou un groupe de pierres (d'autant plus payant!) en établissant autour dudit groupe une chaîne de pierres pour bloquer toutes les intersections libres.

Le but ultime est de délimiter un territoire ayant une base sur les limites du tablier. À la fin, on fait le décompte des cases appartenant à chacun des joueurs et celui possédant la plus vaste aire du jeu remporte la partie. Notons qu'il n'y a pas de forme exacte attribuée au tablier; cela va du triangle scalène au rectangle de trois lignes par 24. Le modèle standard est un carré de 19 lignes.

### Du mysticisme à revendre

Le petit côté mystique du jeu est tout ce qu'il y a de plus charmant: «Un tablier de 19 par 19 implique qu'il y a 361 points, ce qui coïncide avec le nombre de jours dans l'année religieuse chinoise, 360, +1, le point central du tablier, symbolisant le centre du ciel», nous explique M. Lorrain. D'ailleurs, la dualité noir-blanc entre les jetons représentant le contraste entre le jour et la nuit, l'homme et la femme, le yin et le yang...

François Lorrain ajoute: «Le but du jeu n'est surtout pas de conquérir tout. On gagne simplement si on a un point de plus. On essaie d'établir un équilibre entre les joueurs, comme deux armées qui visent à atteindre un degré de stabilité.»

À ses débuts, on considérait le Go comme un jeu vulgaire. Mais les bouddhistes en ont apprécié le dépouillement et la simplicité. C'est à ce moment que le Go a acquis ses véritables lettres de noblesse.

En Asie, de nos jours, on organise des tournois de Go dans des amphithéâtres pouvant accueillir 10 000 personnes! Au Québec, ce jeu n'est pratiqué que depuis les années 60, mais il compte un nombre non négligeable d'adeptes.

Le matériel de jeu coûte relativement cher: 30$ pour une centaine de pierres en bois en plus du tablier en bois de qualité qui peut coûter environ 70$. Pas étonnant que plusieurs joueurs de Go préfèrent fabriquer leurs propres effets. Un tablier de papier et des sous noirs (et blancs!) suffisent pour rendre l'esprit du jeu...

M. Lorrain conclut: «Le jeu est si simple, si universel, que s'il existait des civilisations extraterrestres, on y jouerait très probablement le Go.»



Cet idéogramme signifie «Go» au Japon. C'est aussi le nom autrefois utilisé en Chine, devenu depuis «weiqi».

**Cédric Sam**
*Collège Jean-de-Brébeuf*

ESPACE

## Un rêve devenu réalité

***Ayant remporté le concours Défi étudiant 1997-98, organisé par l'Agence spatiale canadienne, Albena Davidova a passé une semaine avec l'astronaute Marc Garneau à Houston, l'été dernier. Dans le texte qui suit, elle fait le bilan de cette expérience particulièrement enrichissante.***

Lorsqu'on me demande ce que j'aimerais devenir, j'ai du mal à formuler une réponse précise. Cependant, étant passionnée des sciences, je sais qu'une intéressante carrière scientifique m'attend.

Lorsque j'étudiais à l'École secondaire internationale de Montréal, c'est mon professeur d'initiation à la technologie qui m'a donné le goût des sciences de l'espace. Depuis, je rêve de travailler à l'Agence spatiale canadienne (ASC) ou à la NASA. Lorsque j'ai participé au concours «Défi étudiant 1997-98» de l'ASC, une seule pensée m'accompagnait, celle transmise par une de mes enseignantes: «Il y a des possibilités improbables et des impossibilités probables».

Cette pensée a certainement eu des effets positifs puisque j'ai remporté le concours qui m'a permis de rencontrer Marc Garneau et de passer une semaine avec lui à Houston, en juillet dernier. Premier Canadien à voyager dans l'espace, Marc Garneau s'est avéré un homme extrêmement agréable, attentif, intelligent et facile d'approche.

Au Johnson Space Center, j'ai eu le privilège de participer à plusieurs activités. J'ai notamment visité le module d'habitation de la future station spatiale internationale. Marc Garneau m'a expliqué, entre autres, comment les futurs travailleurs de l'espace effectueront des tâches aussi banales que manger, dormir et prendre une douche qui, dans l'espace, deviennent de vrais exploits. J'ai également visité le «Neutral Buoyancy Laboratory», une énorme piscine où les astronautes s'entraînent à faire des marches dans l'espace. J'ai particulièrement aimé discuter avec des microbiologistes de la NASA des expériences qu'ils préparent et m'entraîner au gymnase avec les astronautes.

La vie d'un astronaute est beaucoup plus «normale» que nous ne l'imaginons. Les astronautes s'entraînent 90% du temps à Houston; lorsqu'ils ne s'entraînent pas pour une mission, ils assistent à des réunions, travaillent au bureau et étudient.



J'ai constaté que les astronautes sont des gens persévérants, brillants, ouverts d'esprit et possédant de multiples talents (sports, art, musique). Être astronaute, c'est s'imposer des restrictions, être avide de connaissances et donner toujours le meilleur de soi-même. Les astronautes sont-ils parfaits? Certes non, mais ils ont appris à se dépasser pleinement pour atteindre la perfection.

Je crois qu'il y a un génie en chacun de nous et qu'il faut le faire sortir en travaillant fort et en étant curieux de tout. Peu importe la carrière que vous choisirez, il faut suivre l'exemple des astronautes et toujours se surpasser.

Suivons le conseil du chat dans *Alice au pays des merveilles*, de Lewis Carroll: «(...) vous êtes sûr de vous rendre (quelque part) si vous marchez assez longtemps». Moi, je vais suivre ce conseil et faire mon possible pour réussir et peut-être même faire partie un jour de l'équipe d'astronautes de l'Agence spatiale canadienne.

**Albena Davidova**
*Collège Marianapolis*

ÉCOLES

*Sports-études*

## Un mariage heureux !

Depuis septembre, 250 jeunes élèves de niveau secondaire, dont certains très connus comme les plongeurs Alexandre Despatie et Étienne Gauthier, inscrits à l'école Antoine-de-Saint-Exupéry, située à Saint-Léonard, vivent une expérience hors de l'ordinaire. Ces écoliers d'avant-midi font partie du programme Sports-Études Saint-Exupéry.

La plupart sont à l'école dès 8h15 et assistent, comme tous les autres élèves, à leurs trois cours du matin. Toutefois, la classe se termine à 11h55 et c'est alors que s'amorce la deuxième partie de leur journée.

Qu'ils soient inscrits au programme en judo, danse, athlétisme, badminton, gymnastique, natation, nage synchronisée, plongeon, patinage (artistique ou de vitesse) ou bien en tir à l'arc, l'entraînement n'est pas de tout repos.

Ces périodes de développement physique et moral se terminent à 15h ou à 18h. Puis, c'est la période des devoirs: «Les professeurs sont vraiment corrects avec nous, ils connaissent notre situation et s'ajustent en conséquence. Les devoirs sont raisonnables, mais c'est bien évident qu'avec quatre heures de cours par jour, on ne peut pas chômer rendus à la maison», affirme Étienne Gauthier, élève de Saint-Exupéry qui, cette année, a terminé premier lors d'une compétition internationale de plongeon chez les juniors et deuxième au Canada, chez les seniors.

Le programme Sports-Études ne laisse toutefois pas n'importe qui s'infiltrer dans ses rangs. Pour y accéder, l'élève doit avoir une moyenne générale d'au moins 75% et obtenir 70% dans les trois matières de base (anglais, français, mathématiques). Il doit également réussir la totalité de ses cours tout en étant recommandé par sa fédération en tant qu'athlète d'excellence, d'élite, de relève ou d'espoir.

Ralph Bitton, responsable du projet Sports-Études Saint-Exupéry, précise: «Ce sont d'excellents élèves. Au niveau scolaire, ils sont capables de rivaliser avec les groupes enrichis. Souvent, même, ils obtiennent de meilleurs résultats que ces derniers.» Lors d'un récent examen de physique de secondaire 4, les sportifs avaient obtenu un taux de réussite de 100% alors que les autres groupes se contentaient de 70%.

Pour ces écoliers spécialisés, tous les cours d'éducation physique sont retirés de la grille horaire de même que certains cours tels économie familiale et arts plastiques, afin de libérer leurs après-midi. «À certains niveaux, on ne fait qu'accélérer le rythme pour combler les périodes manquantes, mentionne Gilda Cardelli qui enseigne les mathémathiques. Parfois, je ne vois pas mes élèves pendant cinq jours (à cause des compétitions). Ils doivent faire de la récupération et on leur donne une tonne de devoirs.»

«Ces élèves sont motivés. Ils ont moins de temps à leur disposition, donc ils sont forcés d'être autonomes. Puisqu'ils sont toujours ensemble depuis leur arrivée, les groupes de Sports-Études ont acquis une attitude et une dynamique de groupe très intéressante», confirme Lorna Lefebvre, également enseignante à Saint-Léonard.

Étienne Gauthier ajoute: «Quand on s'entraîne vingt heures par semaine, il faut absolument trouver son rythme. Une fois que c'est fait, tout va bien.»

Même si le programme Sports-Études Saint-Exupéry est déjà bien implanté auprès d'étudiants qui viennent d'aussi loin que Val d'Or pour s'y inscrire, il semble bien que l'an prochain, deux autres sports y seront ajoutés: golf et tennis, où l'on attend cinq ou six étudiants. Dans un avenir rapproché, le taekwondo devrait aussi faire partie du programme.

**André-Pierre Fortin**
*Cégep du Vieux-Montréal*



Étienne Gauthier : «Quand on s'entraîne vingt heures par semaine, il faut absolument trouver son rythme.»

Photo : Pierre Côté, *La Presse*

# Têtes d'affiche

*Adressez vos communiqués à:*
*Têtes d'affiche*
*La Presse*
*7, rue St-Jacques*
*Montréal H2Y 1K9*

# Les Magasins-partage pour Noël, une solution de rechange à la charité

***Donner à Centraide permet de soutenir l'action bénévole de 250 organismes communautaires dans la région de Montréal.* La Presse *vous donne rendez-vous le dimanche pour découvrir quelques-uns des organismes que Centraide finance, mais aussi pour rencontrer leurs bénévoles et connaître les impacts de leurs actions.***



**Denis Lavoie**




PHOTO ROBERT NADON, *La Presse*

**Conçu comme un magasin général, réputé pour la chaleur de son accueil, le Magasin-partage type offre un choix de provisions pour respecter les goûts et les habitudes culturelles des familles. Ici, Agathe Laperle, de La Corbeille (Bordeaux-Cartierville), remplit les étalages de marchandises que pourront se procurer 400 familles du quartier, du 14 au 23 décembre.**

Donner aux Magasins-partage, c'est faire preuve d'humanité dans le respect de la dignité de la personne. En effet, dans ces magasins conçus comme une solution de rechange au dépannage alimentaire, on ne fait pas la charité.

Dans ces « épiceries de Noël », dont certaines sont ouvertes toute l'année, les clients payent une fraction du prix de leurs achats, de 10 à 15 % de leur valeur. Les moins riches arrivent ainsi à se payer un supplément, une gâterie, pour les repas de Noël et du Nouvel An.

« Souvent, la personne n'osera pas se procurer un bien de luxe », explique Monique Beaumier, une bénévole qui assiste les clients du Magasin-partage de Villeray lors de leurs achats de Noël. Elle parle avec enthousiasme de la magie qui auréole ce magasinage des Fêtes pour les familles à faibles revenus.

Créés par respect des personnes appauvries, qui ont leur fierté et souvent n'osent pas demander la charité, les Magasins-partage vivent des dons de denrées alimentaires et d'argent, afin de répondre cette année aux besoins de paniers de Noël pour 6000 familles montréalaises. Celles-ci n'auront pas droit à un don des autres organismes distribuant des paniers de Noël, car elles s'inscrivent à un fichier central de tous les organismes donateurs de paniers de Noël.

« C'est toujours un peu gênant de recevoir », raconte Monique Maltais, cliente du Magasin-partage de Rosemont et membre de l'organisme Bouffe-action, partenaire du magasin. Elle y est aussi bénévole et fière d'en aider d'autres, contribuant ainsi à trouver des solutions au problème de la faim à Montréal.

Plutôt que de s'attaquer directement à ce problème universel et insoluble qu'est la pauvreté, les Magasins-partage favorisent l'action sociale, objectif sous-jacent primordial pour la coordonnatrice du Regroupement des Magasins-partage, Sylvie Rochette.

Dans cette ressource communautaire, on cherche donc à déceler le problème à la source de la pauvreté ( toxicomanie, maladie, chômage, analphabétisme ) qui se manifeste ici par la faim.

Bien des personnes ont retrouvé leur dignité après avoir eu recours au service alimentaire des Magasins-partage. Mme Rochette se plaît ainsi à relater, lors de conférences données pour la campagne Centraide dans les entreprises, l'exemple d'un hockeyeur professionnel qui avait tout perdu avant d'arriver au Magasin-partage. Il a fini par se trouver un emploi convenable et fait aujourd'hui du bénévolat aux Magasins-partage.

« L'important c'est d'aider, dit Sylvie Rochette, rappelant le slogan des magasins Partage *Aller plus loin que la faim*. Or, on évalue à 60 % le nombre des familles qui se sortiront de leur misère, ne laissant que 40 % d'usagers qui reviennent d'année en année au Magasin-partage. Et les gens ont l'honnêteté de téléphoner pour annuler leur commande, lorsqu'ils ont trouvé un emploi entre-temps.

Né dans ce ferment d'action communautaire qu'est le Patro Le Prévost, en 1985, le premier Magasin-partage s'est définitivement structuré en 1993.

BÂTIR UN RÉSEAU D'ENTRAIDE
Centraide

La Table de concertation sur la faim à Montréal a adopté la formule pour créer le Regroupement des Magasins-partage.

Le concept du partage entre donateurs et clients-acheteurs, qui respecte la liberté de choix et la dignité des personnes, se répand maintenant hors de Montréal, des Magasins-partage étant établis à Chicoutimi, Québec, Drummondville, en Outaouais et bientôt à Longueuil et Saint-Hubert.

Côté financement, les Magasins-partage sont durement affectés par la nouvelle politique municipale qui interdit de faire des collectes dans la rue, style barrages routiers. On compte par ailleurs sur des contributions de 35 000 $ de la Ville de Montréal comme de la Fondation du cardinal Léger, de 10 000 $ de la Fondation de la pétrolière Impériale et autant de la fondation Marcelle et Jean Coutu. Centraide fournit 5000 $ et a alloué, spécialement pour l'année en cours, près de 20 000 $ pour consolider cette forme d'intervention.

Enfin, soulignons que beaucoup d'entreprises et organismes fournissent des biens et services pour contribuer au succès des Magasins-partage.

---

La Gendarmerie royale demeure fidèle à la cause des maladies infantiles et servira de nouveau du spaghetti à son dîner-bénéfice du 26 novembre, à l'hôtel Radisson, 77, rue University. Grâce au concours de cet hôtel et des pâtes Primo, la Gendarmerie royale pourra remettre une somme importante au Centre de recherche sur les maladies infantiles. Le tout a lieu de 11 h 15 à 14 h, avec l'accompagnement musical de l'orchestre du Service de police de la Communauté urbaine de Montréal. Coût : 7 $. Renseignements : 939-8308.

■■■

■ Le ministre Jacques Léonard a tenu à souligner par sa présence le cinquantième anniversaire du club Richelieu de Mont-Laurier, qui a fait sa marque dans son milieu, tout particulièrement par ses interventions en faveur des jeunes défavorisés. La réalisation dont ce club Richelieu est le plus fier est la Maison des jeunes.

■■■



**Richard Boyer**

■ Le centre d'urgence 911 de la Communauté urbaine de Montréal est le premier lauréat du prix Reconnaissance centre d'appels, décerné par l'Institut international de recherche en collaboration avec l'Association canadienne de marketing direct, au centre d'appels du Québec qui a fait sa marque au cours des deux dernières années. Pour Richard Boyer, directeur du centre d'urgence 911, ce prix récompense les efforts consentis pour la réorganisation de ses services, qui a entraîné une réduction des effectifs, et une plus grande efficacité, en retirant les appels au service de police des appels d'urgence.

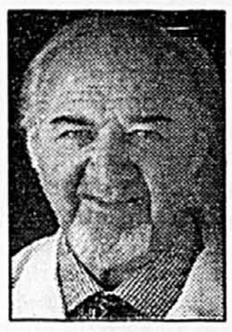
■■■

■ Faudra-t-il encore enseigner la religion dans une école déconfessionnalisée ? Telle est la question qui se pose avec l'arrivée des commissions scolaires linguistiques et la plus grande diversité religieuse de la métropole. Seront appelés à débattre de la question, à l'invitation de la revue *Relations :* Carolyn Sharp, directrice de la revue ; Louis Rousseau, du département de sciences religieuses de l'UQAM ; et Raymond Lemieux, de la faculté de théologie de l'Université Laval. Ils répondront le lundi 16 novembre, à 19 h 30, à la maison Bellarmin, 25, rue Jarry Ouest. Coût : 5 $. Renseignements : 387-2541.

■■■

■ Les productions Mandragore feront don des profits de la présentation de la comédie *Cinq femmes en coulisse* au centre d'hébergement pour femmes Le Chaînon. Cette présentation théâtrale aura lieu mardi, à 17 h 30, au centre culturel Calixa-Lavallée. Coût : 12 $. Renseignements : 845-0151.

■■■



**Jules Hardy**

■ Éminent neurochirurgien, le Dr Jules Hardy, professeur émérite de neurologie à l'Université de Montréal, vient d'être honoré par l'Université de Toronto, qui lui a décerné une médaille d'honneur à l'occasion du 75e anniversaire de fondation du département de neurochirurgie de l'université torontoise. Cette récompense vise à souligner la contribution du neurochirurgien montréalais au développement de sa spécialisation.

■■■

■ Festin de la Saint-Hubert, en faveur de trois oeuvres : le Centre canadien d'étude et de coopération internationale, la fondation Mira, et la Palestre nationale. Placé sous la présidence d'honneur du lieutenant-gouverneur Lise Thibault, ce festin aura lieu le vendredi 20 novembre, au Château Royal, 3550, boulevard du Souvenir, à Laval, à compter de 17 h 30. Renseignements : au CECI 875-9911, chez Mira au ( 450 ) 795-3725, ou à la Palestre au ( 450 ) 661-0625.

■■■

■ Appel de candidatures pour la remise du prix Frederick Johnson et des bourses d'excellence Samuel Bécancour Hart, destinés à promouvoir l'égalité. Décernées par le Centre de recherche-action sur les relations raciales, ces récompenses s'adressent, pour le prix, aux personnes et organismes qui combattent la discrimination raciale et, pour les bourses, aux étudiants des communautés ethnoculturelles et autochtones désirant se spécialiser dans le domaine des droits de la personne et plus spécifiquement du droit à l'égalité. Date limite : 10 décembre. Renseignements : 939-3342.

■■■

■ La Banque Royale et Emploi Rive-Nord s'associent au magasin de Laval des Ailes de la mode, pour présenter un défilé mode aux couleurs de Noël, égayé d'airs de Noël interprétés par Robert Marien. C'est au profit de la fondation Cité de la santé de Laval, les fonds recueillis devant être alloués au programme d'investigation et de traitement du cancer de l'hôpital lavallois. Le tout aura lieu le 25 novembre, à 18 h 30. Renseignements : ( 450 ) 975-5343.

■■■

■ Concert de Noël de la fondation Jeanne-Chevrier ( pour le centre d'accueil du même nom ) avec : Janusz Wolny, Louise Lecavalier, Renée Lamarre, Irek Bogajewitcz, Berthier Denys et Magdalena Wolny, mardi, à 19 h 30, à l'église Sainte-Famille, 560, rue Marie-Victorin, à Boucherville. Coût : 15 $. Renseignements : ( 450 ) 655-8587.

■■■



## Boursiers Armand-Frappier

**Huit étudiants chercheurs de l'institut Armand-Frappier se partagent 140 000 $ en bourses du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada, du Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche, de la Société canadienne de la sclérose en plaques et de Petro-Canada. Dans l'ordre habituel : ( à l'avant ) Steve Forest et Tien Canh Le ; ( à l'arrière ) Anick Chalifour, Mélanie Viau, Éric Déziel, Hélène Boucher et Marie-France Duckett. Absents : Nathalie Arbour et Chantal Langlois.**



## Université Laval : leader en psychiatrie

**L'Université Laval peut se vanter d'avoir l'une des plus importantes chaires de psychiatrie au pays, grâce à une dotation de 3 millions pour la recherche sur les maladies mentales. Dans l'ordre : le Dr Claude Gravel, du centre de recherche Robert-Giffard ; le ministre Paul Bégin ; le recteur François Tavernas ; le Dr Michel Maziade, titulaire de la chaire ; Michel Gervais, président de la chaire ; Pierre Boyle, du Fonds de la recherche en santé du Québec ; et le Dr Yves Morin, du Conseil de recherches médicales du Canada.**

# La personnalité de la semaine

La Presse

*Il n'est pas de succès qui se mérite s'il n'est construit sur l'excellence*

ANDRÉ DESMARAIS
PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

ROGER D. LANDRY
PRÉSIDENT ET ÉDITEUR

CLAUDE MASSON
ÉDITEUR ADJOINT

MARCEL DESJARDINS
DIRECTEUR DE L'INFORMATION

ALAIN DUBUC
ÉDITORIALISTE EN CHEF



PHOTO RÉMI LEMÉE, *La Presse*

**Traquer l'erreur, surtout quand celle-ci se trouve bien cachée dans des réseaux complexes de chiffres et dans les dédales des lois de la fiscalité, c'est son dada.**

**SUR LA SCÈNE DE L'ACTUALITÉ / SEMAINE DU 15 novembre 1998**

# France Paris

**CHRISTIANE DESJARDINS**

De diplômée de secrétariat à membre de l'Ordre des comptables généraux licenciés (CGA), il y a tout un pas. Et c'est en s'illustrant de brillante façon que France Paris a franchi ce pas, puisque la femme de 35 ans vient de recevoir la médaille d'or de CGA-Québec et le prix d'excellence CGA-Canada, niveau professionnel, pour avoir obtenu aux examens la moyenne la plus élevée des milliers de concurrents du Canada.

Traquer l'erreur, surtout quand celle-ci se trouve bien cachée dans des réseaux complexes de chiffres et dans les dédales des lois de la fiscalité, c'est son dada. « J'aime chercher des erreurs, j'aime la complexité, j'aime la fiscalité », lance tout de go France Paris.

Pourtant, personne n'aurait pu prédire que cette jeune fille, qui a grandi sur la Rive-Sud de Montréal, obtiendrait un succès aussi éclatant dans ce domaine plutôt aride. Quand France Paris a quitté le cégep Édouard-Montpetit en 1983, avec un DEC de techniques de secrétariat en poche, elle avait vaguement l'intention de revenir un jour sur les bancs d'école. Mais à ce moment précis de sa vie, elle voulait avoir son indépendance. Un emploi lui permettait d'y accéder.

Elle s'est retrouvée agente de bureau au ministère de l'Éducation, puis à Radio-Québec, puis de nouveau au ministère de l'Éducation. Nous voilà maintenant en 1989. Tenaillée par sa soif d'apprendre et son désir de se perfectionner, France Paris décide de s'inscrire aux HEC, tout en conservant son emploi. Elle prend donc des cours du soir.

« Dans le cadre de mes cours en secrétariat, je m'étais rendu compte que l'administration m'intéressait particulièrement. Mais le bac, c'était énorme, c'était sept ans d'études le soir. Au début, je me suis dit : je vais prendre deux cours à la fois, et je vais essayer de faire un certificat. On verra par la suite », explique-t-elle.

De cours en cours, France obtient son premier, puis son deuxième et enfin son troisième certificat. Déjà, elle fait preuve d'un talent hors du commun. Après son deuxième certificat, sa performance scolaire est telle que la Fondation des diplômés HEC lui accorde une bourse d'excellence.

La dernière session d'études de son troisième certificat, elle l'a faite à plein temps, puisque le département où elle travaillait au ministère de l'Éducation, le Fonds de la formation à distance, a fermé. Entre-temps, elle fait la navette entre Burlington et Montréal, parce que son mari, directeur en informatique pour IBM, s'est installé au Vermont pour les besoins de son travail. En 1996, elle obtient son baccalauréat en gestion, avec une moyenne générale de 89,8 %. Des notes comme elle n'en avait jamais eu au secondaire.

« L'intérêt n'était pas le même. Au secondaire, je me laissais aller, je ne savais pas encore ce que je voulais faire. Je n'étudiais pas par obligation, mais pour mon plaisir personnel », avoue-t-elle, en riant.

Quoi qu'il en soit, au bout de son bac, France décide de mettre un bémol aux études pour profiter un peu de la vie en général, et de la vie conjugale en particulier. Elle va donc rejoindre son mari, Sylvain Michel, à Burlington.

Mais après quelque temps, France, qui n'a pas de permis de travail aux États-Unis, trouve le temps un peu long, elle qui est habituée aux horaires surchargés. Elle décide donc de revenir étudier au Québec. Ce qu'elle vise maintenant, c'est devenir membre de l'Ordre des comptables généraux licenciés. Pour y parvenir, il faut réussir avec succès plusieurs examens difficiles.

Elle se surpasse. En décembre 1996, elle se classe deuxième au Canada lors de l'examen final de vérification de gestion 1 ; elle obtient le même rang lors de l'examen final de comptabilité financière 4 à la session juin 1997 ; elle se classe cinquième à l'examen final de finance à la session de décembre 1997 ; et deuxième lors de l'examen final de fiscalité 2 à la session de juin 1998. Sa moyenne générale pour ces quatre examens réussis dès la première tentative étonne : 94,50 %, c'est exceptionnel. Lors de la remise des permis 1998 à l'Ordre des CGA, France Paris a droit à une ovation de la part des 1400 personnes présentes.

*« J'aime chercher des erreurs, j'aime la complexité, j'aime la fiscalité ».*

France Paris a réussi cet exploit tout en travaillant, puisque dès l'été 1997, elle est embauchée aux Productions La Fête, comme analyste-comptable de la distribution des films, une entreprise présidée par Rock Demers. Un emploi qu'elle occupe toujours actuellement.

Terminées, les études ? « Pour le moment, oui, du moins pour les études intensives. J'ai même dit à mes amis : si vous me voyez la tête dans un livre, assommez-moi, dit-elle en rigolant. J'ai envie de m'occuper un peu de ma vie sociale. Et puis, la planification financière me tente, et je ne ferme pas de porte », ajoute-t-elle. En fait, elle songe à obtenir le titre de CPA, le titre comptable reconnu aux États-Unis. « Avec les fusions d'entreprises et les multinationales, c'est un titre qui sera très en demande dans les années à venir », prédit la jeune femme.

Quoi qu'il en soit, France Paris est fière du chemin parcouru. « Je dois une fière chandelle à mon mari, qui a été très compréhensif et m'a laissé toute la latitude voulue. Tellement de femmes ont dû arrêter en cours de route à cause des exigences familiales. »

En ce qui concerne la famille, France a toujours eu l'ardent désir d'en fonder une, mais le destin en a voulu autrement jusqu'ici.

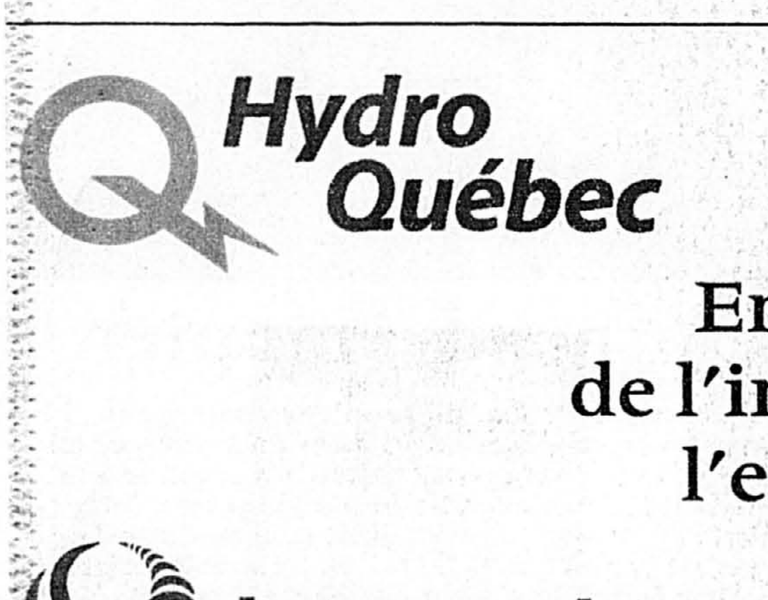
Hydro Québec

Encore plus que du talent,
de l'intelligence, même du génie,
l'excellence naît de l'effort.

ALCAN

loto-québec

BANQUE NATIONALE
il faut penser autrement



Salut Bonjour
du lundi au vendredi de 6 h à 9 h

Chaque lundi à 8 h 35, Guy Mongrain s'entretient avec la personnalité La Presse de la semaine
TVA